

A NOS LECTEURS

DE nombreux lecteurs se sont émus de l'interruption de la parution de *la Vérité* pendant plus de trois mois. Les raisons en sont simples. Nous payons les conséquences de la lutte que nous avons menée contre la guerre d'Algérie. Le total des amendes et des dépens auxquels nous avons été condamnés à l'issue des divers procès intentés à *la Vérité* dépasse le million. De plus, la famille de camarades victimes de la répression est à notre charge. Devant l'obligation de payer sans délai plus de 400.000 francs, sous peine de contrainte par corps pour nos camarades en cause, nous avons dû retarder la parution du présent numéro jusqu'à ce jour. Le prochain numéro paraîtra courant octobre ; nous comptons ensuite paraître régulièrement tous les deux mois.

Bien entendu, nos abonnés recevront le nombre de numéros auquel ils ont droit.

Vous pouvez nous aider en vous abonnant, en abonnant vos amis.

En souscrivant un abonnement de 12 numéros à 1.500 francs ;

1° Vous nous aiderez ;

2° Vous payerez *la Vérité* seulement 125 francs le numéro ;

3° Votre abonnement vous sera

ENTIEREMENT REMBOURSE

Nous sommes en effet en mesure d'offrir à tout souscripteur d'un abonnement d'un an, à son nom ou à celui d'une autre personne, une prime de 1.500 francs de livres gratuits envoyés franco de port à l'adresse qu'il nous indiquera, à choisir sur la liste suivante :

Edgar MORIN : <i>L'homme et la mort dans l'histoire</i>	795 Fr.
Georges C. GLAESER : <i>Secret et violence</i>	690 Fr.
Bertold BRECHT : <i>Le roman de Quat'sous</i>	930 Fr.
Gustav REGLER : <i>Les manants du Christ</i>	630 Fr.
M. MITCHELL : <i>Histoire maritime de la Russie</i>	1.200 Fr.
Félicien CHALLAYE : <i>Péguy socialiste</i>	600 Fr.
<i>Les Cahiers Rouges</i> , n° 1	120 Fr.
François MANUEL : <i>La révolution hongroise des Conseils ouvriers</i>	200 Fr.
Pierre SCALI : <i>La révolution bolivienne</i>	80 Fr.
W. WILNY : <i>L'avenir de l'U.R.S.S.</i>	60 Fr.
Robert LANGLADE : <i>Comment de Gaulle a pris le pouvoir</i>	200 Fr.

*

Autrement dit, si vous désirez par exemple avoir :

Bertold BRECHT : <i>Le roman de Quat'sous</i>	930 Fr.
Félicien CHALLAYE : <i>Péguy socialiste</i>	600 Fr.
François MANUEL : <i>La révolution hongroise des Conseils ouvriers</i>	200 Fr.

Total 1.730 Fr.

vous recevrez, contre un mandat de 1.730 francs au C.C.P. 6032-01 Paris (S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris XI°) :

1° Les livres commandés franco de port ;

2° Un abonnement de 12 numéros à *La Vérité*.

Naturellement, nos abonnés actuels peuvent profiter de cette offre, et souscrire pour prolonger de 12 numéros leur abonnement, tout en commandant les livres de leur choix.

Journal

NE PAS SE PAYER DE MOTS

Si les centrales syndicales avaient riposté immédiatement à l'ordre de réquisition des cheminots par la grève générale, la classe ouvrière aurait pu gagner... » Bien sûr. Mais si les organisations avaient été capables de répondre par la grève générale en 1959, elles n'auraient pas, en août 1953, en août-septembre 1955 et même en mai 1958, démobilisé les travailleurs en coordonnant dans l'unité d'action la plus réelle tous leurs efforts pour saboter la généralisation des luttes.

Il ne s'agit donc pas de raisonner avec des « si », mais avec une réalité qui est celle d'organisations syndicales qui sont ce qu'elles sont ; c'est-à-dire des centrales contrôlées par des appareils bureaucratiques dont l'orientation n'est pas, ni de près, ni de loin, d'amener les masses à lutter pour la destruction du régime capitaliste.

Evidemment, si les dirigeants de ces organisations étaient autres, il n'y aurait jamais eu de Gaulle ni son régime. Si la bourgeoisie semble plus forte, aujourd'hui, ce n'est pas que le régime capitaliste a trouvé une nouvelle jeunesse, c'est que le prolétariat est plus faible — c'est qu'il a été affaibli par la politique de collaboration des classes pratiquée aussi bien par le stalinisme que par le réformisme.

**

Cela dit, la situation étant ce qu'elle est, il faut constater des faits d'évidence : la grève des cheminots et l'ordre de réquisition représentaient une épreuve de force engagée par le régime contre la classe ouvrière dans son ensemble. Une classe ouvrière qui, certes, voyait avec sympathie le mouvement des cheminots, mais qui n'envisageait le combat que sous le contrôle et la direction des bureaux confédéraux.

L'expérience des grèves généralisées (1936, 1953, 1955) est là pour nous l'enseigner : la classe ouvrière n'a, dans le passé, réussi à se hisser à la grève générale — c'est-à-dire à une action menaçant ouvertement l'existence même du régime capitaliste, en posant la question du pouvoir — que par un mouvement dressant sa spontanéité révolutionnaire en dehors des appareils et contre eux. Le mouvement indépendant (spontané) de la classe ouvrière, s'il recoupe, pour une faible partie, l'action des appareils, pour la plus grande part, s'y oppose. Une action spontanée élevée à un haut niveau peut, tout au moins dans sa première étape, entraîner contre leur gré les directions réformiste et stalinienne. Cela est vrai. Mais ne prenons pas nos désirs pour des réalités, et sachons discerner que, le mouvement spontané étant à l'heure actuelle quasi-inexistant, les cheminots étaient entièrement dépendants des décisions des fédérations et des confédérations.

En juillet 1947, en partie en 1950, en août 1953, la situation dans la corporation des cheminots était entièrement inversée. C'est la base qui, par son action autonome, imposait la généralisation de la grève, les appareils luttant de toute leur force pour contraindre les cheminots à rembrayer.

Indubitablement, le gouvernement a reculé devant l'épreuve de force. Pourquoi l'« état fort » a-t-il reculé ? La bourgeoisie, dans son ensemble, a la conscience la plus aiguë de ce que ce prolétariat français, trahi, battu, bafoué par ses dirigeants, conserve des ressources de combat au moins pour l'avenir. La classe ouvrière ne peut, pour le moment, nourrir de ces ressources son action spontanée. Mais, à une étape plus lointaine, sous une forme ou sous une autre, tout le potentiel révolutionnaire accumulé dans le prolétariat jaillira, et cela avec d'autant plus de puissance qu'il aura été comprimé davantage par les méthodes de la coercition. La classe dominante, dans l'espace d'une génération, a vécu au moins deux fois sa Grande Peur : 1936, 1945. Elle sait parfaitement avec quelle perfection incomparable les appareils réformiste et stalinien remplissent leur fonction de soupape de sûreté du régime capitaliste, avec quel brio ils ont réussi jusqu'à présent à canaliser les mouvements de masse les plus impétueux dans les cadres de l'ordre bourgeois.

C'est pourquoi la bourgeoisie et son gouvernement s'efforcent jusqu'à présent, même dans le cadre de l'état fort, de préserver cette fonction modératrice des organisations syndicales qui pourra s'avérer utile ultérieurement.

Il ne faut surtout pas oublier, toutefois, que ceci n'est qu'un aspect de la politique gouvernementale. Il y a l'autre : toute la presse du grand capital, du Monde à l'Aurore, de la Croix au Parisien Libéré, commence à se déchaîner afin que soit régleménté le droit de grève dans les services publics. L'offensive bourgeoise n'est donc que différée.

**

Dans une conjoncture, celle d'aujourd'hui, où les masses n'ont pas encore reconstitué leur capacité offensive (spontanée), où — répétons-le — les appareils sont ce qu'ils sont, l'avant-garde révolutionnaire ne doit pas condamner le compromis réalisé par les fédérations de cheminots. Pour des raisons qui sont les leurs, mais qui ont, pour cette fois, recoupé les intérêts véritables de la classe ouvrière, les dirigeants F.O. et C.G.T. ont réalisé une opération qui permet aux travailleurs de ne pas affronter un combat décisif, dans une situation où le rapport de forces ne jouait pas en leur faveur.

Pour nous, révolutionnaires, qui ne voyons de salut pour la classe ouvrière que dans sa capacité de développer jusqu'à ses plus extrêmes conséquences son mouvement de classe indépendant, ce compromis consacre une hésitation gouvernementale devant l'épreuve de force, c'est là un fait susceptible d'élever la conscience des travailleurs, et de renforcer leur haine du patronat et de son état.

Tout compte fait, et sur ce point précis, nous ne condamnons pas les dirigeants des fédérations de cheminots.

QUERELLE AUTOUR D'UN VOTE

CE qui précède permet d'apprécier les raisons qui nous ont amené à approuver la position prise par le camarade Hébert, secrétaire général de l'U.D.F.O. de la Loire-Atlantique, votant pour le rapport du Bureau Confédéral au dernier Congrès de la C.G.T.-F.O.

Deux camps sont en présence pour juger Hébert. Le premier est celui que Hébert a appelé la « fausse gauche ». Ces chevaliers de la phrase condamnaient hier Hébert lorsqu'il luttait pour la grève générale. Ils le condamnent encore aujourd'hui... Passons.

Le second camp est celui dont le camarade Guilloré a exprimé la position dans les colonnes de « La Révolution Proletarienne » (Guilloré a su exposer objectivement les arguments développés par les uns et les autres, et cela, à notre époque, mérite d'être signalé). Guilloré, donc, pose, non sans une pointe d'ironie, la question : mais qu'est-ce donc qu'un rapport de forces ? Les événements qui se sont déroulés dans la semaine du 9 au 16 juin, avec l'annonce de grève des cheminots, l'ordre de réquisition et le compromis établi in extremis, suffisent à fournir une réponse précise.

*
**

En 1953, en 1955, pour ne prendre que ces deux moments de la lutte des classes, les organisations syndicales s'opposaient de toutes leurs forces à la grève générale. Quelle attitude les syndicalistes révolutionnaires devaient-ils, à notre avis, adopter ? Celle que, pour un certain nombre d'entre eux, ils ont faite leur : pousser l'action en avant, tenter de déborder les appareils, se désolidariser publiquement du sabotage de la grève générale.

Cela impliquait une tactique précise qui a été largement mise en œuvre en Loire-Atlantique, et, sur une moindre échelle, malheureusement, dans les autres régions :

Débrayages généralisés ; une usine débrayait, allait débaucher les autres entreprises, et ainsi de suite. Prise d'assaut des syndicats patronaux. Refus de répondre aux ordres de réquisition. Manifestations et meetings de masses devant la préfecture et la prison. Diffusion de tracts appelant à l'éclatement continu des mots d'ordre et de l'action.

Devions-nous agir sur cette ligne, dans les jours qui, du 9 au 15 juin 1959, ont précédé la levée de l'ordre de grève des cheminots ? Il ne s'agit nullement, ici, de débattre si une telle tactique eût été immédiatement « payante » ou non. Les révolutionnaires ne se déterminent pas uniquement selon le rendement immédiat, mais, avant tout, en fonction d'une ligne et de mots d'ordre susceptibles d'élever la conscience de classe du prolétariat. 1953 et 1955 n'ont pas abouti. C'est un fait. C'est en « poussant » que les révolutionnaires restaient fidèles à la lutte de leur classe. Mais ces combats, s'ils n'avaient pas été freinés, déviés, par les bureaucrates, avaient des chances raisonnables d'aboutir. Dans une telle situation, il fallait — et c'est ce que nous avons tenté avec une petite minorité de syndicalistes révolutionnaires — tout faire pour déborder les appareils qui canalisèrent le mouvement dans l'ornière du parlementarisme bourgeois.

Mais alors une constatation s'impose. Qui, entre le 9 et le 15 juin, a appelé les travailleurs à la grève générale ? Qui les a mis en garde contre le compromis qui se préparait ? Personne. Cela règle le problème. Tout le monde a estimé que le rapport des forces entre les classes ne s'était pas modifié suffisamment, depuis la défaite du 1^{er} juin 1958, pour que les ouvriers puissent, par leur action, retourner la situation en leur faveur.

Les relations entre la classe ouvrière et ses organisations ne sont jamais simples, et ne peuvent être coulées dans un moule définitif. Elles évoluent avec la situation.

Les appareils sont des courroies de transmission de l'idéologie bourgeoise dans le prolétariat. Mais les organisations contrôlées par ces appareils répondent également à d'autres besoins. Les syndicats n'acquièrent de force que dans la mesure où ils assurent au moins une défense des intérêts élémentaires des travailleurs, face à l'exploitation de classe du patronat et de l'état. Sinon, ils ne sont rien. Dans ce sens, ils expriment un besoin fondamental des travailleurs cherchant à se rassembler, en tant que classe, face à la classe bourgeoise. La tendance irrépressible de l'« état fort » est de parvenir à « atomiser » la classe ouvrière ; de réduire chaque travailleur à n'être qu'un individu exploité isolément par son patron ou l'état. Intégrer, sous une forme ou une autre, les syndicats à l'état, c'est briser la solidarité de classe du prolétariat. Préserver l'indépendance des syndicats, dans une situation où, par la faute des dirigeants, la bourgeoisie a pu instaurer l'état fort, c'est donc défendre les droits et les possibilités les plus élémentaires des travailleurs à conserver leur homogénéité de classe.

*
**

La cohésion ouvrière, dans une situation révolutionnaire, exige des formes d'organisation adéquates, qui rassemblent les travailleurs plus largement que ne le peuvent les syndicats : comité de grève, comité central de grève, comité d'usine.

Pour exprimer en ces termes organisationnels leur volonté spontanée de lutte révolutionnaire, il faut que les prolétaires portent leur action au plus haut niveau de combativité : grève générale, affrontement direct avec l'état bourgeois.

Mais la conjoncture actuelle n'est plus directement révolutionnaire. Dans une telle situation, pour conserver au moins un minimum de cohésion, la classe ouvrière doit préserver des syndicats indépendants de l'état et du patronat. Dans une période où, pour un temps, les travailleurs ne peuvent se poser, en termes pratiques, le problème de la grève générale, donc des formes organisationnelles permettant la victoire de l'action d'ensemble (Comités), nulle autre organisation n'est à même de répondre aux exigences de la défense de leurs intérêts immédiats, que les syndicats.

Ne pas subir passivement l'exploitation quotidienne implique aujourd'hui le maintien de syndicats indépendants de l'état (1). Ainsi, dans un moment où les masses ne peuvent passer à l'offensive, où, au contraire, la bourgeoisie a l'initiative — et nous vivons dans un tel moment — préserver les syndicats, c'est assurer au moins aux travailleurs la préservation des conditions minima de leur organisation indépendante.

*
**

La justification du vote positif de Hébert réside donc en ceci : Bothereau présentait un rapport dans lequel il pouvait affirmer, à juste titre, que le Bureau Confédéral avait réussi, au moins jusqu'à présent, à préserver les syndicats de l'intégration à l'état. Ce bilan dépassait en importance toutes les raisons qui auraient pu, à bon droit, être invoquées en faveur

(1) Il y aurait lieu également d'analyser le double rôle des syndicats dans une période révolutionnaire, démobilisateur par la politique de collaboration des classes des appareils, mobilisateur en tant que terrains de rassemblement des travailleurs dans les intervalles entre les luttes.

d'un vote négatif (l'action, ou plutôt l'inaction passée). Mais Guilloré argumente en ces termes :

« Je fis valoir que si, en effet, il n'était pas indispensable d'être des opposants systématiques, il n'était pas non plus indispensable de voler dans les bras du Bureau Confédéral... Si le changement de situation peut justifier un changement d'attitude à l'égard d'une direction qui mérite d'être soutenue, cela ne modifie pas notre position générale de syndicalistes révolutionnaires. »

Nous touchons là au cœur du débat. « Notre position générale de syndicalistes révolutionnaires » n'est jamais déterminée par le souci de la défense d'étroits intérêts de tendance pouvant s'opposer aux intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble.

Si, et Guilloré l'estime avec nous, le Bureau Confédéral doit être « félicité » pour sa résistance à l'intégration à l'état — problème crucial, dans le moment présent, pour la classe ouvrière — les syndicalistes révolutionnaires doivent être conséquents. La lutte pour l'indépendance des syndicats, qui dépasse en importance tous les autres problèmes, c'est aujourd'hui la lutte pour la défense des intérêts les plus essentiels de la classe ouvrière. C'est donc par rapport à ce problème que les syndicalistes révolutionnaires doivent prendre position.

« La position générale des syndicalistes révolutionnaires » devant toujours et en toutes circonstances être identique aux intérêts généraux de leur classe, ceux-ci s'expriment fonda-

mentalement, dans un régime autoritaire, par la résistance à l'intégration des syndicats à l'état. Le Bureau Confédéral F.O., avec des motivations qui sont les siennes — évidemment ! — a indubitablement présenté un bilan positif dans ce domaine. Hébert a donc eu raison de voter pour. Ce faisant, il ne pouvait que renforcer cette résistance et lui donner, dans une certaine mesure, un contenu syndicaliste révolutionnaire.

**

Il nous semble, aussi bien, parfaitement erroné d'estimer que Hébert a « volé dans les bras » du Bureau Confédéral ; on pourrait aussi bien prétendre l'inverse ! La critique la plus véhémente que les syndicalistes révolutionnaires adressent aux appareils, c'est qu'ils subordonnent leur action aux impératifs de la défense de l'ordre bourgeois. La lutte pour la destruction révolutionnaire du système capitaliste — démocratique ou autoritaire — suppose l'indépendance organique du prolétariat à l'égard de la bourgeoisie et de son état.

Si, pour des raisons données — qui ne se rattachent certes pas à une orientation révolutionnaire — dans une situation donnée, les dirigeants des organisations traditionnelles sont amenés à s'opposer à leur intégration à l'état, le rôle des syndicalistes révolutionnaires n'est-il pas de soutenir, d'appuyer, de renforcer cette opposition ? Ne restent-ils pas, par là-même, véritablement fidèles à leur « position générale de syndicalistes révolutionnaires » ? Car, enfin, la révolution est-elle autre chose que la manifestation la plus éclatante de l'action autonome (indépendante) du prolétariat se dressant dans son ensemble, comme classe, contre le système capitaliste et son état ?

DEMOCRATIE OUVRIERE

L'ORDRE de grève des cheminots, puis son retrait, posent le problème des relations entre la base et les dirigeants dans les syndicats. Les directions des Fédérations de cheminots décident la grève de 4 heures du matin à 12 heures, c'est-à-dire qu'elles décident d'engager une partie du personnel actif (plus les services administratifs) dans l'action, une autre partie des cheminots, ceux qui prennent leur service à 12 heures, restant en dehors. Drôle de manière d'assurer l'unité du personnel dans la lutte ! Puis les dirigeants des organisations lèvent l'ordre de grève. Notons que tout ceci est décidé par les sommets, sans que jamais la base soit consultée.

Qu'il ait été juste ou non de reculer devant l'offensive de l'état bourgeois, on peut en discuter, mais les cheminots et les autres secteurs ouvriers devraient pouvoir, au moins, donner leur avis. Car enfin, les principaux intéressés étaient tout de même ceux qui auraient eu, le cas échéant, à supporter le poids de l'action. A partir du moment où les trois Fédérations réalisaient l'unité d'action, il devait être possible de convoquer des assemblées générales de base et une conférence des délégués mandatés par ces assemblées. Ce n'est évidemment pas par hasard que les appareils sont toujours résolument hostiles à l'appel à la base. S'expliquer, confronter, discuter, accepter la loi de la majorité, ce sont là des notions absolument incompréhensibles pour les bureaucrates de toutes tendances. Mais les travailleurs sont payés pour savoir qu'il n'est pas possible de faire confiance aux bonzes. Le bilan de leur direction depuis 1945 est plutôt négatif, c'est le moins qu'on puisse dire, et c'est pourquoi les bureaucrates craignent par-dessus tout de se placer sous le contrôle de la base.

Il n'y aura de redressement véritable du mouvement ouvrier que si les travailleurs arrivent à imposer l'exercice réel de la démocratie ouvrière. L'hostilité de Frachon et des stalinien à la reconnaissance de la liberté des tendances, proposée par le Mouvement Syndical Uni et Démocratique, est peut-être la preuve la plus claire de la ferme volonté de garder le contrôle absolu de la C.G.T. qui anime l'appareil stalinien. On peut se poser une question : il y a deux ans, à l'avant-dernier congrès confédéral, Frachon a accepté que ne soit pas condamné le droit de tendance. Au congrès de juin 1959, il a voulu un vote. Pourquoi ?

Frachon sait pourtant parfaitement que la réunification syndicale ne peut se réaliser que par la reconnaissance des tendances. Il sait, aussi bien que n'importe qui, que la classe ouvrière n'est pas homogène, qu'elle est parcourue de courants divers. Il comprend également que, si la reconnaissance des tendances n'assure pas obligatoirement la réalisation de l'unité syndicale, son rejet sera nécessairement exploité par ceux qui sont hostiles à toute réunification. En prenant cette position, la fraction stalinienne a donc voulu marquer, le plus nettement qu'il se peut, son hostilité, dans la conjoncture présente, à toute tentative d'avancer dans la voie de la réalisation d'une Centrale unique et démocratique. Et les raisons de cette position anti-unitaire, que recouvre une multitude de phrases unitaires, résident dans l'orientation actuelle de l'appareil stalinien. Absolument dépendant de la bureaucratie du Kremlin, le P.C.F. n'a pas encore arrêté définitivement sa ligne, qui dépend très étroitement des résultats des conférences diplomatiques en cours et à venir. Dans ces conditions, l'important pour les dirigeants stalinien est d'être

prêts à toutes les voltes-faces, ce qui implique la nécessité absolue de tenir en mains l'appareil. La politique stalinienne, tant à la C.G.T. qu'au P.C.F., est orientée par cet impératif auquel tout est sacrifié.

Aussi, dans le Mouvement de la Paix, les staliens s'opposent-ils à la formation de comités de base pour la paix en Algérie. Bien que ces comités ne rassemblent à peu près personne, ils pourraient, ici ou là, mettre en contact des militants du P.C.F. avec des militants d'autres organisations. L'appareil n'y tient pas. Parce qu'il est politiquement sur la réserve, l'appareil, s'opposant au M.S.U.D., marque clairement sa volonté d'isoler ses militants au moins jusqu'à la définition d'une ligne. Tel est le sens de la prise de position de Frachon.

C'est Rouzeaud qui a souligné le caractère parfaitement académique de la discussion sur l'avenir du capitalisme. En effet, le stalinien Berthou a déclaré au congrès de la C.G.T. :

« La question posée à présent est : démocratie bourgeoise ou fascisme. Nous voulons l'unité parce que nous voulons que la première triomphe pour pouvoir marcher ensemble d'un pas plus sûr vers le socialisme. »

LA 5^e ASSEMBLEE GENERALE DE LA F.U.A.J.

LA cinquième assemblée générale de la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse s'est tenue à Tours les 8, 9 et 10 mai 1959. En même temps qu'elle consacrait, par l'élection de son comité directeur, la fusion des diverses associations d'Auberges de Jeunesse votée en novembre 58 à l'expiration d'une période probatoire de trois ans, elle affirmait la position de la F.U.A.J. dans la conjoncture actuelle et, en redéfinissant ses buts et son esprit, établissait le cadre de son activité à venir.

L'unanimité se fit sur la nécessité de maintenir et de renforcer l'unité de tous les courants qui se trouvaient autrefois dans des associations différentes, unité qui, outre les avantages pratiques qu'elle comporte, permet de réaliser, sur une plus grande échelle, la rencontre et la libre confrontation de jeunes de tous horizons et de toutes opinions, un des traits les plus éducatifs de l'ajisme.

Elle se fit également, dans un enthousiasme dont la signification apparut d'autant plus claire qu'il s'exprima en présence du représentant local de la Jeunesse et des Sports, sur la motion d'orientation générale affirmant la volonté de la F.U.A.J., en face de menaces qui commencent à se préciser, de sauvegarder les principes mêmes sur lesquels se fonde son action : laïcité, indépendance vis-à-vis de l'état, liberté d'expression, gestion directe par les usagers.

Il n'y eut pas moins d'ensemble pour approuver la rectitude et la fermeté de la politique suivie dans ce sens par le Comité Directeur de la F.U.A.J. depuis un an, ses déclarations, les positions qu'il prit et l'action qu'il mena au sein et souvent à la tête du Groupe d'Etudes et de Rencontres des Organisations de Jeunesse et d'Education Populaire (G.E.R.O.J.E.P.) et du Comité des Organisations Laïques de Jeunesse et d'Education Populaire (C.O.L.J.E.P.).

Si des divergences apparurent, ce n'est pas sur les principes fondamentaux qu'elles portèrent, mais plutôt sur les méthodes de travail ; les débats en prirent un caractère beaucoup plus pratique qu'idéologique, qui se concrétisa dans une discussion serrée autour des deux projets de budget en présence. Débats passionnés, certes — ils le sont toujours dans ce milieu — mais où chacun sut garder une maîtrise de soi propre à en garantir l'efficacité et à permettre la coopé-

Ceci, indépendamment du fait que la démocratie bourgeoise a, tout naturellement, conduit à de Gaulle, et non au socialisme, bien entendu ! Pour en revenir au « débat » entre Le Brun et Frachon, notons que :

Pour Le Brun (qui a, par ailleurs, correctement défendu le droit de tendance), les nouvelles formes de capitalisme — le néo-capitalisme — exigent des rapports de collaboration entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise.

Frachon affirme qu'il n'y a pas de nouvelles formes de capitalisme, mais explique que « nous voulons que la démocratie bourgeoise triomphe », c'est-à-dire qu'il préconise, à cette fin, l'établissement des mêmes rapports de collaboration que Le Brun entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise.

L'accord sur l'orientation entre Frachon et Le Brun est un accord profond. Il repose sur une politique identique de collaboration des classes. L'un, Le Brun, la préconise sans ambages, l'autre, Frachon, a besoin d'une phraseologie « lutte de classes » pour maintenir le contrôle de l'appareil stalinien sur les masses.

ration, les minoritaires n'étant point des mécontents constitutionnels, mais une équipe dynamique et inventive, avide de se voir donner les moyens d'exercer et d'étendre son activité. Ils alimentèrent de façon appréciable le travail des commissions (développement du réseau ; presse et propagande ; activités culturelles), où les divergences se résorbèrent dans un travail collectif positif. L'étude et la critique des expériences déjà faites, les suggestions diverses permirent l'élaboration d'un plan de travail — notamment dans la Commission des activités culturelles — qui, s'il est appliqué, doit donner à la F.U.A.J. un développement certain, original par son caractère d'autonomie, comme organisme éducatif de culture populaire.

En effet, ce qui frappe dans cette assemblée générale, c'est l'accent mis sur les activités culturelles. Les années précédentes, les préoccupations furent centrées surtout sur les problèmes d'unité et de gestion. L'unité réalisée, la gestion directe reconnue sinon partout pratiquée, les problèmes d'éducation (tels qu'ils se posent à l'Auberge et dans le groupe) sous leur aspect d'information et de culture proprement dites prennent le dessus. Information et culture qui, pour s'inspirer souvent et déboucher presque toujours sur les questions sociales, ne s'y limitent pas. Sans abandonner les anciennes méthodes, de nouvelles formules (montages audio-visuels, week-ends culturels), utilisant les techniques modernes, sont cherchées, essayées, le plus souvent avec succès.

Si ces recherches procèdent d'une dynamique capacité d'invention et de réalisation chez ceux qui les entreprennent, le fait même qu'ils se soient sentis poussés à les entreprendre témoigne, chez la masse des ajistes, d'une curiosité et d'une réceptivité, non point nouvelles sans doute, mais à coup sûr renouvelées. Si, ces dernières années, le mouvement ajiste avait subi une certaine stagnation, la tenue de cette assemblée, jointe à l'afflux de tout jeunes adhérents, a pleinement confirmé le réveil qui, depuis dix-huit mois environ, se fait sentir sur tous les plans. (1)

(Suite page 59.)

(1) Lire en page 58 la motion d'orientation générale adoptée.

Le DOSSIER de la LAÏCITÉ

L'OFFENSIVE contre l'école laïque se développe. Quelles sont :

- la position de la hiérarchie ecclésiastique ?
- l'attitude du gouvernement ?
- celle des organisations syndicales et ouvrières ?

Quels principes sont à la base de l'action du C.N.A.L. (Comité National d'Action Laïque) et des organisations d'enseignants (Fédération de l'Education Nationale, Syndicat National des Instituteurs) ? Dans quelle perspective s'inscrit l'action pour la défense de l'école laïque ? Telles sont les questions auxquelles nous nous efforçons de répondre dans cet article.

LA HIERARCHIE ECCLESIASTIQUE

C'est le président des Associations de Parents d'Elèves des Ecoles Libres (A.P.E.L.) qui, dans un exposé fait au cours d'une réunion tenue par ces organisations, le 6 mars 1959, a défini le plus clairement qu'il se peut la position de l'Eglise. Ses revendications sont les suivantes :

1) Une aide financière pour le paiement des maîtres de l'école libre (laïques et religieux), selon un barème se rapprochant du barème officiel. Les crédits seraient versés à des organismes nationaux et régionaux, qui en assureraient la répartition aux ayants droit, à condition que cela ne touche pas à la « liberté de l'enseignement ».

2) L'amélioration et l'extension des bâtiments : « Nous ne demandons pas de subventions, mais des possibilités d'emprunts à long terme et à bas intérêt, et la création de sociétés d'économie mixte. »

3) Des subventions à l'enseignement privé pour frais d'entretien des bâtiments.

**

L'application de ce plan signifierait le démantèlement de l'école laïque. Pour apprécier la signification de la première revendication, le plus simple est de s'en rapporter aux intéressés eux-mêmes ; M. Mazerolle, responsable du syndicat des maîtres chrétiens de l'enseignement privé, a déclaré en 1956 :

« Nous avons demandé aux Associations de Parents de verser directement le produit des allocations aux maîtres (il s'agit des allocations au titre de la loi Barangé), mais, dans bien des cas, les diocèses créent une caisse centrale et redistribuent les fonds à leur guise. »

Ainsi, contrairement aux dires de la hiérarchie, ses exigences financières ne visent pas à améliorer le sort des maîtres de l'école privée. Les crédits qu'elle revendique iront, en grande partie, dans les caisses des diocèses. De plus, autre conséquence, et qui atteint non seulement les enseignants, mais toute la classe ouvrière, les traitements inférieurs des maîtres privés laïques des écoles catholiques (ne parlons pas des religieux enseignants) donneront au gouvernement et au patronat un instrument de pression non négligeable en vue de réaliser une politique d'« austérité ». Si un maître de l'enseignement privé gagne moins qu'un instituteur public, pourquoi ne pas niveler les traite-

ments par le bas ? Nul doute que le grand capital au pouvoir ne soit sensible à cette tentation...

Il suffit d'étudier le mécanisme des sociétés d'économie mixte, en général, pour comprendre la portée de la seconde revendication. Les fonds de l'état y servent à combler les déficits des capitalistes privés et à leur assurer le maintien de profits substantiels. Quant au pouvoir de contrôle de l'état, voici ce qu'en dit M. Laage de Meux (président des A.P.E.L.) :

« Le contrôle de l'état ne doit pas toucher à la liberté de l'enseignement »

Il sera donc égal à zéro, et la hiérarchie restera maîtresse de l'enseignement qu'elle dispense.

**

Sur un peu plus de huit millions de jeunes qui vont en classe (dans l'enseignement primaire, secondaire ou technique), 1.700.000 élèves fréquentent l'enseignement privé catholique, dit « libre », sous la direction de 75.000 maîtres environ, dont 31.358 religieux. Le caractère de l'enseignement dispensé par la « hiérarchie », et dont elle entend élargir le champ, a été défini par Mgr Cazaux, le 14 avril 1959, en ces termes :

« Avec l'Eglise (maîtres et parents de l'école privée) estiment que, pour assurer l'éducation des petits chrétiens, seule l'école chrétienne est pleinement satisfaisante, et ils redoutent légitimement, pour leurs enfants, l'anémie spirituelle qui guette les élèves, auxquels, en raison des horaires, de la surcharge des programmes et du régime scolaire lui-même, il est si difficile de procurer l'alimentation et l'animation religieuses suffisantes. »

Les maîtres de l'école chrétienne ont, dans leur majeure partie, un niveau notablement inférieur à celui des maîtres de l'enseignement public. C'est un fait incontestable. Conséquence : le niveau des élèves est, notoirement, plus bas dans l'enseignement privé que dans l'enseignement public. La règle d'or des possédants trouve ainsi son application : il n'est pas bon que les enfants du peuple soient trop instruits. Pour l'église, renforcer, aux dépens des autres disciplines, l'instruction religieuse, c'est prémunir les enfants du peuple contre la pire de toutes les hérésies : combattre pour conquérir le bonheur sur terre, au lieu de l'escompter pieusement... au ciel.

Le caractère politique de l'enseignement catholique est nettement affirmé dans *La Croix* du 22 avril 1959. On y lit :

« Depuis l'institution de la scolarité obligatoire, l'école est donc devenue un des principaux enjeux des passions politiques ; il est trop clair que celui qui en est maître influe d'une façon décisive sur l'avenir du pays. »

Autrement dit, l'offensive en cours contre l'école laïque a pour objectif avoué d'*« influencer d'une façon décisive sur l'avenir du pays »*. Seuls, des naïfs ou des menteurs pourraient prétendre que l'église est politiquement neutre. Une telle déclaration a au moins le mérite de lever le voile ; l'Eglise s'affirme pour ce qu'elle est : une force politique. L'expérience accumulée démontre suffisamment que, toujours et partout, cette force politique est au service de la réaction. Pétain, Franco, McCarthy, Ngo-Dinh-Dienh... — dresser la liste des parangons de la réaction mondiale, c'est énumérer autant de fils aînés de l'Eglise de Rome.

LE GOUVERNEMENT

Un gouvernement réactionnaire inscrit tout naturellement sur son blason : le sabre et le goupillon. Le 16 janvier 1959, M. Debré déclare :

« Nul ne conteste la nécessité de régler le problème scolaire, sans relancer des querelles dont le pays n'a que trop souffert jusqu'ici. Le gouvernement, pour sa part, est décidé à créer les conditions qui permettent de le résoudre. »

Et, le 29 janvier, l'*« association parlementaire pour la défense de la liberté de l'enseignement »* annonce qu'elle : *« a décidé de prendre toutes les initiatives propres à donner aux problèmes de la vie matérielle de l'enseignement privé les solutions qui s'imposent. »*

Le 30 janvier, M. Debré, en réponse à la démarche d'une délégation de ladite *« association parlementaire »*, précise :

« Je tiens à vous dire que je suis, comme vous, préoccupé par ce grave problème. Je crois qu'il convient d'envisager une procédure législative. Celle-ci pourrait être achevée avant l'été, dans des conditions qui devraient être aussi bonnes que possible. »

Le gouvernement reconnaît les *« droits »* de l'enseignement *« libre »*, en matière de construction et pour *« l'amélioration du sort des maîtres »* (droits évalués à 80 milliards). Ces 80 milliards représentent exactement le montant des crédits dont a été amputé le budget de l'Education Nationale, déjà tragiquement insuffisant.

**

L'attitude du gouvernement et de la hiérarchie demeure néanmoins circonspecte. Il n'est pas sans intérêt d'en rechercher les raisons.

Au Congrès de Caen des A.P.E.L., le 10 mai, il a été conseillé au rapporteur, M. d'Azambuja, d'être *« aussi bénin que possible »*, ainsi que la presse l'a relaté. Le gouvernement et l'Eglise savent bien qu'aujourd'hui ils ont la possibilité, comme en 1940, de donner satisfaction à l'enseignement libre. Mais après 1940, il y eut la Libération !

Il y a plus inquiétant encore : la réalisation du plan

des A.P.E.L. va ranimer la *« guerre scolaire »*. Avec ses traditions, une telle *« guerre »* aura comme résultat la division de la *« nation »* en deux blocs. Mais, cette fois-ci, cette division risque fort de se faire à peu près suivant la ligne de division en classes de la *« nation »* : la bourgeoisie tout entière, dans le camp de la hiérarchie ; la classe ouvrière, avec ses formations politiques et syndicales, dans le camp de la défense de l'école laïque. De telles conséquences, allant totalement à l'encontre de la politique *« d'union des Français »*, sont, à n'en pas douter, mesurées à leur juste valeur dans les cercles gouvernementaux. L'Eglise, dont nul ne peut contester le sens politique, en est elle-même consciente. *La Croix* du 22 avril 1959 n'écrit-elle pas :

« C'est par loyauté envers leurs concitoyens que les catholiques ne souhaitent pas un vote acquis à la sauvette, même avec la majorité confortable qui s'est déclarée prête à défendre la liberté de l'enseignement devant le Parlement. »

Et Mgr Cazaux lui-même :

« C'est d'un seul cœur et d'une seule âme que nous demandons au ciel d'inspirer à nos gouvernants les solutions qui sauvegarderaient les droits des parents et des maîtres, et à nos adversaires la compréhension fraternelle que nous-mêmes nous entendons professer à leur endroit. »

A ces propositions de compromis, le C.N.A.L., la F.E.N., le S.N.I. ont répondu, avec Denis Forestier (*L'Ecole Libératrice* du 6 mars 1959) :

« Refus de tout compromis, refus de tout dialogue. »

Il n'y aura donc pas de conférence de la Table Ronde ; la hiérarchie ne pourra pas faire passer en douceur ses revendications.

**

Il ne faut, pourtant, se faire aucune illusion. Quelles que soient leurs craintes et leurs appréhensions pour demain, le gouvernement et l'Eglise n'en resteront pas là. *La Croix* n'écrit-elle pas :

« Malgré le ballon d'oxygène de la loi Barangé, la situation de l'enseignement privé s'est aggravée au point d'atteindre la cote d'alerte. Il devient urgent de l'alerter. Qui peut le faire ? L'Etat, seul, a les moyens de redresser la situation. »

LES ORGANISATIONS SYNDICALES

La C.G.T.-F.O. et la C.G.T. ont manifesté leur volonté de défendre l'école laïque. Au moment où nous écrivons, les deux grandes centrales ont fait leurs les projets élaborés par le C.N.A.L.

Un mot au sujet de la C.F.T.C. Liée à la hiérarchie, cette centrale a su jouer parfaitement de la division syndicale. Mais sa progression a un caractère équivoque et fragile. Si l'unité syndicale se reconstituait, la C.F.T.C. retrouverait sa véritable place, celle qu'elle occupait en 1945. Dans la mesure où une véritable unité d'action se réaliserait sur cet important problème de la laïcité, la C.F.T.C. serait dans une situation extrêmement inconfortable. Obligés de se définir, les dirigeants de la C.F.T.C. ne peuvent manquer de préférer leurs liens avec l'Eglise à une véritable défense de l'école laïque. Notons que l'aile *« gauche »* de la C.F.T.C., le Syndicat Général de l'Education Nationale

(S.G.E.N.) en particulier, est à la croisée des chemins. Ou bien elle se ralliera (avec réserves !) à la position officielle de la C.F.T.C., ou bien elle sera dans l'obligation de rompre avec une centrale qui, sur une question capitale concernant l'avenir des libertés démocratiques dans ce pays, adopte une position antiouvrière.

LA VOLTE-FACE DU P. C. F.

On ne peut que se féliciter de lire, sous la plume de G. Cogniot, dans *France Nouvelle* du 21 mai 1959 :

« C'est pourquoi les communistes soutiennent le projet de solution du problème scolaire qui a été préparé par le C.N.A.L. pour être soumis à toutes les organisations et tous les partis laïques. Peu importe le mot nationalisation ou autre qu'on applique à ce texte. Dans ses grandes lignes, il apparaît conforme aux positions de principes communes des républicains, et il se présente comme un projet mobilisateur, comme un stimulant de l'action laïque unie et immédiate. L'union de tous les laïques peut et doit se réaliser sur cette base, pour le plus grand dépit de ceux qui spéculent sur leur division. »

Le projet du C.N.A.L. stipule en toutes lettres la « nationalisation », c'est-à-dire l'intégration de l'enseignement privé à l'enseignement public. Or, le 28 février 1959, dans une opération de diversion bien dans la manière des staliniens, G. Cogniot tentait de présenter la nationalisation comme le projet de compromis préparant la capitulation. Il écrivait dans *L'Humanité* :

« Le parti communiste ne s'est jamais prononcé pour la fermeture des écoles privées dans la société actuelle. Etranger à tout sectarisme, il reconnaît leur droit à l'existence, à la condition qu'elles soient financées uniquement sur fonds privés. »

Le parti communiste français ayant, par ailleurs, décrété que la tâche de l'heure n'est pas le socialisme, la position de Cogniot, adaptée aux besoins actuels du capitalisme en France, impliquait le rejet des projets du C.N.A.L.

Il n'est que de lire, dans l'organe de la F.E.N., *L'Enseignement Public*, et dans *L'Ecole Libératrice*, organe du S.N.I., les prises de positions des amis de tendance de Cogniot. Lecture instructive et combien édifiante. Dans le compte rendu d'une réunion du Bureau National du S.N.I. (*Ecole Libératrice* du 5 mars 1959), on apprend que Fournial, porte-parole des staliniens :

« est amené à faire des réserves importantes sur le fait que le C.N.A.L. et le S.N.I. proposent un projet de nationalisation de l'enseignement ou projet de statut de l'enseignement privé. Outre que le principe de la nationalisation prête à discussion parmi les laïcs, ce projet est-il opportun ? »

La nationalisation, sujet de discussion parmi les laïcs ? Les bourgeois radicaux, certes, ayant, depuis belle lurette, abandonné leur voltairianisme d'antan, sont réticents. La politique du parti communiste français n'est-elle pas d'unir « tous les Français » en dehors et au-dessus des classes ? Et G. Cogniot n'a-t-il pas écrit dans *L'Humanité* du 27 février 1959 :

« D'autre part, les trusts ont tout à gagner à la reprise des luttes religieuses, que déterminerait le vote d'une législation anti-laïque. Rien ne leur ferait plus plaisir que de voir la guerre des deux écoles rompre l'unité de combat de la classe exploitée. »

A peine deux mois se seront-ils écoulés que G. Cogniot réfutera lui-même cet argument fallacieux. Les staliniens craignent de voir « la nation divisée », car ils savent bien, ils l'admettront en mai, que la classe ouvrière peut se rassembler autour du C.N.A.L. et de ses projets.

Le parti communiste français cherche donc à éviter que la France ne se coupe en deux camps : d'un côté, la classe ouvrière et ses organisations, regroupées pour la défense de l'école laïque dans un véritable Front Unique de combat ; de l'autre côté, toute la bourgeoisie, y compris son aile radicale, se portant au secours de l'enseignement privé.

Ainsi, dans l'Hérault, lors des pourparlers pour la préparation du 1^{er} mai, l'Union Départementale C.G.T. a préféré rompre avec la section départementale du S.N.I. plutôt qu'avec la C.F.T.C. et faire le silence sur la défense laïque lors de son meeting ! A la Commission Administrative de la F.E.N., le 16 avril 1959, les staliniens furent encore plus explicites. Pour Mugnier :

« Le projet (de nationalisation) ne tient pas compte du rapport de force actuel ; il aboutirait, en fait, à fournir des arguments à nos adversaires. Il présente, par ailleurs, des dangers majeurs de division : accord difficile parmi certains partis politiques amis de l'école (radicaux par exemple). »

Fournial est plus clair encore, si possible :

« Le projet du C.N.A.L. aboutit à tendre la perche à nos adversaires, Fournial le repousse catégoriquement. Même si le gouvernement était laïque, la quasi-totalité des parlementaires ne voterait pas la nationalisation, afin de ne pas diviser le pays. Nous accusons le gouvernement actuel de vouloir rallumer la guerre scolaire, mais nous l'imiterions avec ce projet, qui rallumera lui aussi la guerre. »

Au Bureau National du S.N.I., encore LE 17 AVRIL (*L'Ecole Libératrice* du 8 mai 1959) :

« Fournial n'est pas d'accord pour le projet de nationalisation de l'enseignement... (La nationalisation) engage notre position pour plus tard... Il reste partisan d'un enseignement laïc avec, à côté, un enseignement privé non subventionné. D'ailleurs, aucun gouvernement de gauche ou d'extrême gauche n'imposera la nationalisation, de peur de brimer la population attachée à l'école confessionnelle. Fournial ne peut admettre la dictature des laïcs. La nationalisation diviserait la classe ouvrière, qui a des opinions différentes sur le problème scolaire. »

N'est-ce pas là un chef-d'œuvre ? D'abord, il est fait état du rapport de forces « actuel », pour s'opposer à la nationalisation. Ensuite, il est affirmé que la classe ouvrière serait contre la nationalisation.

Enfin, « aucun gouvernement de gauche ou d'extrême-gauche » — lisez : le P.C.F. — n'imposera la nationalisation. Pourquoi ? Parce que le « système actuel » — le système bourgeois — dans lequel, à une autre étape, le parti communiste français compte éventuellement envoyer, comme en 1945, ses ministres, ne peut que respecter l'enseignement privé, indispensable à cette Eglise catholique dont la doctrine exprime, à l'heure actuelle, l'essentiel de l'armature idéologique de la classe dominante.

Quelques jours s'écoulaient, et les dirigeants du parti communiste français amorcent un virage en épingle à cheveux. Le 4 mai, dans *L'Humanité*, G. Cogniot écrit :

« Est-ce à dire que les communistes soient hostiles à tout projet (de nationalisation) en la matière ? Si un tel projet existe, les communistes seront les premiers à le soutenir. Les communistes ne se battent pas pour ou contre des mots, « nationalisation » ou autre ; ce qui compte à leurs yeux, c'est le contenu laïc, démocratique, des textes. »

Maurice Thorez, dans un éditio de *L'Humanité* (14 mai), accentuant le virage, dénonce le projet de paiement des maîtres de l'école privée sur le budget de l'état :

« Et cela, sans rien toucher au statut de droit des écoles et de leur personnel. »

Le C.N.A.L. et le S.N.I. n'ont-ils pas affirmé que, si l'on subventionnait les écoles privées, ils batailleraient pour modifier le « statut de droit privé des écoles et de leur personnel », autrement dit qu'ils déposeraient un projet de nationalisation ? C'est le ralliement à cette nationalisation, condamnée la veille par les dirigeants de son parti, que sonne M. Thorez. Le 18 mai, *L'Humanité* en aura terminé avec son tournant, en se félicitant des paroles de Dumont au Congrès des Parents d'Elèves de Nancy :

« Si le problème laïc vient devant le parlement, nous proposerons la laïcisation complète de l'enseignement obligatoire. »

Et, le 19 mai, *L'Humanité* devient délirante, lorsqu'elle parle de la volonté de combat qui s'exprime dans les résolutions votées à ce Congrès (n'oublions pas, au risque de nous répéter, qu'il s'agit de la nationalisation, honnie quinze ou vingt jours auparavant).

Mais que deviennent, dans cette affaire, les malheureux représentants du parti communiste français dans les organisations de l'enseignement ? Reprenons, dans *L'Ecole Libératrice* du 22 mai 1959, le compte rendu du Bureau National du 30 avril 1959 :

« Fournial se rallie, pour sa part, à l'avant-projet qui a été lu. Il accepte la nationalisation sur les bases ainsi établies... Ce projet doit être accepté par elle (la classe ouvrière)... A aucun moment (par son vote contre la nationalisation au dernier B.N.), il n'a voulu remettre en cause les principes (tu parles !), mais seulement l'opportunité. Il ne formule aucune objection contre ce texte, son précédent vote ne voulant exprimer qu'une crainte de tactique. »

Ainsi, le projet du C.N.A.L., facteur de division ouvrière le 17 avril, devenait acceptable le 30 ! Le citoyen Fournial, qui en a vu d'autres en sa carrière, est, malgré tout, gêné aux entournures. Ainsi, le parti communiste français a dû se résoudre à un repli tactique, dont, sans ironie, il y a lieu de se féliciter. Il vaut mieux, certes, voir le parti communiste français abandonner une position réactionnaire, qui contribuait à démoraliser les travailleurs.

Mais la question se pose : pourquoi l'appareil stalinien a-t-il tourné ? En règle générale, les tournants du parti communiste français sont directement décidés à Moscou. M. K. est pour la coexistence pacifique, donc pour le statu quo des rapports sociaux dans les pays de l'Ouest, la collaboration des classes. En France, cela signifie « l'union des Français ». La défense de l'école laïque, menée sous l'égide du mot d'ordre de la nationalisation de l'enseignement, risque de diviser le pays suivant une ligne de

partage qui recouvre, grosso modo, la division en classes de la société. Aussi, le premier réflexe des bureaucrates staliniens est-il de s'opposer au mot d'ordre de la nationalisation, qui signifie le rassemblement, sur le terrain prolétarien, derrière le S.N.I. et la F.E.N., de la masse des travailleurs.

Mais le mouvement ouvrier français a des caractères spécifiques, que les bonzes du carrefour Châteaudun ont failli oublier. Dans nombre de départements, particulièrement les départements ruraux, l'appareil des organisations ouvrières est constitué, dans une large mesure, de des enseignants. Ceux-ci, même staliniens, ne pouvaient pas ne pas être troublés par l'attitude antilaïque de leurs dirigeants, qui apportait de l'eau au moulin de la campagne cléricale. C'est ainsi qu'un compagnon de route du parti communiste français, Camy Perret, à cette même C.A. de la F.E.N. du 16 avril qui vit Fournial se déchainer contre la nationalisation, prenait ses distances. Le compte rendu mentionne que Camy Perret ne « rejette pas à priori, comme Fournial, le projet de nationalisation ». La direction du parti communiste français a viré, parce qu'elle n'a pas voulu introduire dans son appareil des éléments de crise (1). Elle n'a pas voulu se couper de la classe ouvrière. Voilà la véritable raison de cette magistrale volte-face. Est-ce à dire, pour autant, que le parti communiste français ait abandonné ses objectifs profonds d'« union des Français », et ne jettera pas par-dessus bord, plus vite encore qu'il ne s'y est rallié, le programme de la nationalisation de l'enseignement, dès qu'il en aura la possibilité ? En aucun cas. Pour peu que la mobilisation de la classe ouvrière se réalise autour des projets du C.N.A.L., l'on verra les dirigeants staliniens accumuler les obstacles dans la voie de leur réalisation. Ils ont, dès maintenant, mis en place quelques-uns de ces obstacles, comme nous le verrons à propos des « comités d'action à la base ». Et c'est ce qui justifie la légitime méfiance des organisations d'enseignants, et leur volonté de garder le contrôle de l'action pour la défense de l'école laïque.

**

La position de la S.F.I.O. mollettiste est ambiguë. Guy Mollet, la presse l'a relaté, est à la recherche d'un compromis sur la question scolaire. Une telle attitude est évidemment conforme à l'orientation gaulliste qu'il a imprimée à son parti depuis le 1^{er} juin 1958 : il importe de « ne pas diviser la nation ». Mais l'appareil mollettiste compte un pourcentage d'enseignants plus élevé encore que celui du P.C.F. Les enseignants qui adhèrent encore à la S.F.I.O. de Mollet ont pourtant, dans une large mesure, suivi la direction du S.N.I. et de la F.E.N., que ce soit le 30 mai 1958, dans la grève générale contre la dictature, ou le 28 septembre, pour le « non » au référendum. Une fin de non-recevoir du Comité Directeur mollettiste aux propositions du C.N.A.L. ébranlerait profondément un appareil déjà en pleine crise. C'est pourquoi Guy Mollet, prudemment, se range — pour le moment — derrière le C.N.A.L.

L'ACTION DU C. N. A. L. ET SES PRINCIPES

L'Ecole Libératrice du 27 février 1959 publie un questionnaire en vue de définir la position du S.N.I.

(1) Ce fut le renouvellement de l'opération de mai 1947, où l'on vit les ministres du P.C.F., à leur tête Thorez, abandonner le gouvernement, plutôt que de mettre en danger leur contrôle sur les cadres inférieurs de l'appareil secourus par la grève Renault.

« De nombreuses raisons nous amènent à penser qu'au moment où cette question (la laïcité) sera discutée au congrès (le congrès de juillet du S.N.I.), le parlement et le gouvernement auront établi des rapports nouveaux entre l'état et l'enseignement privé. Ce serait pourtant une erreur de croire que le débat sera clos. Tout au contraire, en rompant l'équilibre établi par la Troisième République dans le domaine de l'éducation, les pouvoirs publics auront déclenché un mouvement qui pourrait bien se retourner contre ses auteurs et nous rapprocher singulièrement de la nationalisation de l'enseignement.

« Notre objectif doit donc être double :

« — dans l'immédiat, prendre date et situer les responsabilités ;

« — préparer un projet de nationalisation, qui sera prêt le moment venu, et nous permettra d'éviter le retour des illusions... ou des erreurs de la Libération. »

Il s'agit là d'un texte capital, qui, pour la première fois à notre connaissance, au moins à l'échelon de la direction d'un des plus puissants syndicats de ce pays, pose, en fait, le problème du rapport entre les revendications dites immédiates et les objectifs finaux du syndicalisme ouvrier. C'est dire que ces lignes méritent un commentaire.

La direction du S.N.I. ne cherche pas et n'a pas cherché à ranimer la querelle laïque. Ce sont le gouvernement et le parlement, à la dévotion de l'Eglise, qui en ont pris l'initiative. Il ne s'agit pas d'un petit problème. Il s'agit de l'éducation de la masse des enfants des travailleurs, et de la place des enseignants, notamment des instituteurs, dans la société française, telles qu'elles sont définies depuis plus d'un demi-siècle. Il y va donc, en particulier, de l'avenir du syndicalisme universitaire. Dans le rapport des forces actuel, certes, la hiérarchie peut imposer la solution qu'elle voudra. Mais le rapport des forces entre les classes, tel qu'il s'est cristallisé le 1^{er} juin 1958, ne sera pas éternel. Tôt ou tard, la lutte des classes le modifiera de nouveau. Cela, la bourgeoisie le comprend : c'est pourquoi elle hésite. Poser le problème sous sa forme la plus radicale, comme le font les syndicalistes enseignants, c'est le meilleur moyen de renforcer les hésitations du grand capital et de son gouvernement. Mais, nous l'avons vu, l'Eglise ne peut abandonner l'essentiel de ses objectifs. Elle imposera des mesures antilaïques, pour la défense de ses intérêts spécifiques, intérêts qui s'identifient aujourd'hui avec ceux de la classe dirigeante tout entière. Le S.N.I. répond : *« Ni dialogue, ni compromis »*. Et il ajoute : nous préparons un projet qui *« nous permettra d'éviter le retour des illusions ou des erreurs de la Libération. »*

Effectivement, en 1945, la classe ouvrière pouvait tout : on l'a contrainte à accepter le replâtrage du système capitaliste, qui impliquait en particulier, dans les conditions de sa décomposition présente, le maintien des écoles privées. Il ne faut pas que ces « erreurs » se renouvellent. Il importe au contraire que, lorsque la classe ouvrière reprendra l'offensive, ses objectifs se situent au-delà du maintien du régime bourgeois, même affublé de la démocratie parlementaire. Dans ces conditions, le projet de nationalisation de l'enseignement s'inscrit dans la préparation du mouvement ouvrier à une situation où les masses en lutte, ayant modifié le rapport des forces en leur faveur, devront, si elles ne veulent pas être à nouveau dupes, s'attaquer au régime capitaliste lui-même. Nationalisation de l'enseignement, nationalisation sans indemnité ni rachat des banques et des monopoles, expropria-

tion des trusts, ces revendications et d'autres constituent les divers maillons d'une même chaîne, d'un même programme, dont l'exécution peut, seule, assurer une victoire durable des masses exploitées sur leurs exploitateurs, et sur les représentants idéologiques de ces derniers, catholiques et autres.

**

Le 6 mars 1959, le secrétaire général du S.N.I., Denis Forestier, dans un édit de *L'Ecole Libératrice*, précise :

« Préparer un projet de nationalisation de l'enseignement dans le respect du principe constitutionnel de laïcité de l'état, le proposer aux formations laïques... un tel projet ne saurait être une quelconque contre-attaque dictée par les circonstances. Il est pour nous ce qui, défendu dans l'opposition, sera imposé dans une situation où les rapports de forces joueront en notre faveur. »

Répondant à l'attaque de Fournial contre la nationalisation, le rapporteur Durand déclare à la C.A. de la F.E.N. du 16 avril :

« L'opposition de Fournial au principe même de la nationalisation n'est pas surprenante. Elle concorde avec l'article de G. Cogniot. G. Cogniot réclame une grande campagne de pétitions, de manifestations avec toutes les forces démocratiques. Mais, dans le même temps, il affirme que le P.C. ne s'est jamais prononcé pour la fermeture des écoles privées dans la société actuelle, à condition qu'elles soient financées exclusivement sur des fonds privés. Les propositions de Fournial sont très insuffisantes. Elles aboutissent au maintien de la situation actuelle dans l'Ouest et en Alsace-Lorraine, et contribueront à rassurer ceux des catholiques qui craignent un choc en retour beaucoup plus grave. »

En effet, il se trouve que, dans la « société actuelle », les écoles privées ne peuvent subsister — et se développer — qu'avec des subventions accrues de l'état. Ne pas se prononcer pour leur fermeture, c'est donner un sérieux coup de main à la réaction cléricale.

**

Ils nous la baillent belle, ceux qui, dans un bel élan de vertueux démocratism, opposent au projet du C.N.A.L. la crainte de « l'étatisation ». Les grandes lignes des propositions du C.N.A.L. sont à présent connues. Un document du C.N.A.L. résume les principes de base de la nationalisation :

« La scolarité est obligatoire de six à dix-huit ans. L'enseignement obligatoire est donné exclusivement par le service public géré par le ministre, assisté, à l'échelon national et à chaque échelon administratif, de conseils composés par tiers des représentants :

- DE L'ADMINISTRATION ;
- DES ENSEIGNANTS ;
- DES PARENTS D'ÉLÈVES. »

C'est exactement le contraire de l'étatisation, puisqu'une telle structure implique que les enseignants et les parents d'élèves disposeraient d'une majorité des deux tiers dans la gestion de l'enseignement. N'est-ce pas là un pas décisif vers le contrôle démocratique par les masses populaires et les organisations syndicales ? Les docteurs de ce « socialisme du C.N.R.S. », aujourd'hui si à la mode, eux qui

n'ont lu Marx et Lénine que pour mieux trahir leur pensée, rétorqueront : « *Mais de quel état s'agit-il ?* » Comme si l'état bourgeois pouvait s'accommoder d'un tel contrôle populaire et démocratique sur l'enseignement ! Comme si la réalisation d'un tel projet, véritablement conforme aux intérêts de la classe ouvrière, n'impliquait pas que des coups décisifs soient portés au régime bourgeois, non seulement dans le domaine de l'enseignement, mais également dans tous les autres !

Le même document du C.N.A.L. précise que, dans le cadre de la nationalisation :

« *Les maîtres privés laïques de nationalité française remplissant les conditions d'âge et de titres seront intégrés, sur leur demande, dans l'enseignement public.* »

« *Les locaux des établissements d'enseignement public seront nationalisés dans la mesure des besoins.* »

« *En dehors des établissements de l'enseignement public, aucun autre ne pourra recevoir de subvention.* »

Est-il possible, dans le mouvement ouvrier, de s'opposer à de tels principes ?

L'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE

Il est indéniable que la laïcité pose des cas de conscience à certains militants ouvriers chrétiens adhérents de l'U.G.S. Là aussi, il faut établir clairement les responsabilités et les données. C'est la hiérarchie ecclésiastique, appuyée sur le « gouvernement fort », qui prépare l'offensive contre la laïcité. La réaction a, tout naturellement, fait bloc avec la hiérarchie. Un militant ouvrier fidèle à sa classe ne peut que rompre, sur cette question, avec la hiérarchie. Les projets du C.N.A.L. correspondent très exactement tant aux intérêts immédiats qu'aux objectifs finaux du mouvement ouvrier. Tout militant ouvrier digne de ce nom se doit de les appuyer.

Ce n'est pas tout. Si les organisations officielles de la classe ouvrière, et ce, pour les mêmes raisons qui les ont amenées à pratiquer une politique de collaboration de classe, ont abandonné, dans les faits, toute propagande antireligieuse, il reste que, sans verser dans l'« anticléricalisme vulgaire », qui ignore les racines sociales de la mystification religieuse, le mouvement ouvrier socialiste et révolutionnaire a, depuis toujours, inscrit sur son drapeau l'athéisme militant. La religion, rappelait Lénine, doit rester une affaire privée du point de vue de l'état (ce qui justifie pleinement la position du C.N.A.L. contre les écoles privées et pour leur intégration) ; mais elle ne l'est en aucune façon, ajoutait-il, pour le mouvement ouvrier. Renouer avec les traditions authentiques du mouvement ouvrier dans ce domaine, c'est œuvrer à son redressement.

Le Conseil National de l'U.G.S. vient de voter une résolution qui, avec des nuances, se range du côté du C.N.A.L. contre la hiérarchie et le gouvernement. C'est bien. (*)

Notons cependant que, par rapport aux positions publiques prises auparavant par un certain nombre de dirigeants de l'U.G.S., cette attitude marque, elle aussi, un tournant. Si, à la rigueur, les scrupules de Paul Fraisse, militant chrétien, peuvent se comprendre, que penser de l'attitude d'un Naville, qui se veut « conscience théorique », universitaire de surcroît, gardien vigilant d'un marxisme de

selon qui l'amène à écrire, dans *Tribune du Peuple*, avant la réunion du Conseil National :

« *Pour notre part, nous restons attachés à la liberté d'établissement. La nationalisation, surtout dans le régime actuel, entraînerait les pires dangers de totalitarisme.* »

Tirons l'échelle !

LE PARTI SOCIALISTE AUTONOME

Le P.S.A. a été la première organisation ouvrière à se ranger derrière le C.N.A.L. Dans la résolution adoptée lors de son premier congrès, on lit notamment :

« *Le P.S.A. entend lutter pour la création d'un VÉRITABLE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION POPULAIRE au sein de l'éducation nationale, auquel les enseignants seront associés.* »

« *... Dans la période actuelle de réaction politique et sociale, le Parti Socialiste Autonome entend se placer au premier rang de ceux qui dresseront le barrage des forces populaires contre toutes les formes de cette réaction. En particulier, il affirme son plein attachement aux principes fondamentaux de la laïcité de l'école et de l'état.* »

« *Il s'oppose irréductiblement à toute mesure (du type concordat) qui remettrait en question la séparation des églises et de l'état.* »

« *Il lutte de toute son énergie contre toute formule (pacte scolaire ou autre) qui remette en question l'une des conquêtes de la III^e République.* »

« *Au contraire, le P.S.A. affirme sa volonté d'une restauration complète de la laïcité, et fait sien le programme dressé, ces dernières années, par les grandes organisations laïques groupées au sein du C.N.A.L.* »

« *LE P.S.A. EST POUR LA LAÏCITÉ ABSOLUE DE L'ENSEIGNEMENT ET L'APPLICATION STRICTE DU PRINCIPE : À l'école publique, fonds publics ; à l'école privée, fonds privés.* »

« *LE P.S.A. EST POUR LE RESPECT DU PRINCIPE DE LAÏCITÉ DANS LES INSTITUTIONS ET SERVICES COMMUNS DE LA NATION ET DE L'ÉTAT.* »

« *Le P.S.A., fidèle à l'attitude constante du socialisme, proclame enfin que la NATIONALISATION DE l'enseignement, établie sur la base des principes laïcs, pour toute la période de la scolarité obligatoire, est la seule garantie réelle d'une paix scolaire, dans le respect de la liberté des familles et des droits de l'enfant (2).* »

(*) Cet article était déjà écrit quand nous avons eu connaissance de la réponse adressée par Gilles Martinet, au nom du Bureau National de l'U.G.S., au C.N.A.L. (« *Tribune du Peuple* », n° 80). Ce texte reprend toute l'argumentation contre la nationalisation que les staliniens, comme nous l'avons vu, ont abandonnée entre temps ! Mais quelle curieuse organisation que l'U.G.S., où le Bureau National prend une position diamétralement opposée à celle adoptée, huit jours plus tôt, par le Conseil National (lequel avait, notamment, repoussé un amendement qui demandait « le rejet de toute forme de monopole de l'enseignement ») ! (N.D.L.R.)

(2) Lire également dans ce numéro de « *La Vérité* », p. 18, le texte de l'« Appel à tous les démocrates, à tous les socialistes » adopté par le 1^{er} congrès du P.S.A.

A PROPOS DE L'UNITE D'ACTION A LA BASE

La réalisation effective du Front Unique ouvrier est, très certainement, le problème le plus complexe qui se pose à la classe ouvrière et à ses organisations dans la conjoncture présente : les obstacles qui s'opposent à sa réalisation ne sont pas minces.

Il y a, d'abord, la question du programme et des objectifs. Les deux grands appareils qui divisent la classe ouvrière ne s'opposent absolument pas sur des questions de principe. L'appareil stalinien ne vise qu'à une chose : conserver le contrôle des masses pour assurer la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, intérêts qui impliquent la préservation du statu quo, donc la survie du régime bourgeois. Les militants et les membres de l'appareil moulletistes ont été profondément secoués par la prise de position de Guy Mollet. Une partie d'entre eux, démoralisée, est actuellement à la dérive. L'autre, avec Mollet, se fendra, quand les intérêts de la classe dominante l'exigeront, dans l'état bourgeois gaulliste, abandonnant ouvertement le terrain de la classe ouvrière. La définition d'un programme de Front Unique entre ces organisations est évidemment difficile.

Il y a, ensuite, la situation propre à la classe ouvrière, qui, dans le rapport des forces présent, après la défaite de juin 1958, ne se sent pas, pour un temps, la possibilité d'imposer à ses organisations, par son action spontanée, un programme de revendications répondant à la défense de ses intérêts de classe.

Ces deux considérations, ajoutées à bien d'autres, impliquent que, pour la réalisation d'une véritable unité d'action, il faut, dans les conditions présentes, l'intervention d'une force extérieure qui l'impose. Cette force, dans le domaine de l'action laïque, seuls la F.E.N. et le S.N.I., forts de leur unité préservée dans le respect des tendances, peuvent la constituer. Le programme de défense de l'école élaboré par les organisations d'enseignants, correspond exactement aux intérêts généraux du mouvement ouvrier. Dans ces conditions, la volonté de la F.E.N. et du S.N.I. de conserver le contrôle de l'unité d'action en voie de réalisation pour la défense de la laïcité répond à un souci d'efficacité et, éventuellement, peut aboutir à une mobilisation véritable de la classe ouvrière.

Y opposer les comités d'action à la base, qui multiplieront les exclusives des uns contre les autres, c'est, volontairement ou non, dresser, répétons-le, dans la conjoncture présente, des obstacles insurmontables à la réalisation du

Front Unique du sommet à la base, donc refuser les conditions d'une mobilisation réelle de la classe ouvrière.

CONCLUSIONS

Les mesures en préparation contre la laïcité marqueront une étape importante dans l'offensive générale contre les libertés démocratiques. Le mouvement ouvrier ne saurait évidemment se désintéresser du respect formel des libertés qui subsistent jusqu'à ce moment. Avec ces libertés, ce sont en effet des droits essentiels pour la classe ouvrière qui sont en cause : libertés de réunion, de presse, syndicale, droit de grève, etc., au moyen desquels les travailleurs continuent à pouvoir s'organiser sur leur propre plan de classe.

Défendre l'école laïque, résister à l'offensive cléricale, rassembler les larges masses autour du S.N.I. et de la F.E.N., cette tâche s'inscrit dans le combat pour la défense des intérêts vitaux du prolétariat, menacé aujourd'hui dans sa capacité à s'organiser indépendamment de la bourgeoisie.

La défense de l'école est donc, sur le front de classe, la défense de la position ouvrière actuellement la plus exposée. Ce n'est pas tout. La perspective de la nationalisation de l'enseignement s'inscrit exactement dans les objectifs que la classe ouvrière doit assigner au combat qu'elle mène, sur son propre terrain de classe, pour la défense des libertés démocratiques. Ce que le prolétariat, contrairement à ses organisations traditionnelles, défend avec les libertés démocratiques, ce n'est pas la restauration du parlement où se concilient, au profit de la bourgeoisie et aux dépens des travailleurs, les intérêts des classes antagonistes. Le projet de nationalisation de l'enseignement, le stalinien Fournial avait parfaitement raison de le souligner, est irréalisable par une majorité de « gauche et d'extrême-gauche » opérant dans le cadre du parlement bourgeois. La gestion tripartite de l'éducation nationale, le contrôle populaire et démocratique de l'enseignement assuré conjointement par les parents d'élèves et les éducateurs, la suppression des écoles privées, de tels objectifs ne peuvent être fixés qu'à un combat qui déborde les cadres du parlement et de l'état bourgeois.

L'avant-garde révolutionnaire soutient sans réserve un tel programme, dont elle souhaite qu'il soit élargi à tous les aspects de la vie économique, politique et sociale du pays. C'est ainsi que l'on évitera le renouvellement « des illusions et des erreurs » de 1944-1945.

Le 5 juin 1959.

P. LAMBERT.

DOCUMENTS

I - L'Église contre l'égalité

« La revue catholique « Nouvelles de Chrétienté » a publié, en mars 1957, un article critiquant violemment l'essai de démocratisation contenu dans le projet Billières, et défendant avec force l'inégalité en matière d'enseignement, afin de sauvegarder l'inégalité sociale. Voici quelques extraits de cet article, particulièrement suggestifs de la mentalité rétrograde des ennemis de l'école laïque :

« L'égalité n'est pas à confondre avec la justice. Injustice foncière ? Non. La justice est sauve dès lors que chacun reçoit ce qui lui est dû. Elle ne doit pas être confondue avec l'Égalité. Si le fils du châtelain et le

fils du fermier ne reçoivent pas la même instruction ni la même éducation, il y a inégalité, c'est entendu, mais rien ne prouve qu'il ait injustice, ni même moindre justice. La justice est sauve, même si l'égalité ne l'est pas dès lors que le fils du fermier reçoit, non l'instruction dont il est capable, mais l'instruction dont il a besoin pour vivre convenablement, selon sa condition. On peut, pour lui, désirer davantage, on ne peut l'exiger au nom de la justice...

« Il est normal qu'il y ait dans la société des conditions diverses. Il est normal aussi que la diversité se répercute sur l'éducation et sur l'instruction. Si l'on

admet qu'il puisse et qu'il doive y avoir, dans toute société, une élite durable, par exemple, une noblesse ou plutôt des familles nobles, il faut admettre que les fils de ces familles soient élevés, et même instruits en nobles, en aristocrates, donc autrement que le fils du peuple, ou même de la bourgeoisie...

« Si l'on astreint à la même éducation et à la même instruction nobles, bourgeois et enfants du peuple, il n'y aura plus à la sortie ni peuple, ni noblesse, ni bourgeoisie : la commune instruction et la commune éducation les auront tous marqués. Nous ne disons pas qu'elles les auront rapprochés profondément les uns des autres, loin de là. Mais elles les auront déclassés ; le fils du peuple aura pris, au contact du fils de bourgeois, des prétentions et des goûts qui ne sont pas de sa condition propre sans acquérir la distinction paysanne qui *sa*t être réelle, mais qui est autre.

« Bref, à conditions diverses, il faut éducation diverse. On objectera qu'ainsi les fils de familles riches continueront, même s'ils sont inaptes, d'encombrer les bancs de nos collèges et de nos lycées et d'exercer la patience de nos professeurs. Oui, et nous ne voyons pas que le mal soit si grand. Il n'est peut-être pas mauvais que, dans une classe, comme dans la vie, les divers degrés

d'intelligence soient représentés. Au surplus, bien rares sont les élèves, si bornés ou paresseux qu'ils soient, qui suivront sans aucun profit la filière des études ; s'ils n'arrivent pas toujours au diplôme, ils acquièrent un commencement ou un verais de culture qui leur permet d'être de « leur famille ». Et cela est un bien qui, à notre avis, vaut les sacrifices qu'il coûte.

« La pensée de l'Eglise. La société humaine telle que Dieu l'a établie est composée d'éléments inégaux, de même que sont inégaux les membres du corps humain. Les rendre tous égaux est impossible et serait la destruction de la société humaine.

Conclusion. L'égalité des divers membres de la société consiste uniquement en ce que tous les hommes tirent leur origine de Dieu. En conséquence, il est conforme à l'ordre établi par Dieu, qu'il y ait dans la société humaine des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, des savants et des ignorants, des nobles et des plébéiens... »

Sans commentaire.

(Extrait du Bulletin de la section du Doubs du S.N.I., reproduit par « L'Ecole Emancipée » du 23 mai 1959).

II - Lettre ouverte de Jules GUESDE

à Monsieur Léon XIII, pape de son état,
en son palais du Vatican, Rome

« Socialisme ou catholicisme, la question est bien posée »

Monsieur,

C'est un socialiste qui vous écrit, un de ces « hommes pervers » contre lesquels est dirigée ce qu'en style barbare vous appelez votre lettre « encyclique », et qui, loin de se plaindre des dénonciations dont vous poursuivez ses « complices » auprès de l'Europe gouvernementale, éprouve le besoin, tant au nom de ces derniers qu'au sien propre, de vous féliciter de votre dernière épître. (1)

Comment, après l'avoir lue, ne pas rendre tout d'abord hommage à votre sagacité, à la conscience profonde que vous avez de votre époque, du temps et du milieu dans lesquels vous vivez ? En allant, dans la foule des « pestes » qui sévissent aujourd'hui sur un monde qui vous a autrefois appartenu, droit au socialisme comme à l'ennemi de votre reste de domination, combien vous vous montrez supérieur à votre prédécesseur Pie IX, qui, lui, s'attardait à frapper une morte, la franc-maçonnerie, ou un mot vide de sens, le libéralisme ! Combien également, en signalant les progrès de géant de cette « peste mortelle », vous voyez plus clair et plus loin que tous nos grands et petits bourgeois qui vont répétant, sur la parole d'un Thiers ou d'un de Marcère, que « le socialisme est mort » tué par « la liberté » ou — ce qui n'est pas précisément la liberté — par les fusils sommaires de juin 48 et

les mitrailleuses non moins sommaires de mai 71 !

Avoir compris que le Christianisme, qui a survécu aux découvertes de la science et au développement de l'Etat moderne amené bon gré mal gré à le traiter en service public et à le subventionner comme tel, ne peut être tué que par la Révolution sociale, par l'intronisation d'un ordre de choses dans lequel le bien-être assuré également à chacun dès son vivant rendra inutile le paradis imaginaire d'après la mort, et que cette Révolution est plus prochaine, plus inévitable que jamais, ne constitue pas un mince mérite dans la situation où l'Etat qui est le vôtre. Et n'eussiez-vous que mis à sa véritable place, c'est-à-dire au premier rang, cette question sociale qui se dresse comme le sphinx antique devant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, que votre « encyclique » vous ferait le plus grand honneur [...]

Vous mettant pour ainsi dire à notre place, et répondant pour nous, avec plus d'autorité que nous, aux politiciens qui nous accusent de n'être que des plagiaires du Christianisme des premiers siècles, d'avoir « les mêmes doctrines, les mêmes théories et les mêmes principes », vous avez eu soin de bien établir que l'égalité que nous voulons, matérielle et immédiate, n'a rien de commun avec celle de l'évangile, platonique et extraterrestre, ou, comme vous dites, « qu'entre nos dogmes pervers et la pure doctrine de

Jésus-Christ, il y a une telle différence qu'il ne saurait y en avoir de plus grande ».

Certes il n'est pas un esprit sérieux et de bonne foi qui puisse confondre l'ancienne communauté des biens de certaines sectes chrétiennes, fondée sur le mépris, sur le détachement de ces biens « passagers », avec ce que l'on appelle « le Communisme » ou « le Collectivisme » d'aujourd'hui ne poursuivant la mise en commun ou l'appropriation collective de tout le capital existant qu'en vue d'assurer à chacun la jouissance intégrale du fruit de son travail ou de son activité appliquée à ce capital. Impossible, sans calomnie, de ne pas distinguer l'union monogamique chrétienne tolérée « parce qu'il vaut mieux épouser que brûler » et transformée en viol constant et réciproque par la parole de Paul que « le corps de la femme n'est plus à elle mais à son mari » et vice versa, d'avec les rapports sexuels que nous voulons absolument libres dans le temps et dans l'espace parce qu'en dehors de la liberté la plus entière, de l'accord continu des deux volontés, il n'y a pour nous que prostitution et bestialité. Seuls les pensionnaires de Charenton pourraient mettre sur la même ligne « la soumission aux Puissances, à toutes les Puissances de ce monde » imposée par le Christianisme tant à l'esclave qu'au sujet, et le droit et le devoir proclamés par nous pour chacun de n'obéir qu'à lui-même, — ce qu'en termes quelque peu abstraits on

entend par l'autonomie de la personne humaine.

Mais vous n'en avez pas moins fait œuvre d'honnête homme en dénonçant une confusion aussi calomniatrice qui ne pouvait que vous profiter, et en opposant votre Famille et votre Société hiérarchisées, basées, l'une sur le droit du mari et du père sur la femme et sur l'enfant, l'autre sur le droit divin des gouvernants sur les gouvernés, à notre Société et à notre Famille également égalitaires, reposant sur l'égalité des sexes et l'équivalence des fonctions.

Mais où vous vous êtes surpassé, où vous vous êtes révélé aussi profond philosophe qu'historien fidèle, c'est lorsque, à la différence de certains libéraux qui ne veulent voir dans les revendications économiques des classes ouvrières qu'un accident ou une maladie, vous les représentez, vous, comme la suite naturelle, comme l'effet logique et nécessaire de l'évolution sociale ou humaine des quatre derniers siècles [...]

Oui, du moment où la foi a fait place au libre examen, à la Raison, et où l'écroulement de la Révolution sous les coups de cette dernière a substitué au droit divin des gouvernants le droit humain des gouvernés; du moment, en un mot, où, Dieu disparu, supprimé des sociétés humaines, il n'est plus resté que des hommes en présence les uns des autres, libres d'établir entre eux et les choses tels rapports qu'ils jugeraient le plus avantageux, il devait arriver — comme il est arrivé — que, forts de leur droit d'homme, les membres « moins no-

bles du corps social », ainsi que vous appelez les producteurs de toute richesse, réclameraient et prendraient au besoin une part égale au soleil et une égale part de vie (2).

La Révolution sociale qui se poursuit actuellement est fille — et fille mieux que légitime, naturelle de la Révolution religieuse du seizième siècle et de la Révolution politique du dix-huitième. Pour la conjurer ou la renier, il faudrait biffer ou renier 89 et la Réforme. Et c'est en cela qu'éclate la bêtise des conservateurs de l'ordre actuel qui, invoquant la Réforme et se réclamant de 89, anathématisent et s'imaginent enrayer le mouvement qui emporte le prolétariat vers son émancipation matérielle.

Le monde moderne est placé entre l'achèvement de la Révolution française et un retour pur et simple au Christianisme du Moyen Age. Pour « arranger — selon votre expression — l'antique conflit

(1) Au pape Pie IX, réactionnaire très violemment intransigeant, succède, le 20 février 1878, Léon XIII, qui fait figure de pape diplomate, « politique » : prenant conscience des réalités politiques et sociales, Léon XIII s'efforcera d'adapter l'action de l'Eglise aux nécessités de l'heure. Pour gagner la classe ouvrière, il fera des encycliques sociales; celle que critique ici Guesde annonce déjà la fameuse encyclique « Rerum Novarum » (1891). C'est ce même Léon XIII qui soutiendra, en 1890-1892, le « Ralliement » de l'Eglise catholique française à la République.

entre les pauvres et les riches », il n'y a pas trois moyens :

Où la pauvreté, le paupérisme disparaîtra par l'égalité des moyens de développement, d'action et de production assurée socialement à chacun et à tous; ou, pour avoir, pour restaurer « la tranquillité dans la vie publique et privée », il faudra repeupler le ciel, recréer Dieu, et — ce qui est plus difficile — la foi en ce Dieu personnel et législateur, laquelle peut seule réconcilier les pauvres avec leur sort « dans l'espérance des récompenses éternelles ».

Socialisme ou Catholicisme, la question, posée ainsi par vous, est très bien posée (3).

(Extrait des « Textes choisis de Jules Guesde », Edit. Sociales, 1959. En vente à la S.P.E.L. — 350 francs).

(2) Guesde cite auparavant le passage de l'encyclique où Léon XIII explique « Enfin, après avoir livré à l'oubli les récompenses et les peines de l'éternelle vie future, le désir ardent du bonheur a été renfermé dans l'espace du temps présent. Avec la diffusion au loin et au large de ces doctrines, avec la grande licence de penser et d'agir qui a été ainsi enfantée de toutes parts, « faut-il s'étonner que les hommes de condition inférieure, ceux qui habitent une pauvre demeure ou un pauvre atelier soient envieux de s'élever jusqu'aux palais et à la fortune de ceux qui sont plus riches? »

(3) Texte écrit en prison (janvier 1879) et reproduit dans « En garde! » p. 378-382 384-385.

III - Ce que l'Eglise entend par « liberté de l'enseignement »

« L'école, si elle n'est pas un temple, devient une tanière »

Les lignes qu'on va lire sont extraites de l'encyclique de Pie XI sur l'éducation chrétienne de la jeunesse, publiée le 31 décembre 1929. Ce qui est souligné l'est par nous.

L'EGLISE, JUGE INFALLIBLE DE TOUTE SCIENCE ET DE TOUT ENSEIGNEMENT (1)

... Dieu lui-même a fait l'Eglise participante de son divin magistère, et l'a mise, par privilège divin, à l'abri de l'erreur. Elle est donc la maîtresse suprême et très sûre des hommes, et elle a reçu un droit inviolable au libre exercice de son magistère. La conséquence nécessaire en est l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis de tout pouvoir terrestre, aussi bien dans l'origine que dans l'exercice de sa mission éducatrice, et non seulement dans ce qui concerne l'objet

propre de cette mission, mais aussi dans le choix des moyens nécessaires ou convenables pour la remplir. De là à l'égard de toute autre science humaine et de tout enseignement qui, considérés en eux-mêmes, sont le patrimoine de tous, individus et sociétés, l'Eglise a le droit indépendant d'en user et surtout d'en juger, dans la mesure où ils peuvent se montrer utiles ou contraires à l'éducation chrétienne. Il en est ainsi parce que l'Eglise, en tant que société parfaite, a un droit indépendant sur les moyens propres à sa fin, et que tout enseignement, comme toute action humaine, a une relation nécessaire de dépendance vis-à-vis de la fin dernière de l'homme, et ne peut, dès lors, se soustraire aux règles de la loi divine dont l'Eglise est la gardienne, l'interprète et la maîtresse infallible.

... C'est donc de plein droit que l'Eglise se fait la promotrice des lettres, des sciences et des arts, dans la mesure où tout cela peut être nécessaire ou profitable à l'éducation

chrétienne comme à toute son œuvre de salut des âmes, fondant même et entretenant des écoles et des institutions qui lui sont propres, en tout genre de science et à tout degré de culture.

... En outre, c'est un droit inaliénable de l'Eglise, et en même temps un devoir dont elle ne peut se dispenser, de veiller sur l'éducation de ses fils, les fidèles, en quelque institution que ce soit, publique ou privée, non seulement pour ce qui regarde l'enseignement religieux qu'on y donne, mais aussi pour toute autre matière ou organisation d'enseignement, dans la mesure où ils ont rapport à la religion et à la morale.

IL FAUT UNE RELIGION POUR LE PEUPLE

On devra considérer l'exercice de ce droit... comme un secours précieux de la sollicitude maternelle de l'Eglise, qui met ses fils à l'abri des graves dangers d'un empoisonnement moral

(1) Les sous-titres sont de la rédaction de « La Vérité ».

et doctrinal. Et cette vigilance même de l'Eglise... ne peut pas davantage ne pas être un secours efficace pour l'ordre et le bien-être des familles et de la société civile, en tenant éloigné de la jeunesse ce poison des âmes qui, à cet âge inexpérimenté et changeant, exerce d'ordinaire plus facilement son emprise et s'étend plus rapidement dans la pratique. C'est que, sans une bonne instruction religieuse et morale, comme nous en avertit dans sa sagesse Léon XIII, « toute culture des esprits sera malsaine : les jeunes gens, n'étant pas habitués au respect de Dieu, ne pourront supporter aucune règle d'honnêteté de vie, et, accoutumés à ne rien refuser à leurs convoitises, ils seront facilement amenés à bouleverser les états ».

CONTRE LA NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT

... En matière donc d'éducation, c'est le droit, ou pour mieux dire le devoir, de l'Etat de protéger par ses lois le droit antérieur... qu'à la famille sur l'éducation chrétienne de l'enfant, et, par conséquent, aussi de respecter le droit surnaturel de l'Eglise sur cette même éducation... *Est donc injuste et illicite tout monopole de l'éducation et de l'enseignement qui oblige physiquement ou moralement les familles à envoyer leurs enfants dans les écoles de l'Etat...*

LA SCIENCE DOIT SE SOUMETTRE AU DOGME

... Et elle (l'Eglise, N.D.L.R.) ne s'oppose en aucune manière à ce que les sciences, chacune dans leur champ d'action, usent de principes et de méthodes qui leur soient propres ; mais, tout en reconnaissant cette juste liberté, elle veille avec soin pour empêcher que, par hasard, se mettant en contradiction avec la doctrine chrétienne, elles ne tombent dans l'erreur, ou bien qu'en sortant de leurs frontières, elles n'envahissent pour le bouleverser le terrain de la foi.

Cette règle de la juste liberté scientifique est en même temps la règle inviolable de la juste liberté pédagogique ou de la liberté d'enseignement bien comprise. Elle doit être observée dans toute communication de doctrine faite à autrui. Cela devient obligation beaucoup plus grave dans l'enseignement de la jeunesse, soit parce que le maître public ou privé n'a pas sur cet enseignement un droit absolu, mais un droit de participation, soit parce que l'enfant et l'adolescent chrétiens ont, de leur côté, un droit strict à un enseignement conforme à la doctrine de l'Eglise, colonne et fondement de la vérité, et que ce serait leur causer un tort grave que de les troubler dans leur foi, en abusant de la confiance qu'ont les jeunes gens envers leurs maîtres, de leur naturelle inexpérience et de leur inclination déréglée à une liberté absolue, illusoire et mensongère.

CONTRE LES METHODES PEDAGOGIQUES MODERNES

... Est donc faux tout naturalisme pédagogique qui, de quelque façon que ce soit, exclut ou tend à amoindrir l'action surnaturelle du christianisme dans la formation de la jeunesse ; erronée toute méthode d'éducation qui se base, en tout ou en partie, sur la négation ou l'oubli du péché originel ou du rôle de la grâce, pour ne s'appuyer que sur les seules forces de la nature. Tels sont ordinairement ces systèmes modernes, aux noms divers, qui en appellent à une prétendue autonomie et à la liberté sans limite de l'enfant, qui réduisent ou même suppriment l'autorité et l'œuvre de l'éducateur, en attribuant à l'enfant un droit premier et exclusif d'initiative, une activité indépendante de toute loi supérieure, naturelle ou divine, dans le travail de sa propre formation.

CONTRE L'ECOLE LAIQUE

... A ne considérer donc que ses origines historiques, l'école est de sa

nature une institution auxiliaire et complémentaire de la famille et de l'Eglise ; partant, en vertu d'une nécessité logique et morale, l'école doit... constituer avec la famille et l'Eglise un seul sanctuaire consacré à l'éducation chrétienne.

Ceci a été manifestement reconnu, même par un laïque... (qui) s'exprime ainsi : « L'école, si elle n'est pas un temple, devient une tanière. »

... De là, il ressort nécessairement que l'école dite neutre ou laïque (souligné dans le texte, N.D.L.R.), d'où est exclue la religion, est contraire aux premiers principes de l'éducation. Une école de ce genre est d'ailleurs pratiquement irréalisable, car, en fait, elle devient irrégulière... *La fréquentation des écoles non catholiques, ou neutres ou mixtes (celles à savoir qui s'ouvrent indifféremment aux catholiques et non-catholiques, sans distinction), doit être interdite aux enfants catholiques...* Il ne peut donc même être question d'admettre pour les catholiques cette école mixte (plus déplorable encore si elle est unique et obligatoire pour tous), où l'instruction religieuse étant donnée à part aux élèves catholiques, ceux-ci reçoivent tous les autres enseignements de maîtres non catholiques, en commun avec les élèves non catholiques.

Ainsi donc, le seul fait qu'il s'y donne une instruction religieuse (souvent avec trop de parcimonie) ne suffit pas pour qu'une école puisse être jugée conforme aux droits de l'Eglise et de la famille chrétienne, et digne d'être fréquentée par les enfants catholiques. Pour cette conformité, il est nécessaire que tout l'enseignement, toute l'ordonnance de l'école, personnel, programme et livres, en tout genre de discipline, soient régis par un esprit vraiment chrétien, sous la direction et la maternelle vigilance de l'Eglise, de telle façon que la religion soit le fondement et le couronnement de tout l'enseignement, à tous les degrés, non seulement élémentaire, mais moyen et supérieur...

IV - Fidèle à elle-même

Le Président de la République a reçu de Mgr Théas, à Orléans, en ce 9 mai 1959, cette déclaration (d'après la presse) :

« Au mois de septembre 1944, le Cardinal Suhard, surpris et émerveillé par les événements, me fit cette réflexion : « Il est évident que l'esprit saint est sur le « général de Gaulle » ; par ce propos, l'archevêque de Paris ne voulait pas diminuer les mérites du général, il entendait donner à un grand événement historique sa véritable explication ».

*

J'ai retrouvé dans « l'Eclair » du 4 octobre 1942 (journal de droite héraultais) un extrait de la Conférence du Cardinal Suhard titré : « Nous apprécierons les efforts faits par le Gouvernement pour le bien du pays » :

« ... Nous reconnaissons le Gouvernement établi comme le légitime gouvernement et apprécions les efforts faits

par lui pour le bien du pays, ainsi que certains résultats obtenus où la religion ne fut pas oubliée... »

Et cette déclaration des Cardinaux et Archevêques de la zone occupée (24 juillet 1941) : « Nous vénérons le Chef de l'Etat et nous demandons instamment que se réalise autour de lui l'union de tous les Français : l'Union, toujours, est principe de force ». A cette déclaration a souscrit Mgr Gerlier, Archevêque de Lyon (zone non occupée).

Ces lignes, que nous empruntons au numéro déjà cité de l'« Ecole Emancipée », semblent faites pour illustrer ce qu'écrivait Paul Lafargue :

« En France, un gouvernement n'a pas besoin de s'inquiéter de l'attitude que va prendre le clergé à son égard ; il est d'avance sûr et certain que celui-ci viendra à lui, avec ses prières, comme avec ses exigences en argent et en honneurs. »

(Décembre 1890.)

Après le premier Congrès du PARTI SOCIALISTE AUTONOME

FORCE fut à la presse bourgeoise de constater l'intérêt et l'importance du premier congrès du Parti Socialiste Autonome, tenu à Montrouge les 1^{er}, 2 et 3 mai. « Le Monde », qui consacra une grande place au compte rendu du Congrès, remarquait que le P.S.A. avait d'ores et déjà dépassé le « stade du groupuscule ».

Ce qui fait l'importance du Congrès du P.S.A. peut pourtant s'expliquer plus sérieu-

sément. Certes, c'est un beau succès pour une organisation qui ne vit en fait que depuis quelques mois que de parvenir à rassembler plus de 300 délégués, effectivement représentatifs de Fédérations vivantes et agissantes. Mais, ce qui donne toute leur valeur à ces premières assises nationales du P.S.A., ce qui est la cause et du sérieux et de l'enthousiasme qui s'y manifestaient, c'est qu'à leur occasion le P.S.A. s'affirma clairement comme une organisation ouvrière et socialiste.

Il ne s'agit nullement d'une affirmation formelle : dans plusieurs domaines, le P.S.A. a, sans équivoque, tiré les conclusions qui découlent de cette prise de position.

On peut, sans exagération aucune et sans illusion, dire que ce Congrès représente un pas décisif dans la construction en France d'une organisation ouvrière, réellement opposée au pouvoir fort, indépendante du stalinisme, et démocratique dans son fonctionnement.

Pas décisif pour plusieurs raisons. D'abord à cause de l'insistance et de la précision avec laquelle la grande majorité des délégués affirmèrent le caractère de classe du parti qu'ils voulaient construire. Il est évident maintenant que l'immense majorité du P.S.A., y compris les très nombreux militants qui se réclament du réformisme classique, se refusent à toute transformation de leur parti en une organisation « travailliste »... Des manœuvres, si subtiles soient-elles, ne pourront suffire à briser cette volonté de construire une organisation se réclamant de la classe ouvrière et se situant sur le terrain de cette classe. Le nombre considérable de militants du P.S.A. qui ont des responsabilités syndicales, l'intérêt porté par le Congrès au problème de la réunification syndicale en sont des garants supplémentaires.

De plus, sur deux points, le P.S.A. s'est prononcé fort clairement : sur celui de l'Union des Forces Démocratiques, et sur celui de la fusion avec l'Union de la Gauche Socialiste. Ces résolutions sont reproduites à la fin de cet article, mais elles méritent un bref commentaire.

D'une part, le P.S.A. a repoussé toute transformation de l'Union des Forces Démocratiques, non seulement en un « Parti » (il ne s'est trouvé personne pour oser même défendre cette solution), mais en une Ligue centralisée qui eût entravé le développement du P.S.A., lui eût imposé la subordination de ses prises de position et de sa propagande aux besoins et aux désirs de ses partenaires non-socialistes.

Est-il utile de souligner que cette résolution, bien que ne condamnant pas la charte de l'U.F.D. dont il avait tant été question, la rendait en fait inapplicable !

VERS UN PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

L'autre question vitale sur laquelle le Congrès du P.S.A. a pris position, c'est celle de l'unité socialiste. Dans ce domaine, le premier problème à régler était celui de la fusion avec l'Union de la Gauche Socialiste. La résolution adoptée par le Congrès a le mérite d'être précise et ferme, d'éviter toute interprétation abusive.

Les militants du P.S.A. ne se considéraient nullement comme les seuls socialistes français organisés, ils ne considéraient pas non plus que leur expérience soit la seule qui ait une valeur. Ils ouvrent la perspective, dans le cadre de la démocratie ouvrière, d'un regroupement de tous ceux qui, en France, se situent sur le terrain du socialisme, par leur opposition radicale au pouvoir fort, par leur indépendance à l'égard du stalinisme et du mollettisme.

La résolution sur l'unification socialiste fixe à la fois des conditions et des délais. Les délais sont raisonnables, et ils auront l'avantage de rendre difficile toute manœuvre dilatoire. Les conditions correspondent à la réalité. Il ne s'agit pas de construire un parti « révolutionnaire » (ou se prétendant tel), il s'agit de regrouper, en une organisation qui se définirait par son caractère de classe, tous ceux qui se réclament des affirmations générales du socialisme et qui y restent fidèles. Le nouveau parti devrait pouvoir regrouper en son sein aussi bien des éléments authentiquement communistes que des réformistes.

Ainsi, la fusion avec l'U.G.S. n'est nullement considérée comme une fin en soi, comme la solution miraculeuse qui réglerait tous les problèmes de la construction d'une organisation ouvrière en France, mais comme une première étape, indispensable dans la construction de cette organisation.

Certes, les résolutions de Congrès ne suffisent pas. Encore faut-il veiller à leur application. La discussion au Congrès de Montrouge, sur ce point, a pourtant été assez vaste et assez profonde pour qu'il soit permis de croire que les militants veilleront à ce que l'unification se fasse dans les meilleures conditions, sur un programme clair.

Le Congrès de Montrouge a, en fait, ouvert une perspective, rendu réalisable le désir de milliers de militants de se retrouver dans une organisation qui leur apparaisse comme véritablement socialiste et démocratique. Organisation qui deviendrait très vite, pour peu que son

activité soit réelle et sa politique nette, un pôle de regroupement, un instrument de lutte efficace contre le pouvoir fort, un cadre dans lequel se développeraient les efforts de reconstruction du mouvement ouvrier.

DES RÉACTIONS INTÉRESSANTES

On ne peut s'y tromper, c'est là l'essentiel du Congrès du P.S.A. C'est ce qui en fait un événement positif, et d'une importance qu'il ne faut pas sous-estimer pour le mouvement ouvrier tout entier.

Le Parti Communiste Français, dont la direction a une sensibilité toute particulière pour tout ce qui pourrait entamer le contrôle qu'elle exerce sur un secteur de la classe ouvrière, l'a fort bien compris.

Après la capitulation de la S.F.I.O. devant de Gaulle, le P.C.F. pouvait, plus encore qu'auparavant, se targuer d'être « le parti de la classe ouvrière ». Pour l'heure, il ne s'agissait que d'une phrase de propagande, mais lorsque les luttes reprendront, qu'à nouveau la classe ouvrière passera à l'offensive, si le P.C.F. apparaît comme le seul parti ouvrier, il pourra sans mal encadrer le mouvement.

Des alliés bourgeois et petits-bourgeois, voilà ce qui intéresse le P.C.F. Mendès et Mitterrand en tête d'un nouveau parti radical « rénové », dont les militants ouvriers ne seraient que les colleurs d'affiches, voilà qui serait parfait. Mais un nouveau parti ouvrier, donc concurrent, voilà une autre affaire.

L'intérêt des plus vifs manifestés par le P.C.F. pour le P.S.A. n'a pas d'autre origine. Il lui fallait bien accepter son existence, et la seule manière, dans ces conditions, de faire disparaître le danger qu'il représente, c'est de chercher à en faire une organisation qui, en fait, par sa politique comme par sa pratique, soit crypto-stalinienne. Le P.C.F. ne pouvait se contenter d'une résolution acceptant « des actions communes sur des objectifs précis et limités », il lui fallait l'assurance que cette unité d'action serait inconditionnelle, permanente, et qu'elle lui subordonnerait, en fait, le P.S.A.

L'Humanité mena du coup une campagne où alternaient le blâme et la louange, la flatterie et le chantage. Cela commença, à la veille du Congrès, par un éditorial d'E. Fajon consacré au P.S.A. : on plaignait ses militants de leur petit nombre et de la faiblesse de leurs moyens matériels ; on les assurait qu'une véritable politique unitaire les sortirait de ces difficultés. Le P.S.A. répondit à cette avance sans pudeur par une résolution qui précisait, au grand dam des stali- niens, que :

« Le Parti Socialiste Autonome n'acceptera avec le P.C.F., sur le plan national, aucun engagement et aucun programme d'ensemble, aucune combinaison d'appareil ou d'organisation.

« Par contre, au cas où les circonstances l'exigeraient, le P.S.A. pourra passer avec le P.C.F., sur le plan national ou fédéral, des accords circonstanciés sur des points précis et limités. »

Du coup, l'Humanité s'adapta et fit un compte rendu assez loyal du Congrès, tout en déplorant « l'anticommunisme » qui se révélait. Ce qui déplut particulièrement aux stalinien, ce fut la volonté manifestée par le P.S.A. d'associer les opposants communistes à la fusion P.S.A.-U.G.S. Non que « Tribune du Communisme », le groupe oppositional qui se prépare à rentrer au Parti unifié, représente une force telle qu'elle fasse peur à l'appareil, mais parce qu'enfin apparaît une perspective pour les militants communistes antistalinien, encore membres du Parti ; parce que, cette fois, le contrôle de l'appareil est sérieusement remis en cause.

UNE PREMIÈRE ÉTAPE FRANCHIE

Ce serait sérieusement se leurrer que de croire qu'un processus automatique et irréversible est maintenant mis en marche qui conduirait à la construction d'un parti ouvrier indépendant. Au contraire, les efforts pour entraver sa construction se multiplieront, mais on peut dire que les manœuvres seront maintenant rendues plus difficiles.

Une première étape a été franchie. La naissance du P.S.A. apportait un facteur nouveau, d'une extrême importance, dans la vie politique du mouvement ouvrier français. Alors que Mollet acceptait de collaborer ouvertement avec le régime issu du 13 mai, puis entendait fournir au pouvoir personnel l'alibi d'une opposition plus décorative encore que constructive, toute une aile du Parti Socialiste, décidée à sauver l'avenir de la social-démocratie comme courant du mouvement ouvrier, rompait avec l'appareil. Il se créait ainsi un parti qui, par les traditions qu'il représentait comme par l'ampleur de ses liaisons, pouvait à juste titre prétendre être l'authentique parti socialiste français. Parti qui possédait la particularité suivante : ses liaisons avec l'état bourgeois ne pouvaient être que ténues, du fait de son opposition conséquente au pouvoir personnel et de la faiblesse de l'opposition libérale à ce pouvoir ; il était indépendant des appareils bureaucratiques.

Les militants de l'Union de la Gauche Socialiste ne pouvaient ignorer ce facteur nouveau. L'Union de la Gauche Socialiste est une organisation hétérogène, politiquement aussi bien que socialement, puisque née d'une fusion entre la Nouvelle Gauche, le Mouvement de Libération du Peuple, et la Jeune République.

Alors que ses militants comptent un grand nombre de jeunes qui ont fait l'expérience du P.S. ou du P.C. et en ont tiré les leçons, et cherchent sérieusement une politique révolutionnaire, sa direction regroupe, à côté d'authentiques socialistes révolutionnaires, diverses variétés de « progressistes » qui eussent volontiers vu leur organisation jouer le simple rôle de courtier dans le cas d'un Front Populaire.

L'U.G.S. ne bénéficiait ni de l'implantation ni surtout de la tradition du P.S.A. ; elle était un produit de la crise du mouvement ouvrier. Elle comptait dans ses rangs des militants de grande valeur. La fusion entre l'U.G.S. et le P.S.A. ne signifie pas seulement une addition, mais, par la confrontation d'expériences différentes comme par l'association de militants d'origines et de générations différentes, elle représente un pas important vers la reconstruction du mouvement ouvrier.

Il devenait donc possible, après la naissance du P.S.A., d'entreprendre la construction d'un parti, minoritaire certes, mais représentatif de tout un secteur de l'opinion ouvrière, d'un parti effectivement indépendant de l'état et des appareils. Mais ce n'était qu'une possibilité. Tout ce que la création du P.S.A. contenait de positif demeurait virtuel tant qu'il ne s'était pas affirmé clairement comme une organisation ouvrière et socialiste, et cette affirmation n'allait pas de soi, car des forces puissantes et multiples comptaient bien liquider cette organisation.

L'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES : CARTEL, PARTI OU LIGUE ?

Le moyen de cette liquidation, c'était l'Union des Forces Démocratiques, créée comme cartel de défense des libertés, que l'on cherchait à transformer en parti afin que le P.S.A. et l'U.G.S. s'y dissolvent.

Les partisans du grand parti libéral bourgeois ont employé toute une série d'arguments. On a joué du prestige de Mendès, de la nécessité pour cette formation nouvelle d'avoir son « grand homme ». On a versé des larmes sur le sort « d'une gauche faible et par surcroît divisée au moment où le fascisme menaçait ». On a argué de la faiblesse doctrinale des organisations se réclamant du socialisme pour assurer que, dans le fond, « il n'y avait guère de divergences ». Toutes ces manœuvres n'ont certes pas été sans résultat. Souvent, pour le grand public, la seule organisation qui apparaissait, c'était l'U.F.D. Et cette U.F.D., loin de demeurer un cartel, rassemblant sur des points précis des groupements divers, se présentait comme une formation homogène avec son programme — en fait celui de l'opposition libérale. Ainsi s'estompait, dans les faits, le caractère socialiste du P.S.A. et de l'U.G.S...

Mais ces manœuvres ne pouvaient suffire. Elles se heurtaient à une résistance déterminée des militants de l'U.G.S. comme de ceux du P.S.A. Par-tout, l'idée d'un « parti commun » à des éléments socialistes et à Mendès et Mit-terrand était condamnée. Puisque les militants, du P.S.A. et de l'U.G.S., ne voulaient pas d'un parti, eh bien ! l'on construirait une « ligue », c'est-à-dire que l'on formerait le parti sans le dire. Et, sur ce terrain, l'on comptait bien mettre les militants devant le fait accompli.

Le Bureau National de l'U.F.D. se réunit au début de mars, et les repré-sentants de la bourgeoisie libérale par-vinrent à imposer leurs vues, arrachant aux délégués du P.S.A. et de l'U.G.S., complices et inconscients, un accord sur une décision qui prévoyait « l'octroi » d'une charte de l'U.F.D. aux organisa-tions participantes, et l'adoption de nou-veaux statuts.

La charte est un document politique à la fois vague et précis. Vague, en ce qu'il est rédigé selon la phraséologie en faveur sous feu la IV^e république, pré-cis, en ce qu'il exclut toute perspective socialiste, et qu'il constitue donc un pur et simple programme de restauration de la démocratie bourgeoise.

Les statuts, plus importants encore, vi-sent à la transformation pure et simple de l'U.F.D. en une ligue qui limiterait, avant de la réduire à néant, l'indépen-dance des organisations participantes. Ils prévoient la mise sur pied de comités départementaux, composés pour moitié de représentants des organisations parti-cipantes et pour moitié de délégués élus par les assemblées générales de l'U.F.D. et ayant les mêmes droits que les mili-tants des organisations participantes.

Ce que signifiaient et cette charte et ce protocole d'accord, on devait l'apprendre assez vite. Le 24 mars, les responsables parisiens de l'U.F.D. recevaient une lettre du secrétaire fédéral de l'U.F.D. (Beau-champ, de l'U.D.S.R.), qui accompagnait l'envoi d'une « application tactique » adoptée en même temps que la charte et le protocole. Voici quelques extraits de cette « application tactique » qui se passent de commentaire :

« 1^o Cette charte constituant le con-trat politique qui lie à tous les échelons, national, départemental et local, les personnalités et groupements appartenant à l'U.F.D., le Bureau National de l'U.F.D. devient l'autorité chargée de cette mise en œuvre. Chaque partie contractante reconnaît cette autorité.

2^o Les groupements et partis, dans le cadre de leur autonomie (?) propre, dif-fusent les directives de l'U.F.D. auprès de leurs membres. »

À l'intérieur de l'U.G.S. où, pourtant, la majorité des militants s'étaient oppo-sés avec virulence à toute transformation de l'U.F.D., une directive parut immé-diatement, adressée à tous les membres de l'organisation, leur enjoignant de considérer l'extravagant document ci-dessus comme ayant force de loi, et leur demandant de dénoncer « ceux de leurs partenaires qui se refuseraient à sa mise en pratique ».

Tant que le P.S.A. ne s'était pas pro-noncé, en effet, les dirigeants de l'U.G.S. pouvaient tout se permettre. Le P.S.A. était bien la plaque tournante de l'af-faire.

LE COUP D'ARRÊT

Mais le caractère de classe du P.S.A., la volonté de ses militants de bâtir un parti socialiste furent plus forts que tou-tes les manœuvres. Dès le Congrès Fédé-ral de la Seine, le coup d'arrêt était donné. Presque unanimes, les militants s'opposaient à toute modification de l'U.F.D. qui en eût fait plus qu'un Cartel, en même temps qu'ils réclamaient l'ou-verture de pourparlers de fusion avec l'U.G.S., opposant ainsi, à la construction d'un vaste et vague rassemblement, sans doctrine et sans frontières, la perspective d'un parti socialiste unifié.

Le Congrès de Montrouge a repris, pour l'essentiel, les conclusions de la Fédération de la Seine. Ceux des diri-geants du P.S.A. qui avaient le plus penché pour une « solution U.F.D. » pré-férèrent s'abstenir de défendre réellement leurs points de vue. L'ensemble de la direction suivit la base, accéda à la volonté des militants, indiquant ainsi qu'elle était consciente de sa situation et de ses responsabilités. Des Mitterrand peuvent se moquer de leur base, ils n'ont besoin que d'électeurs, que d'un « sigle », et d'argent. Des dirigeants ouvriers sa-vent que, sans l'appui de leurs militants, ils ne sont plus rien. Et persister à im-po-ser l'opération U.F.D., c'était incontestablement briser le P.S.A. comme l'U.G.S.

Les dirigeants de l'U.G.S. n'ont pu que suivre le mouvement et enterrer discrète-ment (pour le moment !) l'U.F.D.

Au dernier Conseil National, où furent approuvées à l'unanimité les propositions d'unification, l'U.F.D. figurait également à l'ordre du jour. Lors de la Convocation de ce Conseil, il y a près de deux mois, il s'agissait tout simplement de « la rati-fication de la charte ». Prudente, la direction a préféré soumettre au vote une résolution qui se contente de dire que « l'U.G.S. prend acte de la charte de l'U.F.D. » (?).

Il n'était pas sans intérêt de rappeler ce que fut « l'opération U.F.D. », et

comment, pour l'instant et sous une forme trop grossière, elle échoua. On comprend mieux ainsi l'importance et la valeur posi-tive du Congrès du P.S.A. et pourquoi on peut dire, sans se nourrir d'illusions, qu'une étape a été franchie, malgré bien des obstacles, dans la voie de la construction d'un parti ouvrier indépen-dant.

L'ATTITUDE DES RÉVOLUTIONNAIRES

L'organisation qui naîtra de la fusion P.S.A.-U.G.S. ne sera pas et ne saurait devenir une organisation révolutionnaire. Ce n'est pas une organisation qui se fonde sur un programme de renverse-ment et de destruction de l'état bour-geois, d'instauration du pouvoir des con-seils ouvriers. Mais la construction d'une organisation révolutionnaire, instrument nécessaire de la révolution prolétarienne, ne se fera qu'au travers des expériences du mouvement ouvrier, de ses luttes, ce n'est pas une revendication abstraite. Le parti révolutionnaire ne se proclame pas, il se construit.

La lutte pour la sélection, sur un pro-gramme révolutionnaire, d'une nouvelle direction de combat des luttes ouvrières, est inséparable de la lutte pour la dé-fense et l'organisation de la classe ou-vrière.

Il est évident que l'apparition d'une organisation, en fait indépendante de l'état et des deux grands appareils bu-reaucratiques qui se partageaient le con-trôle de la classe ouvrière, est un élément essentiel de cette lutte. Aujourd'hui, pa-reille organisation peut offrir un pôle de regroupement pour une série de mili-tants actuellement désorientés, un foyer vers lequel convergeraient des efforts encore dispersés, et elle pourrait consti-tuer un instrument des plus efficaces dans la lutte contre l'« état fort ». Ce peut être un lieu où poser les véritables pro-blèmes du mouvement ouvrier français, aborder les causes de ses défaites, étu-dier les expériences de ces dernières années... Enfin, lorsque la classe ouvrière reprendra l'offensive, l'existence d'un pôle d'organisation indépendant des grands appareils bureaucratiques, la pos-sibilité, pour de nombreux militants ou-vriers, de choisir une autre voie que la subordination au P.C., peut avoir des conséquences incalculables.

Ces considérations dictent l'attitude des révolutionnaires. Leurs intérêts, comme le rappelait déjà le « Manifeste Commu-niste », ne sont pas différents de ceux de l'ensemble du mouvement. Sans, un seul instant, abandonner leur programme, ils aideront de toutes leurs forces à bâtir une organisation de classe, en lutte contre l'« état fort », et indépendante des appareils bureaucratiques.

F. FORGUE.

DOCUMENTS

Principales résolutions adoptées au 1^{er} congrès du P. S. A.

L'ESPAGNE NE DOIT PAS ETRE ADMISE A L'O.T.A.N.

Le Congrès du Parti Socialiste Autonome, ému par les bruits persistants d'une prochaine admission de l'Espagne franquiste à l'O.T.A.N., avec l'approbation de la France gaulliste,

s'élève avec indignation contre une pareille éventualité de collaboration avec un régime dictatorial, et adresse son salut fraternel aux socialistes et aux républicains espagnols, en parti-

culier à ceux qui se sont réfugiés en France après la guerre civile.

(Adopté à l'unanimité.)

POUR LA DECOLONISATION ET LA COOPERATION AVEC LES PEUPLES EMANCIPES

Considérant que la crise de la décolonisation est une des causes essentielles de la crise de la démocratie et du Socialisme français en même temps qu'elle comporte de graves menaces pour la Paix, le Parti Socialiste Autonome affirme sa volonté de rechercher et de promouvoir dans ce domaine, les solutions audacieuses conformes aux nécessités de notre temps.

Le P.S.A. proclame sa fidélité à la tradition permanente de l'anticolonialisme de la démocratie révolutionnaire et du mouvement ouvrier français. Il se prononce sans équivoque pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à jouir de l'indépendance comme un droit sacré qui est aux nations ce que les droits de l'homme sont aux citoyens. Il s'engage à appuyer ou à promouvoir

toute action tendant au respect de la démocratie et des droits de l'homme et tendant à l'émancipation complète des peuples encore colonisés. L'évolution du monde conduit à une solidarité étroite entre les peuples, mais l'association véritable suppose une indépendance déjà réalisée et ressentie comme telle par les peuples intéressés...

(Adopté à l'unanimité.)

POUR LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE

Le Congrès du Parti Socialiste Autonome rappelle que, quelle que soit leur appréciation du régime interne de la Chine, les Socialistes de tous les pays ont, dès 1949, réclaté la reconnaissance officielle du Gouvernement de Pékin. Les dix années écoulées ont

justifié le caractère réaliste de cette position.

Au moment où en raison de la tension Est-Ouest toutes les questions internationales exigent un nouvel examen, où l'émancipation des peu-

ples colonisés pose de redoutables problèmes, l'absence de l'O.N.U. d'un pays de 600 millions d'habitants constitue une absurdité et risque d'empêcher le règlement pacifique des différends internationaux.

(Adopté à l'unanimité.)

POUR METTRE FIN A LA GUERRE D'ALGERIE

L'émancipation des peuples colonisés est un mouvement universel qui fait d'ailleurs suite à la libération des pays européens ayant acquis leur indépendance nationale au cours du XIX^e et du premier quart du XX^e siècle.

Les aspirations nationales des Algériens sont aussi légitimes que celles de tous les autres peuples colonisés ou dépendants. La reconnaissance de leur droit à disposer d'eux-mêmes est donc un principe qu'aucun socialiste et aucun démocrate ne peuvent nier.

Aussi, le Congrès du P.S.A. demande-t-il qu'une offre de « cessez-le-feu » soit faite aux insurgés d'Algérie sur la base de cette reconnaissance de leur vocation nationale,

assortie de garanties pour les intérêts économiques, politiques et culturels des minorités européennes en Algérie et des travailleurs algériens en France, et ce quels que soient les futurs liens institutionnels ou contractuels entre les deux pays.

La négociation du cessez-le-feu, sans préalable, ni exclusive, doit comprendre également un accord sur les conditions militaires, administratives et politiques de la période transitoire pour permettre aux populations d'Algérie d'exprimer librement et dans des formes démocratiques, leur volonté concernant l'organisation de leur vie nationale ainsi que leurs rapports avec les autres pays du Maghreb et avec la France.

Afin de créer dès à présent le climat favorable à cette négociation, le Congrès demande que soient désormais respectées d'une façon absolue les libertés individuelles, que le gouvernement renonce dès à présent à toute mesure d'internement administratif, à toutes les représailles collectives, opérations de police, ratissages et exécutions sommaires.

Le Congrès élève sa protestation indignée contre les tortures et les brutalités pratiquées en Algérie et même en France, et demande des sanctions sévères contre les coupables quels que soient les postes qu'ils occupent...

(Adopté à l'unanimité.)

APPEL A TOUS LES DEMOCRATES ET A TOUS LES SOCIALISTES

Une fois de plus la réaction cléricale et sociale entend profiter de circonstances momentanément favorables pour tenter d'affaiblir et d'abattre l'Ecole Publique. Comme en juillet 1940, comme en septembre 1951.

Mais, après la défaite de 1940, il y a eu 1945.

Après 1958-1959, il y aura aussi,

dans un temps plus ou moins long, la reprise de la marche en avant, la victoire des forces de progrès.

Le Congrès du Parti Socialiste Autonome tient à avertir l'ensemble de l'opinion française qu'il ne se considérera nullement lié par des mesures qui, sous le couvert d'une soi-disant liberté de l'enseignement, feraient financer par l'état un enseignement

privé confessionnel qui est un enseignement particulariste et de division.

Il indique clairement qu'il mettra tout en œuvre pour restaurer totalement la laïcité de l'état et l'intégrité de l'Ecole laïque.

En outre, il affirme hautement que seule l'Ecole unique, durant la période de l'obligation scolaire, peut

assurer effectivement la liberté des consciences, la liberté du choix dans le domaine moral, philosophique et religieux, le respect réel du droit de chacun à se déterminer librement.

En conséquence, dès que les circonstances le permettront, le P.S.A. mettra en jeu toutes les forces dont il dispose pour faire aboutir un plan de nationalisation de l'Enseignement — organisation de l'enseignement en

service public — conforme aux projets établis par les grandes organisations laïques.

Le P.S.A. se met à la disposition de ces organisations laïques, groupées au sein du C.N.A.L., pour participer, sous leur direction, à la campagne d'information et de lutte contre les projets anti-laïcs d'une majorité parlementaire poussée par les ultras des A.P.E.L. emportés par l'esprit de

revanche.

Le P.S.A. lance un appel solennel à toutes les organisations démocratiques, partis politiques et syndicats, pour qu'ils adoptent une position analogue, affirmant ainsi l'union sans faille de toutes les forces démocratiques et ouvrières autour de l'École publique, école du peuple.

(Adopté à l'unanimité moins une abstention.)

POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE

1. — Le Parti Socialiste Autonome affirme sa volonté de réaliser l'unité avec tous les socialistes authentiques.

2. — Dans cette perspective, dès maintenant, le P.S.A. propose à l'Union de la Gauche Socialiste d'engager le processus d'unification sur les bases suivantes :

- a) parti socialiste ouvert à toutes les tendances du mouvement ouvrier ;
- b) réalisation du socialisme dans le respect de la démocratie, en particulier par la pluralité des partis politiques ;
- c) droits d'expression et de représentation de toutes les tendances, à tous les échelons du parti ;
- d) fidélité sans compromission à

l'école publique et opposition à toute ingérence des églises dans le domaine temporel.

3. — Après accord sur les quatre points précédents, la Commission Administrative Permanente est mandatée pour entreprendre la préparation d'un congrès d'unification dans un délai qui ne devrait pas excéder la fin de l'année 1959. Si des obstacles impérieux empêchaient la tenue de ce congrès, la question serait posée devant un congrès extraordinaire du P.S.A.

Le Congrès d'unification établira, à titre provisoire, et pour un an, le programme, la structure et les organismes directeurs du Parti issu de la fusion.

4. — Dans cette période préparatoire au congrès d'unification, le

P.S.A. organisera avec l'U.G.S. des réunions communes de travail. Les sections locales et les bureaux fédéraux se réuniront en commun, autant que possible, et procéderont à l'échange d'informations, de bulletins intérieurs, etc. Un matériel commun de discussion et de confrontation pourra être édité.

5. — Le Congrès enregistre avec satisfaction la participation des camarades de « La Tribune du Communisme » au Comité d'Entente, et les invite à s'associer au mouvement d'unification.

Il fait confiance à ses fédérations pour réaliser l'unité avec certaines formations locales, authentiquement socialistes.

(Adopté à l'unanimité.)

EN FAVEUR DE L'UNIFICATION SYNDICALE

Les mesures gouvernementales, dans le domaine économique et social, inspirées par le grand capital, représenté au sein de la Commission Rueff, ont diminué sensiblement le niveau de vie des travailleurs et porté atteinte à une conquête ouvrière : la Sécurité Sociale.

Toutes les organisations syndicales ont condamné ces mesures.

Mais l'action nécessaire pour défendre les avantages acquis et reprendre la marche vers le progrès est entravée par la division ouvrière.

Sans s'immiscer dans le fonction-

nement des organisations syndicales, dont ils reconnaissent la nécessaire indépendance vis-à-vis des formations politiques, le Parti Socialiste Autonome et ses militants doivent rechercher une solution à cette situation, en encourageant l'action commune des différentes organisations syndicales dans l'immédiat, l'objectif étant la création d'une centrale syndicale unique, véritablement indépendante du pouvoir et des partis, et assurant la représentation démocratique de tous les courants de pensée de la classe ouvrière.

Dans cette voie, l'initiative prise

par les fondateurs du Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique (M.S.U.D.), en mettant l'accent sur la démocratie et l'exercice du droit de tendance comme sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques et des gouvernements, quels qu'ils soient, apparaît au P.S.A. comme un élément positif essentiel.

En conséquence, il invite ses militants à soutenir, dans le cadre de leur activité syndicale, le Mouvement pour un Syndicalisme uni et démocratique.

(Unanimité moins une abstention.)

LES RAPPORTS AVEC L'U. F. D.

Le Parti Socialiste Autonome salue en l'Union des Forces Démocratiques le symbole de la résistance effective des démocrates français au coup de force du 13 mai.

Face à l'autoritarisme croissant des pouvoirs publics, face à l'accaparement systématique de tous les rouages de la Nation par l'U.N.R. au pouvoir, accaparement et autoritarisme que favorise une constitution essentiellement antidémocratique, le P.S.A. estime plus nécessaire que jamais l'action commune et le regroupement au sein de l'U.F.D. de toutes les organisations décidées à faire prévaloir de nouveau dans notre pays les idéaux traditionnels de la démocratie.

Mais pour que cette lutte puisse atteindre sa pleine efficacité, il importe qu'aucune équivoque d'aucune sorte n'existe dans l'opinion publique

sur les objectifs de l'U.F.D., ni sur la nature des liens qui unissent les organisations participantes.

Le Congrès estime en conséquence que l'U.F.D. doit être un cartel. Elle ne saurait en aucun cas se donner les structures d'un parti politique regroupant des socialistes et des non-socialistes.

Son but étant de défendre les libertés démocratiques, de faire rétablir celles qui ont été abolies, d'œuvrer pour leur extension, l'U.F.D. doit s'orienter vers des campagnes et des actions précises sur ces objectifs.

L'U.F.D. doit grouper en son sein toutes les organisations d'opposition démocratique au régime autoritaire. La nature même de cartel de l'U.F.D. postule que ses décisions ne peuvent être que des décisions d'action prises à l'unanimité.

A l'échelon national et à l'échelon régional existent des comités de coordination et d'action U.F.D.

A l'échelon local peuvent se constituer des comités de coordination pour appliquer les directives nationales et régionales.

Les Comités aux différents échelons peuvent accepter la collaboration d'individualités.

En conséquence, le Congrès National confirme l'adhésion du P.S.A. à l'U.F.D.

Le Congrès fait confiance au bureau du P.S.A. pour éviter, dans l'organisation et le fonctionnement de l'U.F.D., tout ce qui pourrait être contraire aux dispositions de cette motion.

(Adopté à l'unanimité moins 8 abstentions.)

Au Moyen-Orient :

La révolution à l'ordre du jour

(« La Vérité » publie avec plaisir l'intéressant article qu'on va lire, et que lui a adressé le camarade J.-J. Marie. Rappelons que les colonnes de notre revue demeurent ouvertes aux militants révolutionnaires de toute tendance, désireux de s'y exprimer sous leur responsabilité propre.)

La révolution irakienne du 14 juillet 1958 n'a pas simplement marqué une accélération ou un nouveau succès du mouvement révolutionnaire qui emporte le monde arabe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale; elle apparaît, au contraire, maintenant comme le début d'une nouvelle étape de la révolution arabe. Le symbole le plus frappant de cette situation est l'opposition, jusqu'ici grandissante, entre le général Abdul Karim Kassem et Gamal Abdel Nasser. Le 14 juillet irakien a bouleversé la nature et le rapport des forces en présence au Moyen-Orient. Il a, par contre-coup, modifié les conditions de la lutte entre l'impérialisme stalinien et l'impérialisme occidental dans ce secteur. Pour bien comprendre l'évolution prodigieusement rapide de la situation, il faut, d'abord, définir clairement les principaux caractères de la révolution nassérienne.

I. — CARACTERISTIQUES DE LA REVOLUTION EGYPTIENNE.

La révolte du groupe des jeunes officiers qui prit le pouvoir en 1952 au Caire, avait un double caractère : c'était à la fois un complot militaire, de type classique, contre un roi corrompu et un régime pourri, et la liquidation d'une société semi-féodale par les forces neuves du capitalisme égyptien. Ce fut, par contre-coup, une révolution antiimpérialiste, l'impérialisme britannique étant le principal soutien et du régime défunt et des féodaux qui freinaient l'évolution de leur pays.

La corruption et le discrédit de tous les partis politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, joints à leur impuissance, avaient fait du groupe des jeunes officiers la seule force organisée dynamique, ce qui permit à ces derniers de canaliser assez facilement un mouvement populaire, d'une ampleur d'ailleurs très limitée.

Une fois installée au pouvoir, la révolution nassérienne poursuivit un triple objectif :

1) Liquidier définitivement la domination étrangère sur l'Égypte (contrôle financier de la vie économique, contrôle du canal de Suez, etc.) ; assurer la totale souveraineté nationale de l'Égypte afin de laisser intérieurement le champ libre au développement du capitalisme égyptien.

2) Industrialiser rapidement le pays, condition et but à la fois de la souveraineté nationale égyptienne.

3) Promouvoir l'unité arabe. L'unité arabe est un bon moyen d'assurer au capitalisme financier égyptien les marchés dont il a besoin, et à l'industrie égyptienne en développement les débouchés et les marchés de matières premières indispensables (1). Malgré la surpopulation dont elle souffre (21.000.000 d'habitants), l'Égypte n'offre à son propre capitalisme qu'un marché intérieur très réduit, étant donné la misère qui accable les ouvriers et les paysans.

Enfin, la propagande pour l'unité arabe, jointe au combat antiimpérialiste, était un moyen peu coûteux de détourner les masses égyptiennes de leurs propres problèmes.

Toute la politique du gouvernement Nasser fut — et reste — subordonnée à la poursuite de ces objectifs, c'est-à-dire aux exigences du capitalisme égyptien. Ce dernier bénéficie d'exemptions d'impôts et de taxes douanières, de tarifs protecteurs, de prêts et de crédits ; il se voit assurer la « paix sociale » par l'interdiction des grèves, des syndicats et de toute organisation politique en dehors de l'officiel Front National.

L'intégration de l'appareil d'état et de la haute finance est en conséquence très poussée. L'état est actionnaire de tous les gros monopoles ; en octobre 1958, il possédait 50 % des actions de 52 grosses compagnies (banques, assurances, industries) ; enfin, la nationalisation du système bancaire égyptien, jusqu'alors entre les mains des Anglais, a été surtout profitable au capitalisme local. Comme l'écrit Tabitha Petran dans le *National Guardian* : « Deux ans après Suez, l'économie égyptienne ressemble plus que jamais à un énorme trust géant dirigé par le Big Business et le gouvernement » (20 avril 1959).

Aujourd'hui, les bénéfices des grosses compagnies sont, en moyenne, de deux à six fois supérieurs à ceux de 1952. Par contre, l'inflation, qui ravage l'Égypte depuis la fin de 1956, faiblement compensée par de maigres hausses de salaires, plonge les masses ouvrières et paysannes dans une misère croissante. En palliatif à cette misère, le gouvernement Nasser a promu une réforme agraire qui touche à peu près 250.000 paysans (soit plus de 1.200.000 personnes). Le but de cette réforme agraire est double : briser des structures féodales archaïques qui n'étaient qu'un frein au développement de la production agricole ; détacher de la masse de la paysannerie une couche plus aisée susceptible de fournir au régime une base dans les campagnes.

A cet effort correspond la formation, au sein de la bourgeoisie urbaine, d'une bureaucratie parasitaire extraordinairement rapace et très attachée au régime. Deux chiffres suffiront à montrer le caractère parasitaire de cette bureaucratie : en 1958, le gouvernement a consacré 18 millions de livres aux dépenses du ministère de la Santé et des Affaires Sociales ; la même année, il a consacré 17 millions de livres — soit un million de moins seulement — aux voyages des officiels à l'étranger.

Il suffit de transposer cette situation intérieure à l'échelle du Moyen-Orient tout entier pour avoir une image de ce qu'est la conception nassérienne de l'unité arabe ; c'est, en fait, la main-mise de la bureaucratie et du capitalisme égyptiens sur les richesses et les revenus de l'ensemble du monde arabe. La fusion de la Syrie et de l'Égypte, précipitée par les socialistes syriens du Baath pour empêcher que le parti communiste ne s'assure réellement le pouvoir en Syrie, s'est rapidement concrétisée par le contrôle des monopoles égyptiens sur l'économie syrienne.

(1) L'Égypte, si proche des pays gros producteurs de pétrole, ne produit même pas 50 % de sa consommation intérieure en pétrole.

« Les Syriens découvrirent que les hommes d'affaires et les industriels égyptiens dominaient leur marché intérieur, et mettaient même la main sur les débouchés du commerce extérieur syrien. Rien d'étonnant à ce que, il y a deux mois de cela, un groupe de 52 hommes d'affaires et financiers syriens se soit rendu au Caire pour se plaindre auprès du président Nasser du marasme économique que traverse la Syrie », écrit Abdul Aziz Zu'bi, dans *New Outlook* (mai 1959).

Aussi, lorsque Nasser affirme que la mise en commun des ressources pétrolières arabes est une des conditions du relèvement et de l'unité arabes, les pays gros producteurs de pétrole — dont l'Irak — font la sourde oreille.

Tant que les autres pays du Moyen-Orient restaient sous la coupe de cliques féodales proaméricaines, la tendance du capitalisme égyptien à l'expansion et au monopole était « objectivement » un facteur de progrès, car elle poussait automatiquement Nasser à combattre l'impérialisme occidental, le principal soutien au Moyen-Orient des régimes hostiles à cette expansion. Le 14 juillet irakien a complètement modifié la situation. Aussi longtemps que Noury-es-Saïd et Fayçal régnaient sur l'Irak, les chances de Nasser d'unifier le monde arabe sous sa direction, au sein de la R.A.U., étaient beaucoup plus grandes qu'aujourd'hui. Les conditions dans lesquelles a éclaté la révolution irakienne, son caractère, son développement, ses possibilités, tout la différencie de la révolution nassérienne dont elle a, de par sa seule existence, modifié la signification.

II. — LA REVOLUTION IRAKIENNE.

Le 14 juillet 1958 est l'aboutissement d'une longue lutte de tout le peuple irakien — à l'exception des gros propriétaires terriens féodaux — contre la dictature terroriste de Noury-es-Saïd ; les dernières manifestations ouvertes de cette lutte avaient été les révoltes de novembre 1952 et de l'automne 1956. Le renversement de Noury-es-Saïd fut le fait d'un véritable Front National, et la seule mesure d'aspect radical que prit à ses débuts le gouvernement Kassem fut la loi agraire du 30 novembre 1958, qui frappe les gros propriétaires terriens de manière assez modérée ; cette loi n'avait d'ailleurs pour but que de freiner la tendance des paysans pauvres à effectuer eux-mêmes une nouvelle répartition des terres. A côté de cela, Kassem a intégralement maintenu le coûteux appareil de répression policière mis en place par Noury-es-Saïd (2) ; il a souvent confirmé sa volonté de garder de bonnes relations avec l'Occident, et n'a quitté le pacte de Bagdad qu'à la dernière extrémité (le 24 mars).

Kassem voulait, sans aucun doute, suivre l'exemple de Nasser : entre ces deux hommes, et entre les équipes dirigeantes qu'ils représentent, il n'y a guère de différence. Mais la révolution irakienne a suivi un chemin tout autre que la révolution nassérienne. La grande raison de ce fait est la participation active des masses ouvrières et paysannes au renversement du régime dictatorial, leur refus de s'en remettre inconditionnellement à l'actuel gouvernement et leurs interventions régulières et brutales sur la scène politique irakienne. Comme l'écrit Shmuel B'aris : « La rue est devenue une force active du maintien de la révolution, et elle est allée souvent au-delà des désirs des dirigeants de cette révolution » (*New Outlook*, février 1959 : « Le chemin troublé de l'unité arabe ») (3).

La révolution irakienne bénéficie des conditions les plus favorables qui soient au Moyen-Orient :

(2) Kassem n'a jamais cessé de recevoir des armes de l'Angleterre.

1) Economiquement, les possibilités de l'Irak sont énormes ; c'est un pays sous-peuplé (5.000.000 d'habitants), cas unique au Moyen-Orient, très riche en pétrole, et qui dispose, entre le Tigre et l'Euphrate, d'immenses étendues de terres cultivables en friche ; les paysans et le prolétariat — surtout les ouvriers des exploitations pétrolifères — ont donc, beaucoup plus aisément qu'en Egypte, la possibilité rapide de sortir de leur misère, ils ont conscience de cette possibilité, ce qui accroît considérablement leur potentiel révolutionnaire.

2) Les partis politiques oppositionnels, et surtout le parti communiste, ont mené, sous Noury-es-Saïd, une lutte clandestine sauvage qui les a décimés, mais qui leur a aussi fourni des cadres à toute épreuve, et leur a épargné le discrédit où étaient tombés les partis politiques égyptiens. L'interdiction des partis politiques édictée par Kassem n'a donc pas eu d'effet réel, et les masses peuvent disposer effectivement d'organisations à leur service.

3) La présence d'une importante minorité kurde en Irak (1.000.000 de Kurdes), minorité très active et revendicative, rend plus difficile qu'ailleurs l'utilisation du fanatisme arabe pour détourner les ouvriers et les paysans de leurs revendications (4).

Dans ces conditions, la victoire politique remportée le 14 juillet par la bourgeoisie libérale et l'armée irakienne a mis en mouvement des milliers d'ouvriers et de paysans décidés à se battre pour leurs propres objectifs, et peu décidés à confier leur sort au gouvernement Kassem. Comme l'écrit ironiquement E. Sablier : « Pour le moment, l'industrie est au point mort : le prolétariat est trop occupé sur la place publique » (*Le Monde*, 27 mai 1959). Jusqu'ici, Kassem et son gouvernement, incapables de confisquer le mouvement à leur simple profit, de le détourner dans d'autres directions ou de le briser, se sont contentés de le freiner.

La lutte élevant avec une rapidité prodigieuse leur niveau de conscience, les masses irakiennes posent les problèmes avec une netteté et une fermeté qui créent en Irak une situation révolutionnaire. Spontanément ou sous l'impulsion des militants communistes de la base, elles constituent leurs propres organismes politiques et militaires : les conseils de paysans et d'ouvriers et les milices populaires. Ces organes tendent à former un second pouvoir en face du gouvernement. Une situation semblable à celle qui précéda l'octobre russe se crée peu à peu. Les politiciens et les journalistes bourgeois les plus lucides s'en rendent compte. Le *Times* du 14 mars écrit, au sujet des milices populaires : « Ce fut le contrôle temporaire des rues de Bagdad par les groupes de résistance populaires en décembre qui donna au régime un coup sérieux et conduisit le général Kassem à établir des règles pour leur conduite future... Si ces Soviétiques embryonnaires sont consolidés, et si leurs soutiens urbains sont armés, l'Irak approchera de l'avant-dernière étape d'une révolution semblable à celle d'octobre 1917. » Walter Laqueur écrit dans

(3) Cette participation active des masses populaires à l'évolution de l'Irak a eu le don de mettre en colère, entre autres, les sociaux-démocrates du Parti Socialiste Praja Indien. S. Dakshina Moorthy écrit, non sans exagération, dans l'organe officiel du P.S.P., « Janata » : « A Damas, à Bagdad, à Amman et au Caire, c'est, d'ordinaire, la populace turbulente (sic !) qui définit la politique du gouvernement par des meetings, des protestations et des manifestations violentes. » (19 avril 1959.)

(4) Kassem lui-même est d'origine kurde. La nouvelle constitution irakienne précise que la république irakienne est une république de Kurdes et d'Arabes.

Preuves : « Le plus important de ces organismes (de masse : NDLR) est le Mouvement de Résistance Populaire, autrement dit la milice, car il est armé. Sa naissance rappelle étrangement celle des Soviétiques et de la milice armée à Pétrograd et à Moscou en 1917, avec ces deux centres du pouvoir : le gouvernement non communiste et les organisations bolcheviques » (mai 1959). Le bulletin *Est-Ouest* fait la même constatation : « En dehors du gouvernement Kassem et de son armée, un autre pouvoir s'organise, celui de la rue, avec la milice, les comités locaux, etc., comme cela s'est fait partout où les communistes se préparaient à conquérir le pouvoir, à commencer par la Russie » (1-15 mai 1959). Dans le *New York Herald Tribune* du 1^{er} mai, Marguerite Higgins affirme : « La situation prérévolutionnaire de l'Irak est comparée à Washington avec la situation de la Russie prébolchevique. »

En face de l'armée de Kassem, qui compte 50.000 hommes (dont près d'un tiers a marché derrière le soulèvement contre-révolutionnaire du colonel Chaouaf, les 8 et 9 mars), la milice populaire représente une force sérieuse dont on ne peut évaluer à coup sûr les effectifs : E. Sablier, dans *Le Monde* (28 mai 1959), dit 50.000 ; *Est-Ouest* 250.000. Kassem a d'abord cherché à prévenir l'armement régulier des milices, puis à limiter leur zone d'action ; le 14 janvier, il déclarait : « En cas de guerre et dans d'autres circonstances, les forces populaires de résistance, l'Union Générale des Etudiants et autres éléments nationalistes ne doivent pas agir sans un ordre clair donné par le commandant en chef des forces armées » ; leur désarmement n'est plus possible, après le rôle décisif que les milices ont joué dans l'écrasement de la rébellion de Chaouaf ; Kassem cherche maintenant à les contrôler en mettant des hommes sûrs à leur tête.

En fait, leur rôle, dans un avenir prochain, comme celui des conseils d'ouvriers et de paysans, dépendra en grande partie de l'attitude qu'adoptera le parti communiste, seule organisation ouvrière solidement constituée. L'attitude traditionnelle des stalinien dans les pays coloniaux, et particulièrement dans le Moyen-Orient, a été de favoriser la constitution de *Fronts Nationaux* ou *Fronts Populaires* regroupant les organisations bourgeoises et ouvrières sur la base d'un programme antiimpérialiste et démocratique. Subordonnant l'élan révolutionnaire des masses prolétariennes aux exigences de leur bourgeoisie nationale — si réactionnaire soit-elle — le parti communiste a toujours empêché la révolution antiimpérialiste de se transformer en révolution sociale. L'essentiel, pour Moscou, est que les cliques dirigeantes qui confisquent à leur profit le mouvement révolutionnaire soient hostiles à la conclusion de pactes militaires avec les U.S.A., et prêts à entretenir des rapports amicaux avec la bureaucratie du Kremlin. Cette ligne politique est une constante du stalinisme, de l'alignement du parti communiste chinois derrière Chiang-Kai-Tchek (1927) à l'alignement du parti communiste irakien derrière Mossadegh (1953). L'exemple chinois et, à un moindre titre, l'exemple irakien, montrent que Moscou peut accepter tous les sacrifices programmatiques et même la liquidation de l'organisation communiste. A ce stade, les masses désarmées refluent, hésitent, se démoralisent très vite et se font écraser par la contre-révolution. Le premier soin de la réaction triomphante est toujours, d'ailleurs, de faire la chasse la plus impitoyable aux stalinien.

Il semble que Khrouchtchev soit aujourd'hui prêt à jouer, à l'égard de Kassem, le jeu que Staline a joué à l'égard de Chiang-Kai-Tchek, pour deux raisons : d'abord, toute révolution de caractère socialiste que l'armée rouge ne peut pas confisquer est un coup indirect porté à la

domination inconditionnelle de la bureaucratie russe sur l'U.R.S.S. et les pays satellites ; ensuite, une révolution socialiste en Irak mettrait le feu à tout le Moyen-Orient : à partir de ce moment, l'initiative des opérations échapperait totalement aux diplomates russes, anglais et américains, plus prêts à s'entendre entre eux qu'avec une révolution prolétarienne. Une révolution prolétarienne triomphante au Moyen-Orient donnerait une telle ampleur à la nouvelle vague de la révolution permanente que tout l'équilibre du monde serait remis en question. Le Moyen-Orient est un des centres énergétiques vitaux du monde, il est, depuis dix ans, le centre de la plus grande lutte antiimpérialiste moderne ; il est aussi l'un des points de friction les plus sensibles entre l'impérialisme stalinien et son homologue américain. Moscou doit donc faire tout son possible pour stopper la révolution irakienne au stade antiimpérialiste ; c'est d'ailleurs aussi l'intérêt primordial de Nasser et de Kassem. On voit donc que le rôle du parti communiste irakien est capital.

On sait fort peu de choses sur le parti communiste irakien. Il semble qu'on ne sache même pas qui est son secrétaire général. *Est-Ouest*, qui se vante d'être très bien renseigné sur la question, en donne deux différents à six semaines d'intervalle : Samir Abdallah, dans son numéro 212, et Salem Abdel dans son numéro 215. Décimé à la fin de 1946, tous ses chefs d'alors, ou presque, pendus, le parti communiste vécut, de 1947 à 1958, dans la clandestinité ; un nombre important de ses cadres ont passé par les prisons et les chambres de tortures. Ses effectifs ne devaient pas dépasser 1.000 membres avant juillet 1958 ; ils atteignaient 5.000 en octobre et doivent être, aujourd'hui, d'environ 15.000. Il pourrait en avoir dix fois plus, mais il est manifeste que la direction du parti communiste, parachutée de Moscou (les exilés), s'efforce le plus possible de détourner l'enthousiasme populaire vers les organisations voisines : combattants de la paix, organisations féminines, d'étudiants, milices populaires, etc., afin de pouvoir garder le plus facilement possible le contrôle du parti.

Malgré cela le parti communiste apparaît divisé en deux courants : une aile droite, stalinienne entièrement dévouée aux intérêts de la bureaucratie russe, que M. Sablier, du *Monde*, félicite pour sa bonne compréhension du marxisme-léninisme ; une aile gauche, constituée par les résistants de l'intérieur, par les cadres qui se sont formés dans la lutte contre la dictature et qui sont donc plus liés au prolétariat irakien qu'à la bureaucratie russe. L'aile droite, qui paraît (5) avoir en main les postes de direction supérieure du parti, est prête à toutes les concessions et désireuse d'appliquer jusqu'au bout la ligne du Front National (6), peut-être même au prix d'une disparition du parti lui-même : en effet, même quand elle joue un rôle de frein, une organisation ouvrière est, de par sa seule existence, un facteur important de prise de conscience, surtout au niveau auquel se trouvent les paysans et les ouvriers irakiens ; ensuite, il est plus facile de prendre et de conserver le contrôle d'une administration et d'une armée que d'anesthésier complètement un parti prolétarien dans une phase révolutionnaire ; enfin il est beaucoup plus important pour Khrouchtchev, dans le jeu diplomatique

(5) Toutes les précautions de style sont nécessaires pour parler de ce qui se passe à l'intérieur du P.C. irakien.

(6) Un de ses représentants, T. Mohammed, la définissait ainsi en juin 1958, à Prague : « L'issue, pour notre pays, se trouve surtout dans l'unité et le développement de la lutte de notre peuple contre l'impérialisme, pour la libération de nos richesses et de notre économie, pour rétablir avec le camp du socialisme des liens larges et multiples, pour le progrès dans la voie de la liberté et de la paix. » (*La Nouvelle Revue Internationale*, septembre 1958.)

qu'il poursuit, de pouvoir manœuvrer un gouvernement militaro-bourgeois soigneusement noyauté, comme celui de Kassem, que d'avoir en Irak un parti communiste fort... et peut-être au pouvoir. L'aile gauche, qui paraît surtout composée de cadres locaux du parti communiste, c'est-à-dire de ceux qui se battent, semble désireuse de lutter pour pousser plus loin la révolution antiimpérialiste dans le sens d'une transformation radicale du régime. Ces divergences intérieures au parti communiste représentent exactement le clivage entre une politique révolutionnaire et une politique de capitulation ; c'est au sein du parti communiste que se déroule sans doute l'épreuve décisive. Il est donc probable que, dans les prochaines semaines, nous verrons la direction et la droite du parti communiste s'allier avec Kassem contre la gauche du parti communiste ; c'est alors que se livreront les combats décisifs. Comme dit très bien Cliff Slaughter, dans *News-letter* : « Si la direction des ouvriers et des paysans irakiens reste aux mains des dirigeants qui placent les exigences de la politique étrangère soviétique avant les besoins des travailleurs, ce mouvement de masse sera battu » (16 mai 1959).

III. — PERSPECTIVES.

« Chacun sent venir la tempête. Les masses campent dans la rue, grondant, frappant sans discrimination... La populace irakienne est aujourd'hui effrayante, inhumaine, incontrôlable », écrit peureusement E. Sablier dans *Le Monde* (28 mai 1959). Allen Dulles, frère de Foster et directeur de l'Agence Centrale de Renseignements, disait, le 28 avril, que la situation en Irak était « aujourd'hui la plus dangereuse du monde ». La révolution est à l'ordre du jour en Irak.

Dès lors, si profonds que soient les divergences et les conflits d'intérêts entre Kassem et Nasser (7), si aigu que puisse être le heurt entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., tout ce beau monde est prêt à faire front contre la révolution irakienne, car le succès de la révolution irakienne et son extension, c'est la liquidation de Kassem et de Nasser, c'est un coup dur porté à l'impérialisme stalinien et à l'impérialisme américain. Une première vague de la révolution permanente, en 1952, a fait de Nasser, dictateur ultranationaliste, le leader de la lutte du monde arabe contre l'impérialisme ; la seconde vague, qui déferle depuis juillet 1958, rejette peu à peu Nasser dans le camp de l'impérialisme occidental (8), et fait de Kassem le nouveau, mais aussi éphémère, leader des masses arabes ; la troisième vague, qui prépare l'irruption des masses en maîtresses sur la scène politique internationale, rejette rapidement Kassem sur les positions de Nasser. Une dialectique impitoyable mène les événements. Tout le problème est de savoir si le prolétariat irakien sera battu par la coalition internationale dressée contre lui. Si oui, on ne peut prévoir jusqu'où s'étendra le reflux. Dans le cas contraire, on ne peut que supposer les conséquences extrêmement importantes qu'aurait, pour la classe ouvrière internationale, le succès d'une révolution prolétarienne au cœur même de la guerre froide et de l'affrontement des impérialismes.

Jean-Jacques MARIE.

(7) Les radios du Caire et de Bagdad, qui injuriaient copieusement Kassem jusqu'à la mi-mai, ont, depuis cette date, cessé de l'attaquer, et ne s'en prennent plus qu'aux communistes.

(8) Le *Journal de Wall Street* écrivait le 16 mars : « Plus que jamais, Nasser apparaît comme le meilleur espoir de l'Occident pour mettre un terme à la mainmise des communistes sur tout le Moyen-Orient ».

A propos de "Marxisme, philosophie, science"

(On lira ci-dessous la lettre que nous a adressée une abonnée de la Haute-Loire, et qui critique le début de l'étude « Marxisme, philosophie, science », de notre collaborateur G. Bloch — voir « La Vérité », n° 513 — dont la suite paraîtra dans notre prochain numéro.)

L'ANALYSE de tous les grands « systèmes » philosophiques occidentaux permet de découvrir, à la base de ces systèmes, ce que leurs auteurs appellent une « exigence naturelle d'ordre et de sens » : c'est elle qui sert de fondement au système théoriquement bâti à partir d'elle. Elle voudrait être le support concret de chacun d'eux : il serait « naturel » à l'homme d'exiger un « ordre », de donner un sens. Hamlet résume pour tout l'Occident cette inquiétude dite naturelle. « Être ou ne pas être », il faut choisir. Au bout de la route du scepticisme, notre esprit désincarné choisit un ordre, librement ou nécessairement selon les systèmes, et s'applique à le reconstruire en un édifice parfaitement cohérent avec lui-même et qui conduit par une logique (irréfutable à l'intérieur de chacun des

systèmes) à une non moins irréfutable notion de Dieu — aboutissement logique, et qu'on voudrait faire croire naturel, de l'ordre rationnel qui lie les termes de l'édifice. Quel est cependant le contenu réel qui légitime l'édifice ? On nous a déjà répondu : l'exigence d'ordre spécifique de l'espèce humaine, l'exigence rationnelle de départ. Cette exigence est-elle réellement naturelle ?

En premier lieu, il n'est pas contestable que cette fameuse exigence est indissolublement liée aux philosophies occidentales. C'est en Occident que s'est élaborée et instituée avec le plus de force une structure économique et sociale fondée précisément sur la substitution à des rapports humains normaux de rapports de production progressivement désagrégés en valeurs marchandes parfaitement « rationnelles » mais en même temps parfaitement déshumanisées. Cette structuration rationnelle du réel, cette rationalisation progressive, si elle apparaît nettement dans l'aliénation de la marchandise en valeur marchande, puis dans celle de la valeur marchande en argent, devient inhumainement évidente quand elle accompagne, en la légitimant, l'aliénation du travail en propriété travail susceptible d'achat et de vente, c'est-à-dire en marchandise. Il serait trop long d'ana-

lyser ici à quel moment précis de l'exploitation capitaliste est créée l'exigence rationnelle, mais il est évident qu'elle grandit, s'épanouit et... se désagrège avec la construction capitaliste elle-même. Elle reste étroitement liée à la construction de la société bourgeoise. L'histoire de la philosophie nous permet de la voir s'épanouir au XVII^e siècle en grandes unités systématiques, puis se préciser en langage pré-révolutionnaire dans les systèmes philosophiques du XVIII^e siècle. Nous la voyons aujourd'hui s'émietter ou résister en quelques ultimes tentatives, exactement au rythme de l'émiettement et de la résistance du capitalisme mondial.

Ainsi l'exigence rationnelle ne nous apparaît pas comme naturelle, mais bien plutôt comme créée, produite par la société capitaliste. Le rationnel est à la conscience ce que le droit est à une société : une juridiction intérieure, une défense, une sauvegarde. Il trouve naturellement son expression parfaite dans « l'esprit de système » propre aux philosophies occidentales, véritable défense contre ce qu'il est convenu d'appeler le « chaos », et qui n'est ni plus ni moins que la vie dans son incapacité provisoire de s'exprimer dans une société organisée précisément pour qu'elle soit « chaos ». Ce qui est stric-

tement inhumain, c'est que, au moment où le travailleur vend son travail, la raison se nourrit d'une valeur réelle et que le travailleur lui-même légitime, à son corps défendant, cette objectivisation de lui-même, parce que, dans cet acte rationnel, sa propriété, c'est lui. (On voit, dès lors, pourquoi le travailleur ne peut pas se défendre contre lui-même et contre les contradictions d'un « monde à l'envers » à la charnière duquel il se trouve, sinon seulement en transformant cette structure même.)

Si donc nous réduisons l'exigence rationnelle d'« exigence naturelle » à « exigence créée », que reste-t-il à la philosophie ? A la fois peu et beaucoup. Il lui reste ce besoin de saisir la totalité propre à tous les domaines de la recherche, et qu'il serait illusoire d'appeler exigence « philosophique », car c'est, finalement, l'exigence de tout homme vivant. C'était, en particulier, l'exigence première de toutes les sciences particulières, à laquelle il semble qu'elles aient, d'ailleurs, renoncé. La spécialisation rationnelle transforme chaque science en système clos, exactement de la même façon et avec la même logique irréfutable que dans les systèmes philosophiques. A mesure que se spécialisent les sciences, ce sont les lois qui comptent, et non plus le substrat matériel. Une savante élaboration conceptuelle, dans laquelle on retrouve la traditionnelle exigence d'ordre des philosophies rationalistes, les éloigne, volontairement cette fois, de la donnée matérielle première. C'est, pour les sciences, un principe méthodologique que cette rationalisation du réel. C'est dire que, autant sur ce qu'il est convenu d'appeler science que sur ce qu'il est convenu d'appeler philosophie, le rationnel, et, par et à travers lui, la structure d'économie capitaliste laissent leur trace.

Quel est, dans cette perspective, le sens de la question souvent posée, aussi bien du vivant de Marx que de nos jours : le marxisme doit-il être considéré comme une science ? Doit-il être considéré comme une philosophie ?

Laisser Marx répondre lui-même, c'est compter sans le recul historique. C'est compter sans l'histoire du mouvement ouvrier, sans l'histoire des idées, sans même celle des mots. Il est bien évident, par exemple, que, lorsque Marx niait la philosophie et voulait faire du matérialisme dialectique une science, il employait des mots dont le contenu est aujourd'hui différent. Il semble bien que la pensée de Marx n'ait été ni « philosophique », ni « scientifique », mais qu'il ait sans cesse critiqué philosophie par science, fait vivre et renaître l'une et l'autre, l'une par l'autre, en les unifiant dans l'action. Vouloir, dans l'œuvre de Marx, opérer la discrimination de ce qui est science et de ce qui est philosophie serait tâche très difficile, et, en tout cas, bien artificielle. Je pense cependant que ce qui reste aujourd'hui de ce que l'on peut appeler le « marxisme-philosophie » est ce qui, dans la pensée de Marx comme dans l'action ouvrière qui s'en inspire, s'insère dans un monde marqué par la domination de la classe bourgeoise, et en porte par conséquent la marque. C'est, par exemple, le *Manifeste Communiste*, traduction en langage ration-

nel (exigence d'ordre, déduction logique) de la recherche, de l'analyse dialectique, « scientifique » des œuvres de sociologie du jeune Marx. De toute façon, encore une fois, la distinction est artificielle ; elle ne tient pas compte de l'élément unifiant de ces termes : l'action vécue de Marx.

Faire affronter, réfuter l'un par l'autre marxisme-science et marxisme-philosophie me semble vain, car science et philosophie subissent au même titre la mécanisation rationnelle du réel. Ce qui est faussé, ce n'est ni la science ni la philosophie (si tant est que l'on puisse actuellement donner un contenu à ces mots), mais l'esprit scientifique du monde bourgeois aussi bien que l'esprit philosophique du monde bourgeois. Ces deux domaines de la recherche sont atteints du même mal.

Quel peut être le remède ? Il vient tout naturellement à l'esprit : retourner — puisqu'on s'en était éloigné — aux contenus réels. On a essayé de le faire, en reculant momentanément le problème, en donnant au mot un autre sens : la philosophie, science des sciences, essaierait de rassembler en une seule toutes les connaissances disparates et spécialisées. Cette nouvelle « philosophie » ne sera pourtant jamais qu'un ramassis conceptuel dont l'unité reste parfaitement illusoire. (Ce que sont, en général, toutes les philosophies contemporaines.) Le seul retour possible à l'unité est celui qui s'orienterait vers la totalité concrète du connaissable. On s'aperçoit aisément que cette orientation peut s'appliquer aussi bien à la philosophie qu'à la science, mais, cette fois, à une science qui, refusant de fonder son unité sur un mécanisme conceptuel de base « raison », serait reconstruite intérioritément par une dialectique unifiante (c'est le sens qu'avait, pour Marx, le mot « science »). Il faudrait trouver un terme nouveau pour désigner, dans le cadre de l'actuelle société, cette philosophie-science réconciliée en une réalité nouvelle.

Mais cette réconciliation est impossible sur le terrain de la société bourgeoise. Il était d'ailleurs fatal, et sans doute nécessaire, que le marxisme, s'insérant dans l'histoire, subisse lui-même cette rationalisation, tant sur le plan scientifique que sur le plan philosophique. Nous sommes enfermés dans les actes, la pensée et le langage d'une société où la raison n'a jamais été chargée — magnifique travail de police — que de rassembler des termes disparates, et de qualifier ce rassemblement d'unité. L'esprit de l'occidental moyen se satisfait en parcourant l'échelle de l'infiniment petit à l'infiniment grand, et en expliquant l'un par l'autre. Il trouve même, dans cette entreprise, le fameux « vertige » moral qui lui donne bonne conscience. Cela est parfaitement normal dans le cadre de l'actuelle société. Pour la même raison, la pensée de la conscience révolutionnaire d'avant-garde, positive et valable à condition qu'elle se maintienne sans cesse à l'extrême pointe d'elle-même, toujours ouverte à toutes les sollicitations et à tous les dépassements, doit s'épanouir et ne peut pas ne pas se formuler dans une action et un langage propres au monde où elle vit. De là le danger constant, le risque constamment couru par des notions

telles que celle de « lutte des classes » lancées dans le circuit rationnel. La conscience d'avant-garde doit connaître ce risque constant, et vivre cette contradiction qui se résoudra non par l'action révolutionnaire, mais dans l'action révolutionnaire. (L'action ne résout pas les problèmes de la pensée, la pensée ne résout pas les problèmes de l'action, mais il naît de leur conditionnement réciproque, de leur choc, une réconciliation vivante, une réelle reproduction.) C'est dire qu'il est impossible, dans les cadres sociaux actuels, de ne pas courir le risque rationnel. C'est dire que ce risque ne sera supprimé qu'avec le changement du monde qui modifiera le contenu de la pensée. L'exploitation supprimée, il n'y aura plus de problème « marxisme, science ou philosophie », plus d'exigence systématique ni d'exigence d'ordre, seulement une exigence de compréhension du tout concret. Jusque là, la querelle est vaine et reste une dispute terminologique creuse, finalement formelle et « rationnelle ». Partir en bataille sur des mots, c'est, pour la pensée révolutionnaire, un gaspillage inutile de temps et de force.

Mais alors, si la possibilité de l'épanouissement d'une telle exigence se trouve reportée à un avenir post-révolutionnaire, nous est-il interdit de vouloir, dès maintenant, « comprendre le tout concret » ? Certainement pas, dans la mesure où nous connaissons notre « rationalité », et c'est le marxisme lui-même qui nous donne la réponse et le seul sens possible et valable de cette orientation. En effet, s'il est analyse du monde, il est aussi et surtout transformation de ce monde. Par et dans sa prise de conscience, par et dans la lutte, l'ouvrier qui se bat vit et pense à la fois cette « science-philosophie » elle-même. Dans son action transformatrice se réconcilient en une compréhension pratique du réel, « l'universel concret et l'individuel abstrait », dans ce que Marx n'a pu qu'appeler d'un terme nouveau : la « praxis ». Au travailleur du monde capitaliste, il n'est permis de vivre cette praxis que dans la perspective d'une transformation du monde. Ce serait d'ailleurs dénaturer le marxisme (dénaturation fréquente, à laquelle le stalinisme n'est pas seul à avoir contribué) que de vouloir atteindre, au-delà d'un « grand soir » révolutionnaire, une synthèse parfaite, un homme total créé de toutes pièces. Ce serait retomber dans les erreurs rationalistes, faire de cette synthèse l'effet déterminé d'une cause. Dans une « transformation », au contraire, le moment privilégié de la synthèse reste purement fictif. Une transformation, c'est une synthèse en voie de transformation qui, aussitôt créée, se dépasse elle-même. Ce dépassement perpétuel, cette transformation de l'homme par la transformation du monde, cette récréation de chaque instant, cette révolution permanente, ce doit être précisément l'attitude et le comportement du marxiste-révolutionnaire, ce doit être et ce ne peut-être que l'attitude du militant. Ainsi se nouent et se dénouent, s'affrontent et se réconcilient, l'impossibilité et la possibilité de la synthèse, le « pré » et le « post » révolutionnaire dans une pensée agissante ou une action pensante en perpétuelle et volontaire transformation.

M. P.

Sur tous ces points le jury a pris connaissance de tous les documents qu'il a pu se procurer et Renard a répondu à toutes les questions posées. Des ouvriers de la R.N.U.R., témoignant spontanément à l'appel du jury, sont venus apporter des précisions sur le rôle et l'activité de Renard depuis 1947.

En conclusions, sur le vu et l'étude des documents en sa possession et qu'il tient à la disposition de toute personne intéressée, le jury :

- précise qu'aucune période incriminée de la vie syndicale de Renard ne témoigne d'une activité provocatrice et policière au service du patronat ;
- constate que sur toutes les accusations formulées contre Renard, y compris celle de fraternisation avec les Nazis, aucune preuve n'a été apportée ; ces accusations relèvent de la calomnie et de l'injustice ;
- regrette que des responsables syndicaux puissent porter d'aussi graves accusations, tout en se refusant de fournir des preuves ;
- estime qu'un militant ouvrier calomnié est justiciable du mouvement ouvrier tout entier et non de sa seule organisation ;
- déclare que de tels procédés sont préjudiciables à l'intérêt de la classe ouvrière et de son unité.

Ont signé :

BLANC (F.O.R.N.U.R.), LUCENTE (C.F.T.C.), AULONG (S.E.R.P.),
GUETTATI (M.T.L.D.), KAHOUADJI (S.N.I.).

II. — EXTRAITS DU JUGEMENT

DE LA 7^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE

(Poursuites en injures et diffamation de Renard contre l'Humanité)

JUGEMENT DU 21 JUILLET 1953

Attendu que Daniel Renard, ouvrier métallurgiste, a fait citer Gaston Tessier, directeur de la publication du journal L'Humanité et la Société Nouvelle du journal L'Humanité, prise comme civilement responsable, pour diffamations et injures, en raison de la publication, dans le numéro du 4 décembre 1952 dudit journal, d'un article intitulé : « Soutenus par la police, deux trotskystes, candidats de division », commençant par : « Deux candidats de division... » et finissant par « ... n'en vont cependant pas mieux », et contenant les deux passages suivants retenus comme diffamatoires et injurieux dans la citation :

« Ce sont les mêmes qui, sous l'occupation, appelaient à la fraternisation avec les nazis », et
« Voilà l'agent du patronat, le policier Renard qu'il importe de démasquer auprès des électeurs du premier secteur qu'il voudrait tromper » ;

que Renard demande la condamnation de Tessier aux peines prévues par la loi, et en outre, en 1.000.000 de francs de dommages-intérêts, et à la publication du jugement dans cinq journaux ;

Attendu que Tessier n'a pas offert de faire la preuve de la vérité des faits diffamatoires (...)

Par ces motifs :

Condamne Tessier à la peine de 12.000 francs d'amende (...)

LA CALOMNIE STALINIENNE FACTEUR DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

LA CALOMNIE STALINIENNE

facteur de division

Le 24 avril 1959, les cellules du P.C.F. des ateliers Lavalette, à Saint-Ouen, ouvraient un nouveau chapitre dans l'histoire des calomnies staliniennes contre les révolutionnaires, en reprenant, dans un tract, les accusations les plus écablées, répétées de longue date, contre le militant trotskyste Daniel Renard, ouvrier chez Lavalette, secrétaire de la section syndicale F.O. de Fusine, et contre les trotskystes en général. C'est le dossier de cette affaire que nous publions dans la présente brochure ; affaire dont il importe de dégager la signification politique.

**

Une propagande massive, par des journaux, des tracts, des communiqués et des discours, veut présenter les staliniens comme les seuls partisans authentiques de l'unité ouvrière. Toutes les autres formations qui n'acceptent pas ce dogme voient leurs membres qualifiés de diviseurs, d'agents du capitalisme, d'espions et de flics. Le stalinisme, ici avec les calomnies, là-bas avec le coup de revolver dans la nuque, veut accapiter ses préférences à un monopole que les événements infirment en tout point.

Car si, pour ne prendre qu'un exemple, Mollat a trahi le socialisme en frayant la voie à de Gaulle, on ne peut tout de même pas oublier que, lorsque la Fédération de l'Éducation Nationale (autonome) lança, pour le 30 mai 1958, son ordre de grève générale contre la dictature, ce fut en vain qu'elle sollicita la participation de la C.G.T. Mauvais et Frachon ne s'associèrent pas à l'action des enseignants. Cela pour un passé récent : pour juger du caractère unitaire de la politique des staliniens dans un passé plus lointain, le tract édité par la Fédération Seine-Ouest du P.C.F. contre Daniel Renard se suffit à lui-même. Ce tract se réclame, en effet, d'une politique dont le « produit d'abord, revendiquer ensuite », la « grève, arme de classe des trusts », Thorez vice-président du gouvernement présidé par de Gaulle, la collaboration aux massacres des fellahs algériens à Sétif et à Guelma (mai 1945) furent les jalons ; et cela aux fins de légitimer, en 1959, des méthodes qui n'ont rien de commun avec les intérêts de la classe ouvrière.

Mais, après tout, c'est le droit des staliniens de préconiser une politique de collaboration des travailleurs avec la bourgeoisie. C'était leur droit, hier, d'estimer que, dans la grève d'août 1953, les ouvriers de chez Renault ne devaient pas débayer. C'était encore leur droit de mêler, au parlement, le 12 mars 1956, leurs votes à ceux des députés réactionnaires Reynaud, Bidault, etc., en faveur des pouvoirs spéciaux demandés par Moller-Lacoste pour faire la guerre totale en Algérie. C'est encore leur droit de s'opposer tout d'abord au plan de nationalisation de l'enseignement du Comité National d'Action Laïque, sous prétexte de « ne pas rompre l'unité du pays », pour opérer, la semaine suivante, un virage en épingle à cheveux et s'y rallier.

— 2 —

Ceci dit, et nous le pensons dans l'intérêt des travailleurs, nous nous réservons le droit de critiquer fraternellement telle ou telle position de Force Ouvrière ou d'un de ses militants que nous estimions contraire à la réalisation de l'unité.

Nous pensons que F.O. assistera à l'entrevue que nous aurons, le 28 avril, à la Direction et, qu'en cas de refus à nos revendications, la Section Syndicale F.O. ne refusera pas de discuter avec nous sur les décisions à prendre pour les obtenir.

Recevez, Chers Camarades, nos fraternelles salutations.

Pour le bureau :
L. MEDINA.

ANNEXES

I. — CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE DU JURY D'HONNEUR

SUR L'AFFAIRE RENARD

A la demande de Daniel Renard, les organisations suivantes : Syndicat Renault F.O., Section syndicale Renault C.F.T.C., Section Renault du M.T.L.D., S.N.I. et S.E.R.P. (sections Boulogne-Billancourt), réunies les 25 janvier, 8 et 15 février, 29 mars 1953, constituées en jury d'honneur, ont pris connaissance des accusations lancées dans la presse : L'Humanité des 2, 4, 6, 10 décembre 1952, L'Œuvre du 26 février 1953 et Vie Ouvrière du 19 février 1953, ainsi que dans les différents tracts anonymes diffusés dans les H.L.M. du 14^e arrondissement contre Daniel Renard, ouvrier métallurgiste à la R.N.U.R.

Dans un but d'objectivité et d'information, le Comité a fait appel à toute personne et organisation susceptibles d'apporter des éléments d'information ou des témoignages sur l'activité passée de Daniel Renard.

Il a demandé, le 25 janvier 1953 et le 5 février 1953, au syndicat C.G.T. Renault de participer aux travaux du jury d'honneur.

Le jury constate la carence des représentants C.G.T., qui n'ont pas cru devoir répondre à l'invitation du Comité, mais qui ont repris dans le Métallo de chez Renault (Vie Ouvrière du 19 février 1953), et dans les mêmes termes, les différentes accusations déjà lancées sans y apporter aucun fait nouveau.

Le jury ne tient pas à apporter des appréciations sur la politique passée ou présente du P.C.I., mais des accusations d'une telle gravité, portées contre un ouvrier, dépassent le caractère d'une lutte politique et intéressent l'ensemble de la classe ouvrière.

Le jury, après avoir examiné les documents, a relevé cinq accusations qui tendent à montrer Renard comme un agent provocateur au service du patronat et de la police :

- 1° Exclusion du Comité Central de Grève (octobre 1947) ;
- 2° Mutation dans les différents départements de l'usine Renault ;
- 3° Provocation ayant eu pour conséquence de faire chasser deux délégués de l'usine : Fiquenet et Charrière ;
- 4° Opposition des travailleurs de l'A.O.C. à la venue de Renard ;
- 5° Action provocatrice pendant la grève de février-mars 1950.

— 16 —

LETTRE OUVERTE DE LA SECTION SYNDICALE C.G.T. DE CHEZ LAVALETTE A LA SECTION SYNDICALE F.O.

Saint-Ouen, le 27 avril 1959.

Chers Camarades,

Dans un tract, du 27 avril 1959, F.O. demande à notre organisation de prendre position sur un tract du P.C.F. mettant en cause le secrétaire de leur organisation et cela sous le prétexte que des communistes seraient militants à la C.G.T.

Nous tenons à dire, une fois de plus, que tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses, ont leur place dans la C.G.T. et le droit, en dehors de notre organisation, de défendre les opinions qu'ils estiment justes.

La seule chose que nous demandons aux militants de la C.G.T. c'est de respecter les décisions de leur organisation et de défendre les intérêts des travailleurs.

Chez Renault, RENARD, alors membre de la C.G.T., fut exclu de celle-ci pour avoir contrevenu à ses principes et avoir combattu systématiquement auprès des travailleurs les décisions de la C.G.T. et tenté de saboter les mouvements organisés par celle-ci.

C'était le droit du Syndicat Général C.G.T. de chez Renault et les travailleurs de cette entreprise ne le lui reprocheront certainement pas puisqu'ils viennent, à près de 73 %, d'accorder leurs suffrages à la C.G.T. aux élections de délégués du personnel.

Chez LAVALETTE, RENARD N'EST PAS membre de notre organisation syndicale, nous n'avons en tant que tel pas à le juger. Il est secrétaire de F.O. et cela regarde cette organisation.

Comme nos camarades de Force Ouvrière le reconnaissent, nous voulons l'UNITÉ de tous les travailleurs de l'Entreprise, parce que nous savons que c'est le seul moyen d'obtenir satisfaction à nos revendications.

L'UNITÉ de tous les travailleurs chez LAVALETTE implique l'unité entre C.G.T. et F.O. parce que chacune d'elle est une partie des travailleurs.

Notre organisation n'entend qu'aucun de ses membres mette en cause la réalisation de cette unité, partant de ses opinions personnelles, sur tel ou tel dirigeant de F.O.

Lorsque nous discutons avec les responsables de F.O. nous exigeons de nos militants qu'ils ne voient en ceux-ci que les représentants des travailleurs faisant confiance à cette organisation.

L'unité a commencé à se réaliser entre nos deux organisations, nous entendons que cela continue jusqu'à la réalisation complète de l'unité d'action, qui seule permettra la satisfaction des revendications communes à tous les travailleurs, et ceux-ci ne pourront que juger l'organisation qui briserait cette unité en se servant de prétextes qui n'ont rien à voir avec le mouvement syndical et encore moins avec les revendications et les besoins urgents des travailleurs.

Sur toutes ces positions, la discussion est possible et nécessaire. La démocratie ouvrière, le libre jeu des tendances à l'intérieur de la classe ouvrière, le respect de la libre discussion dans le mouvement ouvrier, permettront de déterminer, par une large confrontation, quelles sont les positions conformes aux intérêts des travailleurs. Mais ce qui est inadmissible, c'est, ici, la calomnie, le faux, c'est le coup de revolver dans la nuque ou le potance, là où les staliniens disposent du pouvoir d'état. Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Kostov, Nagy, des trotskystes, des anarchistes, des socialistes ont payé de leur vie le simple fait qu'ils entendaient utiliser le droit imprescriptible d'une tendance ouvrière à défendre son point de vue, dans le respect de la démocratie ouvrière. Cela, personne ne peut l'accepter. Et que les dirigeants staliniens n'essent pas de nous opposer les crimes perpétrés par l'impérialisme ! Il est vrai que celui-ci, pour la défense de ses privilèges, a recours au mensonge, au meurtre, au génocide. Est-ce une raison pour qu'une tendance, qui se prétend ouvrière, utilise les mêmes méthodes ? Que, pour la défense des intérêts de l'United Fruit, l'impérialisme américain ait écrasé la révolution guatémaltèque, ou que, pour la défense des intérêts des gros colons, l'impérialisme français veuille maintenir le peuple algérien sous la botte, cela justifie-t-il la répression russe contre les légitimes aspirations à la liberté et au socialisme de la révolution hongroise ?

Daniel Renard n'a jamais caché ses convictions trotskystes. Devant le tribunal qui l'a condamné, lui et trois autres rédacteurs de La Vérité, à six mois de prison avec sursis, il a défendu ses opinions. Des témoins, militants ouvriers de toutes tendances, tels que Pierre Tribié, secrétaire de la C.G.T.-F.O., Idé Boireau, secrétaire de la Fédération des employés F.O., Alexandre Hébert, secrétaire de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique, Marcou Pivert, dirigeant socialiste, Georges Lauré, secrétaire général de la F.E.N. autonome, etc., bien que ne partageant pas le point de vue de tendance de Renard et de ses camarades, sont venus apporter à ce procès le témoignage de leur solidarité face à la répression. Une telle attitude est la seule digne de la classe ouvrière, pour qui les divergences de tendance doivent se faire devant la bourgeoisie. Pour les staliniens, cette notion n'existe pas. C'est ce que nous allons montrer par la simple analyse du tract en question.

1° On y lit :

« Chez Renault, après avoir, par son attitude aventurrière, tenté de saboter certains mouvements revendicatifs, et voulant se servir de la C.G.T. comme tribune pour cracher son venin, Renard fut chassé de cette organisation syndicale. »

Premier faux : Renard fut exclu essentiellement parce qu'il a refusé, en 1950, de considérer la Yougoslavie de Tito comme un pays fasciste. L'Humanité du 26 janvier 1951 relate l'exclusion de Renard en ces termes :

« Renard, agent de Tito, a été chassé du syndicat.

« Il a fait ouvertement la propagande pour Tito, et toute son activité au sein du syndicat était consacrée à faire l'apologie du régime du dictateur de Belgrade, de l'homme qui a vendu son pays à l'impérialisme américain... le Mussolini de Belgrade... etc., etc. »

2° Les trotskystes, en 1945, n'ont jamais caché qu'ils étaient hostiles au « produire d'abord » prôné par Thorez. Et ils ont lutté pour faire prévaloir leur point de vue, qui s'est avéré celui de l'immense majorité : de 1945 à 1947, les travailleurs ont fait grève sur grève, traités de saboteurs, voire de pro-nazis, par les bonzes du P.C.F. (les ouvriers de la presse, en 1945, furent ainsi calomniés par le défunt Croizat).

Notons que, sous cette même accusation absurde de « mettre des grains de sable dans le moteur d'un avion », qu'ils reprennent aujourd'hui, les stalinien ont réussi à faire arrêter, en 1945, par la gendarmerie de l'air, un militant trotskyste, qui fut libéré devant l'innocence des accusations formulées contre lui.

3° Les trotskystes, lit-on dans le tract, fraternisaient avec les nazis.

Or, partageant le sort de nombreux autres militants trotskystes, Marcel Hic, secrétaire général du P.C.I., est mort au camp de concentration de Dora ; le trotskyste Gérard Bloch, condamné à 12 ans de travaux forcés par un tribunal de Vichy, fut déporté à Dachau ; il a été condamné, avec Daniel Renard, à six mois de prison avec sursis pour son action contre la guerre d'Algérie ; deux des vingt-sept fusillés de Châteaubriant, le 22 octobre 1941, Marc Bourhis et Pierre Guegen, étaient des militants trotskystes ; etc.

La place limitée dont nous disposons nous interdit de répondre point par point au tract calomnieux diffusé contre Daniel Renard. Il est plus important d'en rechercher les mobiles véritables.

A quel niveau de l'appareil stalinien la décision de rédiger et de diffuser ce tract a-t-elle été prise ? Le style volontairement « ordurier » (encore que les épithètes « chiens puants », « hyènes sanglantes », etc. soient monnaie courante dans le langage hautement imagé des procureurs russes à la Vichytsky) pourrait amener à penser qu'il s'agit là d'une initiative locale. Il n'en est rien. Le tract reprend des calomnies forgées au cours d'une période qui va de 1943 à 1959. L'activité de Renard (chez Renault, Genève, etc.) est suivie sur plus de quinze années. Il est évident que les « archives » qui ont servi de matériaux à la rédaction du tract, intitulé « Un calomnieux démasqué », sortent directement du siège du comité central du P.C.F. Ce n'est pas au niveau de la section, ni même de la fédération que la décision a été prise. Elle l'a été par le secrétariat du P.C.F., au carrefour Châteaudun.

Une deuxième question. Pourquoi les Thorez, Duclos, Fajon, Mauvais et autres ont-ils choisi ce moment pour attaquer les trotskystes ? En général, les stalinien lancent leurs attaques calomnieuses à des périodes très précises : lorsque les trotskystes, intervenant dans les mouvements des masses, appellent les travailleurs à l'action révolutionnaire contre le régime. Telle a été notre position en 1945, en 1947, en 1953, en 1955. Alors, pour contraindre les masses à ne pas sortir, dans la lutte, des cadres du régime capitaliste, les stalinien attaquent les trotskystes, les révolutionnaires. Leur but est simple : effrayer les militants ouvriers en dressant au-dessus de leurs têtes la campagne de calomnies contre les trotskystes ; enfermer ces derniers dans un ghetto politique. Il serait puéril de nier que les stalinien, s'ils ne sont pas arrivés à faire avaler aux masses leurs calomnies contre les trotskystes — ceux-ci ont toujours joui de l'estime et de la sympathie de larges couches de travailleurs, y compris des militants de base du P.C.F. — ont malgré tout réussi à contenir les luttes ouvrières dans les limites du parlementarisme bourgeois, et les trotskystes à reculer également de ce fait. Les mouvements de masse terminés, l'attitude des stalinien se modifie du tout au tout : après la calomnie, le silence le plus total.

Mais alors pourquoi, aujourd'hui, un tel tract ? Dans une période où les masses sont encore largement en reflux, où les trotskystes, conscients du rapport de forces momentanément défavorable à leur classe, ne lancent pas les mots d'ordre offensifs de la grève générale et des manifestations de masse (telle était notre politique jusqu'au 1^{er} juin 1958) ? Pourquoi les Thorez-Duclos reprennent-ils leur campagne de calomnies ? Il ne peut y avoir qu'une explication. La base du P.C.F. est profondément

NI DUPE, NI COMPLICE

Il suffit. Laissons les calomnieux à leur sale besogne. Que le parti communiste passe son temps à salir des militants ouvriers prouve une singulière conception de l'unité ouvrière et de la défense des travailleurs. Mais la C.G.T. est-elle le parti communiste ?

Parce que des délégués de la C.G.T. ont participé à la diffusion de cette sale, la section syndicale F.O. remettait, le 24 avril 1959, à la C.G.T., une lettre disant : « En conséquence, la section syndicale C.G.T.-F.O. décide de s'abstenir de tout contact avec la C.G.T. jusqu'à ce que cette organisation définitivement sa position à son égard. »

Nous ne demandons pas à la C.G.T. de désapprouver la politique du parti communiste, pas plus que nous lui demandons d'approuver « Force-Ouvrière ». Nous lui demandons simplement de militer en faveur de méthodes loyales dans le mouvement ouvrier.

Elle veut l'unité ? Nous la faisons !

Elle veut se battre sur la question des salaires ? Nous étions prêts à le faire ensemble, ce même 24 avril, où un tract, rédigé en commun, devait poursuivre l'action entreprise par la lettre commune du 23 avril à la Direction.

Mais nous ne pouvons tolérer, qu'affublés de l'étiquette C.G.T., des membres du parti communiste français fassent des grimaces, donnent des poignées de main qui se veulent cordiales aux militants responsables de « Force-Ouvrière » dans le même temps que, sous l'étiquette du parti communiste, ils traitent ces mêmes militants dans la boue en les couvrant d'injures.

Militants et responsables de la C.G.T., vous prétendez ne pas être le parti communiste ! Vous avez aujourd'hui une occasion magnifique d'en faire la démonstration : **CONDAMNEZ PUBLIQUEMENT CES PROCÉDES QUI EMPOISONNENT LE MOUVEMENT OUVRIER.**

AUX TRAVAILLEURS

Nous sommes les premiers à déplorer ces incidents. Nous avons toujours tenu à éviter toute polémique stérile. Nous avons tenté de faire œuvre utile en défendant des revendications particulières, en intervenant sur la sécurité, en avançant des revendications nous paraissant les plus aptes à vous défendre.

En présentant, les 12 et 13 mai, notre liste de délégués aux élections nous avons le sentiment d'avoir rempli notre tâche. Rejoignez les rangs de « Force-Ouvrière », qui lutte pour LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE AVEC LE SENTIMENT PROFOND QUE SEULE LA FRATERNITÉ DES EXPLOITÉS VIENDRA A BOUT DE TOUTES NOS MISÈRES.

Le 27 avril 1959.

La C.A. de la section syndicale C.G.T.-F.O., Lavalette.

dément secouée : si elle n'arrive pas à formuler concrètement son hostilité à l'appareil, elle manifeste les plus grands doutes sur l'efficacité de la ligne générale dont les résultats amers se paient chaque jour davantage. Ces travailleurs sont amenés à faire pratiquement le bilan de la politique de collaboration des classes appliquée par le stalinisme de 1944 à 1958. Dans de larges couches prolétariennes se fait jour la tendance à la recherche d'une politique de classe indépendante. Les staliniens ont une parfaite conscience de cette situation et c'est pourquoi ils ont décidé, une nouvelle fois, de « matraquer » les trotskystes, dans l'espoir d'interdire, pour une autre étape, la jonction entre l'avant-garde révolutionnaire et les masses, lorsque celles-ci, à un moment ou à un autre, se remobiliseront contre le régime capitaliste. Pour les staliniens, l'heure n'était pas sonnée hier, ne sonnera pas demain, ni jamais, de la révolution socialiste, pour les Thorez-Duclos, la relève de l'état fort ne peut être assumée que par un nouveau régime bourgeois parlementaire. Les thèses pour leur prochain congrès l'affirment avec force.

•••

Mais, et c'est là un fait nouveau et important, pour la première fois, l'appareil a dû reculer. Non pas en général, devant la nausée que soulevaient les méthodes de la calomnie dans les rangs ouvriers, mais devant le trouble de sa propre base. Le tract diffusé par la C.G.T., si prudemment rédigé soit-il, constitue un désaveu cinglant des sommets du P.C.F. Une nouvelle question se pose : qui a pris cette décision de désavouer Thorez ? Sont-ce les responsables de la C.G.T. (eux-mêmes membres du P.C.F.), et à quel niveau de responsabilité ?

Quoiqu'il en soit, une chose est claire : réfuter les calomnies stalinienne ; montrer les mobiles réactionnaires qui sont à l'origine de ces méthodes néfastes ; restaurer dans toute sa force ce principe intangible du mouvement ouvrier : la démocratie, le droit de la libre expression, de la libre confrontation des opinions, du libre développement des tendances en son sein c'est accomplir une œuvre de salubrité indispensable. L'efficacité, pour aujourd'hui, de la résistance dans l'unité à l'état fort, la victoire dans les combats offensifs de demain, sont également à ce prix.

UN ARTICLE DU BULLETIN F.O. DE CHEZ LAVALETTE

POURQUOI FAUT-IL TRAVAILLER 54 HEURES PAR SEMAINE ?

Dans notre bulletin de décembre 1958, nous avions commencé une série d'articles dont le premier était intitulé : « Faut-il travailler 54 heures par semaine ? », et dans lequel nous critiquions le fait qu'aujourd'hui, en 1959, la pratique était devenue chose courante, et que, de plus, ces heures supplémentaires constituaient une part importante du salaire réel perçu par les travailleurs.

Depuis la fin de l'année 1958, la situation de l'emploi et la durée hebdomadaire de travail se sont trouvées modifiées. Dans un certain nombre de secteurs de l'économie, le chômage est apparu. Au nom de la réorganisation des entreprises, des travailleurs ont été jetés à la rue. Parfois, ce sont des usines entières qui ont fermé leurs portes.

Charles Tilton, organisateur des F.T.P.F. subit le même sort, etc.

A l'échelle internationale, nous assistons au même phénomène.

La Yougoslavie qui, jusqu'en 1948, nous était présentée comme marchant à pas de géant vers le socialisme, devient, du jour au lendemain, la pire des pays « impérialistes ». Tito est un « traître » qui ne veut que pendre. C'est un « fasciste » et son rôle dans la guerre d'Espagne est « louche ». Rajk sera pendu pour cela... par erreur et Kostov emprisonné et Anna Pauker et bien d'autres.

Staline n'échappa pas à cette règle, à titre posthume, dans le rapport que fit Khrouchtchev au XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Les travailleurs aussi ont droit à la calomnie. Ceux de Hongrie, qualifiés hier de « socialistes » deviennent « fascistes » parce qu'ils se dressent unanimes, en 1956, contre une oppression insupportable. La question est réglée par les blindés soviétiques.

LES CALOMNIES CONTRE DANIEL RENARD

Le 21 juillet 1959, le tribunal correctionnel de la 17^e chambre rendait un jugement condamnant Tessier, directeur du journal l'Humanité, à 12.000 francs d'amende et 50.000 francs de dommages-intérêts pour avoir écrit contre Renard les mêmes calomnies débitées aujourd'hui sous le titre « Un provocateur démasqué ».

« Justice bourgeoise ! » criera le parti communiste stalinien. Peut-être, mais le jugement précise : « ATTENDU QUE TESSIER N'A PAS OFFERT DE FAIRE LA PREUVE DE LA VÉRITÉ DES FAITS DIFFAMATOIRES... » N'insulte pas qui veut. Calomnier est plus facile et plus à la mesure des valets de plume de l'impérialisme russe.

Le 25 janvier 1953 se constituait, à la région nationale des usines Renault, à la demande de Daniel Renard, un jury d'honneur pour faire la lumière sur les accusations portées contre lui par les journaux L'Humanité, La Vie Ouvrière, L'Acier. Ce jury était composé de : Syndicat Renault « Force Ouvrière », section syndicale Renault C.F.T.C., section Renault du M.T.L.D. (mouvement algérien unique), Syndicat National des Instituteurs et Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne de Boulogne. Après avoir siégé de janvier à mars 1953, ce jury concluait : « le jury constate que sur toutes les accusations formulées contre Renard, Y COMPRIS CELLE DE FRATERNISATION AVEC LES NAZIS, AUCUNE PREUVE N'A ÉTÉ APPORTÉE ; précise qu'aucune des périodes incriminées de la vie syndicale de Renard ne témoigne d'une activité provocatrice et policière au service du patronat. Ces accusations relèvent de la calomnie et de l'injustice. Le jury regrette que des responsables syndicaux puissent porter d'aussi graves accusations tout en se refusant de fournir des preuves ».

•••

LE 24 AVRIL 1959, LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DE LA SECTION SYNDICALE « FORCE OUVRIÈRE » DES ATELIERS DE CONSTRUCTION LAVALETTE A RENOUVELÉ, A L'UNANIMITÉ, SON ENTIÈRE CONFIANCE AU CAMARADE DANIEL RENARD ET L'A CONFIRMÉ DANS SES FONCTIONS DE SECRÉTAIRE DE LA SECTION SYNDICALE.

Dans ces conditions, est-il juste de continuer une chronique dont l'objet principal était la lutte contre les heures supplémentaires ? A notre avis : oui.

Si, dans certains secteurs, le chômage prend un caractère menaçant, rien ne prouve qu'il ne touchera pas d'autres secteurs dans un avenir plus ou moins proche.

D'autre part, partout où les travailleurs ont vu leur horaire hebdomadaire diminuer, le principal souci de tous semble être de revenir vite à la pratique des heures supplémentaires...

Aujourd'hui, beaucoup pensent, y compris dans certaines organisations syndicales, que, seule, la semaine de quarante-huit heures et plus permet aux travailleurs d'améliorer leur salaire. Aussi, le souci n'est-il pas de tenter d'augmenter le salaire horaire ou mensuel, mais le nombre d'heures de travail.

Le retour brutal à la semaine de 40 heures serait, pour tous les travailleurs, une catastrophe financière, car, pour ceux qui font 48 heures par semaine, cela représenterait une perte de salaire de 20%. Quant à ceux qui en font 55, c'est 33% de leur salaire dont ils seraient privés.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Les travailleurs ont perdu, en se référant simplement aux 40 heures hebdomadaires, entre 20 et 30% de leurs salaires. Quand nous disons sur la base de 40 heures, cela signifie que nous ne faisons pas entrer en ligne de compte les hausses des prix. C'est-à-dire qu'en réalité, les travailleurs ont perdu bien plus. Par contre, ceux qui ont gagné, ce sont les patrons. Ce que les premiers n'ont pas dans leurs poches, les seconds l'ont dans leurs banques.

Il a fallu des années et des années pour en arriver là. On peut dire que, depuis 15 ans (la Libération) et même, pourrait-on dire, depuis 20 ans (1937-1938), le prix de l'heure de travail n'a pas cessé de se dégrader.

Ei, à notre avis, les années les plus décisives qui ont permis au patronat de porter les plus grands coups aux salaires, et par là-même, d'arriver à la situation où nous sommes, sont celles qui ont immédiatement suivi 1944.

Que les travailleurs se reportent quelque 15 années en arrière ! Ils s'apercevront qu'à l'époque, le slogan à la mode était le « produire d'abord, revenir ensuite ». « La grève, arme des trusts » était la réponse donnée aux ouvriers quand ceux-ci voulaient entrer en lutte pour arrêter la dépréciation de leur pouvoir d'achat et améliorer leur condition de salariés. « Retrousser les manches » était la seule issue offerte à l'augmentation des salaires. Dans les entreprises, les ateliers étaient pourvus de comités mixtes à la production dont le seul rôle était de « produire, produire, produire », à l'exclusion de toute autre préoccupation.

C'est dans ces conditions, alors que, par ailleurs, les travailleurs avaient toutes possibilités pour faire prévaloir leurs légitimes intérêts, que la voie était ouverte à la dégradation de la condition ouvrière.

Car la première conséquence de cette politique était de considérer les heures supplémentaires comme partie intégrante du salaire. Les gouvernements de l'époque traduisaient cela dans leur jargon, baptisant la semaine de 40 heures « semaine légale », la semaine de 45 à 48 heures, « semaine normale », avec

LE TRACT DE LA SECTION F.O. DES ATELIERS LAVALETTE

DU 27 AVRIL 1959

LES DIVISEURS

Cela marchait trop bien.

Le 21 avril 1959, les responsables syndicaux C.G.T. et C.G.T.F.O. se rencontraient.

Le 23 avril, une lettre commune demandait audience à la Direction pour :

— l'attribution d'une prime mensuelle égale pour tous de 5.000 francs.

— l'attribution d'un régime complémentaire de maladie.

— le paiement de tous les jours fériés chômés.

Le 24 avril, à 17 heures, la Direction de l'entreprise informait les directions syndicales qu'elle les recevrait le mardi 28 avril, à 11 heures.

Mais, le 24 avril, au matin, le parti communiste PRENAIT DÉLIBÉRÉMENT LA DÉCISION DE ROMPRE L'UNITÉ D'ACTION RÉALISÉE, DE DIVISER LES TRAVAILLEURS.

POURQUOI ?

Dans le bulletin « Force Ouvrière » de mars 1959, un article critiquait et condamnait les slogans du « Produire d'abord » et de la « grève, arme des trusts » de 1944. Pas une seule fois, le nom du parti communiste n'était cité.

Ce parti s'est reconnu. Il revendique la paternité de cette politique. Nous en prenons acte. Mais comme il n'est pas possible d'argumenter longuement avec des affirmations gratuites, l'auteur du tract infâme des cellules staliniennes Lavalette dut en rajouter. Il entreprit d'attaquer la section syndicale Force Ouvrière en la personne de son secrétaire général, utilisant pour cela les pires calomnies comme nous allons en faire la preuve.

* *

La calomnie est un procédé habituel de cette organisation, et reconnaissons lui cette qualité, elle manie la boue avec beaucoup de dextérité.

L'histoire des dix dernières années de cette organisation, telle qu'elle-même la raconte, est pleine de « traîtres », de « flics », etc.

Marty, qui fut pendant 30 ans le « héros des mutins de la Mer Noire », pendant vingt ans secrétaire de ce parti, secrétaire de l'Internationale Communiste, commandant de toutes les Brigades Internationales pendant la guerre d'Espagne, devient du jour au lendemain un « sale flic ».

Auguste Lécœur, organisateur de la première grève des mineurs sous l'occupation nazie, secrétaire à l'organisation, n'était lui aussi qu'un « flic ».

Pierre Hervé, responsable sous l'occupation, rédacteur en chef de l'Humanité, un « vendu ».

la bénédiction de tous les ministres, camarades ou pas. Le coup décisif contre le semaine de 40 heures était porté. Cette politique se répercute encore aujourd'hui, quand on voit avec quelle timidité les organisations syndicales revendiquent la semaine de 40 heures, et se battent contre les heures supplémentaires. Mieux ! Certaines d'entre elles déplorent la suppression des heures supplémentaires dans certaines usines (voir le tract C.G.T. chez Lavalette, de novembre dernier), car elles ne voient dans la pratique des heures supplémentaires que la seule solution au maintien, sinon à l'augmentation, du pouvoir d'achat.

Autrement dit, ce langage tenu aux travailleurs pourrait se résumer ainsi : « Faites-vous exploiter un peu plus longuement ("pas de diminution d'horaires"), vous aurez l'illusion de vous faire exploiter un peu moins durement. »

Mais cette politique du « produire d'abord » eut une autre conséquence : celle des cadences de production, et le travail au rendement.

Nous verrons cela dans notre prochain bulletin.

(Article paru dans le « Bulletin F.O. de chez Lavalette » de mars 1959)

LE TRACT DISTRIBUE LE 24 AVRIL 1959 PAR LE P.C.F. AUX ATELIERS LAVALETTE

UN PROVOCATEUR DÉMASQUÉ

Le dernier bulletin du Syndicat F.O. de chez Lavalette contenait un article mettant en cause la politique de notre Parti à la Libération.

Nous tenons, tout de suite, à prévenir nos camarades de travail, militant à Force Ouvrière, que notre but n'est pas d'engager une polémique stérile avec eux. Nous estimons qu'ils ne sont pas en cause par cet article, et qu'ils sont, eux aussi, les victimes d'un individu louché qui, partout où il est passé, a eu des difficultés avec le mouvement ouvrier.

Cet individu est le sieur Daniel Renard, travaillant à l'atelier 30.

C'est un provocateur trotskyste bien connu, entre autres, des organisations syndicales de chez Renault et Genève.

Si Renard avait une opinion politique autre que la nôtre entrerait dans le cadre de la liberté pour chacun d'avoir l'opinion politique de son choix et d'en discuter, mais il n'en est pas ainsi, et nous allons donner quelques explications sur l'activité des trotskystes, et, en particulier, sur Renard et ses buts chez Lavalette.

Les trotskystes sont depuis toujours, dans le mouvement ouvrier, des provocateurs, ayant pour objectif de diviser les travailleurs et d'essayer de les entraîner dans des actions inconsidérées, dans des provocations, où les meilleurs d'entre eux subirait la répression policière.

Leur objectif étant l'affaiblissement du mouvement ouvrier, ils vouent à ceux qui défendent les travailleurs, aux plus conscients d'entre eux : les communistes, une haine farouche, et toutes leurs actions ou leurs écrits ont pour but de nuire

il a réussi à entrer au syndicat F.O., où il se camoufle, et à en prendre la direction, ayant acquis ainsi une nouvelle tribune qui lui permettrait, du moins il le pense, de diviser les ouvriers.

A l'atelier 30, où il travaille, il s'est occupé de quelques revendications pour obtenir la confiance des ouvriers. C'est la méthode la meilleure pour être écouté des travailleurs, et ensuite pour calomnier avec le plus de chance de succès.

Il pense sans doute que maintenant son heure est arrivée pour écrire ses injures contre les communistes et la C.G.T., et ainsi, au nom de l'unité, poursuivre sa besogne de division des ouvriers.

De bons contacts existent entre la C.G.T. et F.O. dans l'usine ; craignant que l'unité se réalise dans l'action chez Lavalette, Renard recommence à agir et fait paraître un article injurieux dans le journal de la section syndicale F.O., tentant ainsi de faire s'engager une bataille entre militants C.G.T. et « Force Ouvrière » de l'entreprise.

Afin qu'il ne soit pas possible à Renard de continuer plus longtemps son odieuse besogne, nous avons décidé de le dénoncer publiquement devant les ouvriers.

Nous n'avons aucun droit de nous immiscer dans les affaires intérieures du syndicat F.O. et nous ne voulons pas le faire.

Ayant connaissance des activités de Renard, SEULS LES SYNDIQUÉS F.O. SERONT JUGES, à savoir s'ils doivent garder leur confiance à cet individu.

Quant à nous, nous espérons fermement que des contacts et discussions fraternelles continueront entre la C.G.T. et F.O. pour la défense des intérêts des travailleurs. Même si ces contacts et discussions devaient avoir lieu en présence de Renard.

Mais nous ferons tout pour empêcher cet ennemi de la classe ouvrière de continuer son œuvre dans l'entreprise et nous démasquerons ses activités néfastes aussi souvent que cela sera nécessaire.

Nous pensons faire œuvre utile en avertissant les travailleurs pour qu'ils puissent se méfier de leurs diviseurs, qui furent tour à tour hitlériens, saboteurs, provocateurs complices de la police.

Chacun connaît maintenant Renard et sait quoi penser de ses activités.

Le meilleur moyen de le mettre en échec sera de réaliser l'unité de tous les travailleurs de chez Lavalette dans l'action pour le PAIX, la PAIX et LA LIBERTÉ.

LES CELLULES COMMUNISTES DES « ATELIERS LAVALETTE ».

« Proletaires, sauvons-nous, nous-même. »
(« L'Internationale. »)

ou Parti Communiste, donc en fin de compte à la classe ouvrière. Ces gens sont des filous et la méthode employée est celle des fourbes.

De nombreux travailleurs sont favorables à une société socialiste (quoique leurs positions sur le moyen d'y arriver soient différentes), ils désirent vivre décemment du produit de leur travail, alors qu'actuellement, seulement quelques-uns en profitent.

Alors nos trotskystes se disent pour le Socialisme.

Les Communistes ont une grande influence dans la classe ouvrière.

Alors nos trotskystes s'intitulent Communistes.

Partant des aspirations, des revendications de la classe ouvrière, ils sèment la confusion dans ses rangs, pour mieux la diviser et l'empêcher de vaincre le Capital.

Voici, à différentes étapes de la vie de notre pays, l'activité de ces individus.

Après l'invasion allemande, au moment où les travailleurs, qu'ils soient communistes, socialistes, catholiques, ou autres, dont certains sont à « Force Ouvrière » aujourd'hui, s'organisaient et menaient la bataille contre l'occupant nazi, au moment où des milliers d'entre eux étaient déportés, ou tombaient sous les palotsins d'exécution et dans les chambres de tortures, les « Renard » trotskystes appelaient dans leur journal « La Vérité » les travailleurs à ne pas fuir d'Allemands et à fraterniser avec eux.

« Ce sont des travailleurs comme vous », disaient-ils.

Comme s'il était possible de discuter et de fraterniser avec ces hordes nazies qui semaient la terreur sur leur passage, tuant femmes et enfants comme à Oradour, qui pendaient les résistants à Tulle ou Orléans.

Leur but était de saboter la Résistance et de permettre aux nazis de continuer l'occupation de notre pays. C'était là donner un coup de poignard dans le dos de tous les Résistants qui luttaient pour la libération de la France. C'était aider Pétaïn, Laval, Hitler.

A la libération, ils échappèrent à l'épuration, mais furent baptisés par les travailleurs les « Hitéro-Trotskystes ».

La guerre finie, ils sabotèrent la renaissance de notre pays et sa reconstruction.

A la libération, notre Parti Communiste appela la classe ouvrière à faire l'effort de production nécessaire pour fournir à nos soldats le matériel indispensable à l'écrasement définitif des nazis, puis pour remettre en marche l'industrie de notre pays, lui permettre de relever ses ruines, de défendre son indépendance et de reprendre sa place parmi les grandes nations.

Cet appel fut entendu par la classe ouvrière et l'effort fut mené jusqu'en 1947, date à laquelle la réaction réussit, avec la complicité des dirigeants du Parti Socialiste, à enchaîner notre pays à l'impérialisme américain, en acceptant le Plan Marshall et pour faire cela, chassa les ministres communistes du gouvernement. Nous savons ce qui en résulta pour la classe ouvrière et la division qui en suivit.

La C.G.T., à la libération, appela également les travailleurs à l'effort de production, en même temps qu'à la défense de ses revendications.

Nos camarades de Force Ouvrière en étaient à l'époque puisque l'Unité syndicale existait dans la C.G.T.

Aux côtés de Benoît Frachon se trouvaient Jouhaux, Bothereau, et d'autres, aujourd'hui à « Force Ouvrière ».

Que faisaient Renard et ses amis, à l'époque ?

Ils menaient une bataille farouche contre la reconstruction de notre pays, ils sabotaient la production — l'un d'eux fut arrêté à la S.N.E.C.M.A., mettant des grains de sable dans le moteur d'un avion.

Ils poussaient les travailleurs à faire la grève, voulant en cela, aider les Capitalistes qui faisaient tout pour désorganiser et saboter la production.

On vit à cette époque des journaux réactionnaires comme l'Époque et l'Aube faire dans leur colonne la publicité à la propagande trotskyste.

A cette époque, notre Parti pouvait dire, avec juste raison, que la grève était l'arme des trusis, parce qu'elle permettait d'affaiblir notre économie, au moment où il fallait la redresser pour empêcher l'impérialisme Américain de s'implanter en France, ce que voulaient les Capitalistes français, pour les mêmes raisons qu'ils ont « prêté » Hitler au Front Populaire » ; par peur de la classe ouvrière et de la démocratie.

La collaboration des classes menée par le Parti Socialiste et l'anticommunisme en résultant ont permis, en 1957, aux trusis américains d'arriver à leurs buts. On peut voir aujourd'hui, quand on fait le bilan de ce que cette politique désastreuse a apporté à la classe ouvrière, qui avaient raison, les communistes ou ceux qui luttaient contre eux ?

Chez Renault, après avoir, par son attitude aventurière, tenté de saboter certains mouvements revendicatifs et voulant se servir de la C.G.T. comme tribune pour cracher son venin, Renard fut chassé de cette organisation syndicale.

Il quitta Renault, et quelques mois plus tard, voulant prendre la parole à Billancourt, sur la place Nationale, fut corrigé par les travailleurs.

Il entra chez Genève où il recommença son sale travail et fut traité de « fic » par les militants ouvriers de cette entreprise.

Avant d'entrer chez Lovalette, il fut arrêté par la police, dans une voiture en compagnie de chefs algériens, armés, du M.N.A.

Le M.N.A. est une organisation algérienne qui, au nom de la « Révolution Algérienne », combat le F.L.N.

Peu de temps après, il est relâché, et que l'on nous permette de trouver cela louche, sinon plus, quand on sait que des prêtres catholiques (gens pour tant pas dangereux pour les capitalistes) sont en prison, seulement pour avoir hébergé ou fait la charité dans leurs centres d'accueil à des travailleurs algériens membres du F.L.N.

Chez Lovalette, aujourd'hui, que fait cet individu ?

Les classiques du marxisme

Dans la collection

N° 3

Les classiques du marxisme :

N° 1 - La révolution allemande de 1918-19
Assemblée Nationale ou Conseils Ouvriers

Prix : 50 fr.

N° 2 - Léon TROTSKY

La commune de Paris et la Russie des Soviets

Prix : 90 fr.

Paul LAFARGUE

**Les 1^{er} Mai
1890 et 1891**

en France

* LE MOUVEMENT OUVRIER
PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE (1914-1918) *
par Alfred ROSMER

Nous signalons à nos lecteurs et amis l'édition prochaine du deuxième volume de l'ouvrage d'Alfred Rosmer : « Le Mouvement Ouvrier pendant la Première Guerre Mondiale (1914-1918) ».

Le premier volume avait paru en février 1936. Les circonstances et la deuxième guerre mondiale ont empêché la suite de l'édition.

Il est maintenant possible d'annoncer que le deuxième volume de l'ouvrage de Rosmer paraîtra dans quelques mois.

Le prix probable de ce deuxième volume sera de 1.500 francs pour les souscripteurs qui voudront bien s'inscrire à la revue *La Révolution prolétarienne*, 14, rue de Tracy, Paris (2^e).

Attention ! Ne pas envoyer de fonds. Il s'agit seulement d'une inscription. Les versements ne seront demandés qu'au moment de la publication.

Ainsi, le prix de 1.500 francs (ou 15 francs lourds) sera réservé aux souscripteurs : mille exemplaires leur seront attribués.

Pour le public, le prix de vente sera probablement de 3.000 francs (30 francs lourds). Il y a donc intérêt à s'inscrire comme souscripteur.

En tête de ce deuxième volume, Alfred Rosmer a tenu à inscrire ces lignes d'Albert Mathiez :

« Si l'histoire, pourtant, n'est que la politique du passé, comment réclamerait-elle pas la politique du présent ? Si les mêmes problèmes se représentent à travers les années, comment serait-il inutile de savoir quelles solutions diverses ils ont reçues ? et au milieu de quels obstacles ? »

L'importance historique de Zimmerwald est indéniable, mais plus important encore est l'enseignement qu'il apporte aux travailleurs dans leurs grands combats, particulièrement dans celui d'aujourd'hui : comment, dans les périodes de crise profonde, quand tout semble perdu, emporté par un courant paraissant irrésistible, un groupe d'hommes, peu nombreux, semblant ridiculement faibles, mais résolus à tenir contre le courant, à maintenir les principes oubliés ou bafoués, préparent les victoires de demain.

(Juin 1959.)

En tant que membre du comité de rédaction de *Die Neue Zeit*, la revue théorique de la social-démocratie allemande, éditée par Kausky, et son correspondant pour la France, Paul Lafargue y a donné de nombreux articles, dont beaucoup constituent une contribution précieuse à l'histoire du mouvement ouvrier français, mais dont la plupart sont malheureusement inédits en France.

Le texte que nous publions dans cette brochure est celui d'un article paru dans *Die Neue Zeit*, année 1890-91, 6^e année, vol. II, n^o 36, pp. 289 à 304, sous le titre : « Le Premier Mai et la situation du mouvement socialiste en France » ; il est daté de Paris, mi-mai 1891. L'article entier aurait excédé la place dont nous disposons ; nous avons dû laisser la 4^e partie, consacrée au massacre de Fourmies, ainsi qu'une conclusion, qui rassemble les idées développées dans le cours du texte ; nous nous proposons de les publier ultérieurement à part.

Une traduction absolument défectueuse de ce texte a paru dans *les Cahiers du bolchévisme*, 10^e année, n^o 8, du 15 avril 1933 ; elle fourmille de contresens et d'omissions. La présente traduction est originale. Le texte du Manifeste de février 1892 est reproduit du *Socialiste*, organe central du Parti Ouvrier (guesdiste) du 4 février 1891.

I. — LE PREMIER MAI 1890

LÉ congrès international de 1889 avait décidé l'organisation d'une manifestation internationale du monde du travail le 1^{er} mai 1891.

Lorsque, l'année dernière, les délégués du prolétariat français à ce congrès se réunirent pour organiser cette manifestation en France, ils étaient pleins d'inquiétude quant au succès de leurs efforts. A la vérité, ce n'était pas là une mince tâche que de provoquer une cessation du travail pour un jour fixé à l'avance, et au milieu de la semaine ; en outre, les socialistes français ne possédaient aucun journal à eux et, comme toujours, ne disposaient que des moyens financiers les plus réduits ; de plus, les possibilistes se prononçaient contre toute manifestation, et s'employaient à en faire échouer les préparatifs, cependant que les monarchistes et les boulangistes compromettaient l'agitation en vue du 1^{er} mai en essayant de s'y joindre, à seule fin de l'exploiter pour leurs objectifs politiques.

S'ils étaient restés réduits à leur propres forces, les comités pour la célébration du 1^{er} mai, qui s'étaient constitués aussitôt à Paris et en province, n'auraient pas réussi à développer une agitation suffisante pour influencer la masse des travailleurs, qu'il s'agissait de mettre en mouvement. Mais, fort heureusement, ils reçurent une aide, aussi vigoureuse que gratuite, de la part de la presse bourgeoise et de M. Constant, cette édition française au rabais de Bismarck. Bien que n'ayant pas escompté une telle chance, les délégués étaient fermement décidés à accomplir la tâche que leur avait confié le congrès international, et ils se mirent courageusement au travail. A peine eurent-ils proclamé leur intention de célébrer le 1^{er} mai en cessant le travail, que la bourgeoisie prit peur. Comment, les ouvriers voulaient-ils imposer une journée internationale de repos ! Comment, ils s'entendaient, par-delà frontières et mers, pour exiger la journée légale de huit heures ! N'était-ce pas une insurrection ? N'était-ce pas renverser toutes les notions bourgeoises de la soumission loyale des travailleurs à la volonté des capitalistes et aux lois de leur économie ? Le 1^{er} mai ne serait qu'une journée de révolte des esclaves salariés, qui allaient tout mettre à feu et à sang !

Les journaux bourgeois, qui représentaient les intérêts de classe de la bourgeoisie, mais pour qui la possibilité d'une bonne affaire passe en premier lieu, exploitérent cette vague de panique. Ils rivalisèrent dans la publication d'informations de nature à nourrir l'épouvante chez les petits bourgeois, ils entèrent démesurément les moindres nouvelles relatives à la manifestation. Ils faisaient ainsi du 1^{er} mai, dont ses organisateurs eux-mêmes n'attendaient que des résultats fort modestes, une manifestation monstre, qui devait voir se déchaîner les travailleurs de l'ancien et du nouveau monde. M. Constant emboucha la même trompette : il hurla à la révolution, et amonça au monde que, pour anéantir le soulèvement et sauver la société, il allait mettre toutes les forces répressives de l'état sur le pied de guerre. C'est ainsi que la presse bourgeoise et le gouvernement se firent les organisateurs les plus actifs de la manifestation du 1^{er} mai 1890. La décomposition de l'ordre social capitaliste est déjà si avancée que les institutions mêmes créées pour le servir et le défendre, ne font que lui nuire et accélérer sa ruine.

Les comités d'organisation de la manifestation constataient bientôt les effets de la propagande faite par la presse et par le gouvernement. Pas un jour ne passait sans nouvelles encourageantes : l'idée de la manifestation s'enracinait toujours plus profondément dans les esprits, elle pénétrait les masses et devenait le centre de toutes les conversations, dans les usines et les ateliers. Les résultats du 1^{er} mai surpassèrent de loin les espérances des organisateurs, qui furent notamment surpris de constater le nombre de chômeurs dans les villes où ils n'avaient escompté aucune espèce de mouvement. C'est ainsi, par exemple, qu'à Sète, où les camarades du parti ont conquis la majorité au conseil municipal, ils n'avaient pas osé recommander une cessation générale du travail, et s'étaient contentés d'organiser des réunions pour la soirée. Quels ne furent pas leur étonnement et leur joie, lorsqu'ils virent tous les ouvriers du port chômer, et entraîner, par leur exemple, les tonneliers ? Vers midi, l'arrêt du travail était général à Sète.

La manifestation du 1^{er} mai 1890, en France, fut plus imposante, elle prit de plus grandes proportions que les socialistes n'avaient osé l'espérer. Certes, ce n'était pas encore la classe ouvrière tout entière qui chôma, c'était seulement la fraction la plus avancée et la plus active de celle-ci qui avait démontré qu'elle obéissait au mot d'ordre lancé par le congrès international. Le 1^{er} mai 1890, la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique, incarnée par son élite consciente, s'était dressée : par-delà préjugés nationaux, frontières et océans, les prolétaires de tous les pays se tendirent la main et jurèrent de combattre coude à coude pour se libérer du joug du capitalisme.

Les bourgeois, eux aussi, avaient manifesté le même jour. Les nouvelles et les mensonges étalés par la presse bourgeoise, les mesures de répression prises par le gouvernement leur avaient fait croire que leurs vies et leurs biens étaient sérieusement menacés ; aussi imitèrent-ils ces braves qui, devant le danger, s'écrient : « Herdi ! Sauvons-nous ! » Les capitalistes prirent la fuite devant la manifestation ouvrière. Le 1^{er} mai, dans les quartiers riches de Paris, les magasins, les pensions des demeures de l'aristocratie de la naissance et de l'argent restèrent fermés : on aurait pu se croire relégué dans une ville abandonnée, si les places et les rues n'avaient été remplies d'ouvriers, de policiers et de soldats. Ainsi les capitalistes eurent, eux aussi, leur manifestation : la manifestation de leur crainte.

Le 1^{er} mai 1890 compte parmi les dates les plus importantes de ce siècle. Pour la première fois, ce jour-là, l'histoire de l'humanité a montré le spectacle des prolétaires du monde entier unis par une même pensée, mus par une même volonté, obéissant à un même mot d'ordre, rassemblant leurs forces pour agir ensemble.

Depuis plusieurs années, le mouvement socialiste est devenu assez fort en province pour influencer les élections municipales. Jusquelors, les villes et les bourgs étaient administrés par des conseillers municipaux appartenant, ou bien à la bourgeoisie, ou bien aux ouvriers dits « raisonnables », qui jouissent de la faveur de leurs maîtres et employeurs. Les capitalistes avaient fait leur possible pour exclure les ouvriers et les fonctionnaires de l'administration des communes. A cette fin, il avait été décrété que les fonctions municipales devaient être accomplies gratuitement, cependant que les ouvriers qui étaient assez courageux pour poser leur candidature à ces postes étaient congédiés par leur patron. Pourtant, en dépit de ces obstacles, le nombre de conseillers municipaux socialistes s'élève avec chaque élection et, dans plusieurs villes, la majorité du conseil municipal appartient déjà aux socialistes. Le prolétariat a fait là les premiers pas dans la voie de la prise de possession des pouvoirs publics. L'importance de ce fait est évidente, et il acquerra une signification d'autant plus grande que la situation sera plus sérieuse : les conseillers municipaux socialistes, en liaison les uns avec les autres, sont appelés à exercer une influence décisive sur le cours des événements. C'est grâce à leur activité que, dans beaucoup de villes, ont été fondées des bourses du travail, qui centralisent les forces ouvrières pour la lutte sur le terrain économique.

Le 1^{er} mai devait donc prendre une grande signification dans les départements français. Partout où il existait des chambres syndicales et des groupes socialistes, on chercha, par tous les moyens, à organiser une cessation de travail aussi générale que possible et des manifestations de rue. Malgré les efforts des patrons et du gouvernement pour entraver l'agitation, celle-ci fut conduite avec autant de calme que de fermeté. Dans mainte localité, comme à Fourmies, les ouvriers portèrent à la connaissance des industriels, huit jours à l'avance, leur intention de chômer le 1^{er} mai et d'en faire un jour de fête. Dans d'autres villes, comme à Calais, la cessation du travail ne fut pas décidée dans une réunion publique, enlevée par un discours ; le personnel ouvrier de chacune des cent vingt fabriques de tulle ou de dentelle de la ville fut spécialement consulté sur ses intentions et les ouvriers de toutes ces entreprises se prononcèrent unanimement pour un arrêt de travail d'un jour.

Les industriels, furieux, déclarèrent qu'ils n'étaient plus les maîtres dans leurs fabriques : ils n'osèrent cependant pas s'opposer à la décision prise. Les industriels de Roubaix se soulevèrent que leur résistance, l'année précédente, avait provoqué plusieurs grèves, ils firent donc connaître leur intention de proposer que le 1^{er} mai, comme le 14 juillet, soit reconnu comme une fête légale.

Dans plusieurs mines de charbon, la direction prit la sage décision de déclarer que, bien que n'approuvant pas la cessation du travail, elle ne prendrait pourtant aucune sanction contre les mineurs qui ne se présenteraient pas le 1^{er} mai. Dans les mines du département de l'Aveyron, où les ingénieurs avaient empêché par leurs menaces la célébration du 1^{er} mai, les mineurs refusèrent de rentrer le lendemain.

NOTE. — Pour l'intelligence du texte, rappelons que les socialistes étaient alors divisés en France en plusieurs fractions : les marxistes, sous la direction de Jules Guesde, Paul Lafargue, etc., étaient groupés dans le « Parti Ouvrier » ; les « possibilistes », ou « broussistes », du nom de leur principal dirigeant, Brousse, constituaient une tendance réformiste qui prétendait réaliser « tout ce qui est possible » dans le cadre du régime capitaliste.

Pendant ma tournée de propagande, j'ai pu observer à quel point la masse ouvrière est rendue réceptive au socialisme par les capitalistes. Alors que je me trouvais à Nantes, une délégation d'ouvriers me demanda de tenir une réunion à Saint-Nazaire, m'assurant que cela suffirait pour que l'arrêt du travail fut général dans les chantiers de construction navale. Mon emploi du temps étant déjà fixé, je ne pus satisfaire à leur souhait, pourtant leur attente ne s'avéra pas exagérée : sans qu'une réunion publique eût eu lieu, tous les métallurgistes de Saint-Nazaire, au nombre de 500 environ, cessèrent le travail le 1^{er} mai. A Fresnoy-le-Grand, petite ville industrielle du département du Nord, d'environ 3.500 habitants, plus de 1.000 personnes (hommes, femmes et enfants), soit le tiers de la population, assistèrent à mon exposé et, le 1^{er} mai, trois ateliers de tissage et deux filatures restèrent fermés, leur personnel chômant. Celui qui se souvient combien il était difficile d'intéresser les masses aux questions sociales, constate avec étonnement l'immense changement qui s'est produit sous ce rapport dans les dernières années, et tout particulièrement depuis le 1^{er} mai 1890. La question sociale est maintenant au centre des préoccupations de la classe ouvrière. La manifestation de mai s'est avérée le plus puissant levier que le socialisme français ait jamais possédé pour agir sur les masses prolétariennes et les faire progresser.

Si l'on veut se rendre un compte exact de la force avec laquelle le socialisme s'est développé, ce sont les centres industriels de province qu'il faut visiter. A Paris, et dans quelques grandes villes, où le commerce tient plus de place que l'industrie, les ouvriers ont, de tout temps, pris part aux luttes politiques ; ils ont si passionnément pris parti dans les querelles de famille de la bourgeoisie qu'ils en oublièrent leurs propres revendications ; aux litiges politiques s'ajoutaient les litiges religieux, différents intérêts spirituels, enfin les multiples distractions qui occupent la population des grandes villes. Dans les centres industriels, au contraire, le problème économique n'est pas dissimulé et masqué par des questions politiques et religieuses, il se montre ici dans sa nudité de lutte du travail contre le capital ; en conséquence de quoi, l'ouvrier concentre toutes ses pensées et ses aspirations sur cet unique point. C'est ce qui donne au mouvement ouvrier, dans les départements, un caractère si expressément socialiste : le prolétariat de province est aujourd'hui plus socialiste que la population ouvrière parisienne. C'est là un fait de la plus haute signification pour notre mouvement historique.

Depuis le début de ce siècle, c'est Paris qui a donné le signal de toutes les révolutions politiques. Paris supporta seul les révolutions de 1830, 1848 et 1870, les départements se contentant de ratifier les changements de la forme de gouvernement accomplis dans la capitale. Mais lorsque, le 18 mars 1871, Paris fit les premiers pas de ce qui n'était plus une révolution politique, mais une révolution sociale, qui répondait au grand bouleversement de 1789, les départements, surpris et non préparés, abandonnèrent Paris. Paris dut subir seul tous les assauts de la réaction, et c'est pour cette raison que le Commune succomba. Mais, aujourd'hui, la province est préparée à une révolution sociale, elle est même mieux préparée que Paris. Si la population de la capitale, qui est si nerveuse et si irritable qu'elle peut être entraînée dans un mouvement révolutionnaire par un seul jour de tempête, devait donner encore une fois le signal d'une telle révolution, la province se soulèverait comme un seul homme pour la soutenir, et même pour la précéder, comme ce fut le cas en 1789. Les premiers assauts à la propriété foncière féodale furent alors livrés par la population des campagnes, paysans et bourgeois s'emparèrent des châteaux et brûlèrent les titres de propriété et les arbres généalogiques ; et ce furent les Marseillais, qui compaieut sur les Champs-Élysées, qui prirent les Tuileries le 10 août 1792, et portèrent le coup de la mort à la royauté de droit divin.

Le 1^{er} mai n'eût-il abouti qu'à ce résultat, que sa signification serait déjà immense : les socialistes internationaux ont remporté là une victoire décisive sur les capitalistes, qui opposent la plus vigoureuse résistance à toute action d'ensemble de la classe ouvrière.

La bourgeoisie a employé tous les moyens imaginables pour entraver l'organisation des travailleurs en tant que classe, sur le plan syndical et politique : avec quel résultat ? Conformément au mot d'ordre lancé par un congrès, qui était passé presque inaperçu dans le tohu-bohu de l'exposition internationale de Paris, le prolétariat organise à l'improviste une manifestation mondiale, et montre qu'il marche uni à la rencontre de la classe capitaliste, pour revendiquer partout les mêmes réformes sociales. Le 1^{er} mai 1890, c'est l'aurore d'une nouvelle époque qui a resplendi.



II. — LE PREMIER MAI 1891

Le 1^{er} mai 1890 avait soulevé les larges masses du prolétariat. Des couches de la population ouvrière sur lesquelles, jusque-là, la propagande socialiste avait glissé, sans laisser de trace ni avoir d'effet, aspiraient désormais à des réformes sociales et, ce qui est plus important encore, croyaient à la possibilité de leur réalisation. Les militants ouvriers comprennent que la manifestation constituait le plus puissant levier pour mettre le prolétariat en mouvement. Les congrès nationaux qui eurent lieu dans le courant de l'année dernière décidèrent donc de répéter la manifestation et de proposer au congrès international, qui allait se tenir à Bruxelles, de proclamer le 1^{er} mai jour de fête permanente du prolétariat international.

Encouragés par le succès du 1^{er} mai 1890, les socialistes français entreprirent avec enthousiasme l'organisation de la manifestation du 1^{er} mai 1891. Le Conseil National du Parti Ouvrier et le Conseil National de l'Union des Syndicats Ouvriers publièrent, en février, un appel qui fut affiché dans toutes les villes et centres industriels. Je le reproduis à cette place, en tant que document historique, car il a exercé un effet décisif sur la mise au point de la manifestation :

MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 1^{er} MAI

Aux Travailleurs de France :

Camarades,

Nous approchons du 1^{er} mai, que, dans leurs congrès nationaux, tous les partis ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie ont décidé de perpétuer comme fête internationale du travail ; et les nouvelles qui nous arrivent de partout nous montrent jusque dans le plus petit hameau, les travailleurs se préparant à ce grand acte de solidarité.

Ce jour-là, en effet, les frontières se trouveront effacées et, dans l'univers entier, on verra uni ce qui doit être uni, et séparé ce qui doit être séparé ; d'un côté les producteurs de toute richesse, que, sous couleur de patriotisme, on cherche à jeter les uns contre les autres, debout la main dans la main, dans une même volonté d'émancipation ; de l'autre, les exploités de tout ordre, coalisant vainement leur peur et leur lâcheté contre un mouvement historique que rien ne peut arrêter et qui les emportera.

III. — LE PREMIER MAI 1891 EN PROVINCE

Le 1^{er} mai 1890 avait été célébré dans les villes de province avec plus d'enthousiasme qu'on ne l'avait escompté. A Roubaix, par exemple, les ouvriers avaient trouvé qu'un seul jour de chômage n'était pas une manifestation suffisante, et ils avaient cessé le travail pendant trois jours ; en plusieurs endroits, on avait utilisé l'occasion pour revendiquer, auprès des patrons, des améliorations des conditions de travail et se mettre en grève. La manifestation avait fait une profonde impression dans les milieux ouvriers, de telle sorte que la totalité des délégués aux congrès de Lille et de Calais (octobre 1890) avait reçu mandat de demander qu'une grande manifestation du prolétariat ait encore lieu par la suite le 1^{er} mai, tout en laissant libres les travailleurs de chaque localité de lui donner la forme qu'ils jugeraient convenable ou possible.

Conformément au mot d'ordre lancé par le Conseil National du parti ouvrier, les chambres syndicales et les groupes socialistes de province commencent l'agitation dans la population ouvrière à partir de février. Dans les grandes villes furent fondés des comités, qui organisèrent des meetings et envoyèrent des orateurs là où on en avait besoin. Pour ma part, je reçus mandat du conseil national de mener campagne dans le plupart des villes et centres industriels de la Seine-Inférieure, de la Loire-Inférieure, du Pas-de-Calais et du Nord. Mon voyage me conduisit dans des lieux où, comme à Fournies, à Wignehielles, à Anoy, etc., aucune réunion socialiste n'avait jamais été tenue. Ce qui me frappa, et sur quoi j'attirai l'attention de mon public, ce fut le grand nombre d'assistants aux réunions et l'enthousiasme avec lequel ils applaudissaient aux théories socialistes. Un journal réactionnaire déclara que les théories socialistes étaient, certes, folles et criminelles, mais ne put s'empêcher d'avouer qu'elles seules étaient capables de capotter l'esprit du peuple et de secouer les masses ouvrières de fond en comble. C'est l'exacte vérité : les théories de Marx ne sont pas les rêveries utopiques d'un penseur génial, mais bien l'expression en termes de pensée des développements et des phénomènes réels de la société capitaliste. De là leur force propagandiste irrésistible. La classe des capitalistes n'a pas seulement organisé à son profit la colossale centralisation des moyens de production, elle a aussi créé la classe des prolétaires, qui lui arrachera ces moyens de production. En accablant les travailleurs salariés de sur-travail, en les écrasant sous le poids de la misère, elle leur rend l'existence insupportable et les force à devenir révolutionnaires.

Certes, le nombre des manifestants aurait été dix fois plus élevé sans la manœuvre qui vient d'être exposée, consistant à empêcher toute manifestation de rues, alors qu'une telle manifestation est précisément le seul moyen de mettre en mouvement le peuple de Paris et de faire pression sur les décisions des pouvoirs publics. Le président de la chambre, M. Floquet, qui joue le rôle de Polichinelle dans la comédie mise en scène par le parti radical, refuse de recevoir les délégués, parce que, dit-il, leur nombre était trop grand. Ainsi, lorsque des ouvriers et des socialistes envoient pacifiquement une délégation revendiquer une réforme légale, les portes des pouvoirs publics demeurent fermées, alors qu'elles sont toujours ouvertes à toutes les délégations des capitalistes.



Camarades de France.

Ce jour-là se dressera, devant les plus indifférents, la question sociale toute entière. En présence de cette surproduction de richesse, qui se traduit pour la classe productrice par une misère sans précédent, tous réfléchiront et se demanderont :

Le pourquoi d'un pareil état de choses :

Pourquoi les ouvriers d'usine, les employés de magasins et de bureaux voient, avec leur salaire diminué et leur travail accru, leurs femmes et leurs enfants de plus en plus absorbés par le bagne capitaliste et retournés contre eux comme concurrents ou rabaïs :

Pourquoi les petits commerçants vont disparaissent les uns après les autres, dévorés par les corporations patronales et les grands magasins :

Pourquoi le paysan propriétaire, écrasé par l'impôt et l'hypothèque, mangé par l'usure, est de plus en plus dépossédé de cette terre où il a mis tant de travail et qu'il lui faudra, sous prétexte de patrie, aller défendre au profit de l'oïsis qui la lui vole ?

Et obligés de constater que ce dépouillement et cet écrasement de tout ce qui travaille et produit s'accomplit sous les régimes politiques les plus différents, dans les pays à institutions républicaines comme dans les pays à base monarchique, vous vous convaincrez que l'unique raison du mal dont vous mourez réside dans l'ordre économique actuel, dans ce fait qu'au lieu d'être la propriété de ceux qui les mettent en valeur, les instruments et la matière du travail sont devenus le monopole de la classe feignante :

Vous comprendrez que l'unique remède est dans le fin de ce divorce entre le travail et la propriété, et vous viendrez en masse au socialisme. Rompez, à la fois, avec les réactionnaires qui s'épuisent à ressusciter un ordre social disparu, et avec les prétendus républicains qui n'ont su par leurs droits sur le blé, le vin, etc., qu'organiser un nouveau pacte de femme au profit des accapareurs du sol, vous apporterez l'appui victorieux de votre nombre à votre parti, au parti du travail, qui, par la restitution au peuple des travailleurs de tous les moyens de production par lui créés, lui garantira la jouissance des produits de son travail.

Le journée légale de huit heures, qui est l'objectif immédiat de la Manifestation du Premier Mai, est un premier pas vers cet affranchissement complet qui ne dépend que de vous.

Il s'agit, en réduisant le somme de travail que les voleurs de travail ont le liberté aujourd'hui d'imposer à la classe ouvrière sans distinction d'âge ni de sexe, de faire place dans l'atelier aux affamés du chômage, de porter les salaires au plus haut, et de vous assurer le repos indispensable à votre développement intellectuel et à l'exercice de vos droits d'homme et de socialiste (...)

Pour le Conseil National du Parti Ouvrier :

S. DEREURE, FERROUL, Jules GUESDE, Paul LAFARGUE.

Pour le Conseil National de l'Union des Syndicats :

A. DELCLUZE, FOURNIER, MANOUVIER, A. MARTIN, SALEMBIER.

Cet appel était à peine affiché que, dans de nombreuses villes, la police le fit lacérer. Ferroul interpella M. Constant, à la chambre, sur cette action illégale. Le ministre de l'intérieur, qui passe pour spirituel chez les philistins, ne trouva rien d'autre à répondre que d'arguer que les affiches troublaient la circulation, car la foule s'amasait pour les lire. « Mais justement, si l'on placarde une affiche, c'est parce que l'on veut qu'elle soit lue », rétorqua Ferroul, « vos mesures illégales et brutales ne feront que donner une publicité plus grande à l'appel des socialistes ». L'appel fut, en effet, reproduit par toute la presse, qui se mit de nouveau cette année-ci, avec zèle, au service des socialistes, comme si elle avait été payée par eux pour cela.

Les journaux s'arrachaient les moindres nouvelles relatives au 1^{er} mai, et publiaient de nombreuses interviews de responsables socialistes de Paris et des départements.

Les délégués habitent Paris, qui avaient assisté aux congrès de Lille et de Calais, où la décision d'une nouvelle manifestation du 1^{er} mai avait été prise, croyaient que la manifestation projetée pourrait fournir une occasion d'unité, pour une action commune, les diverses fractions du parti socialiste à Paris. Ils demandèrent donc à toutes les chambres syndicales et à tous les groupes socialistes sans distinction d'envoyer des délégués pour constituer un comité général, auquel serait confiée l'organisation de la manifestation. Les marxistes oublièrent tout ce qu'ils avaient à reprocher aux autres fractions, ils essayèrent uniquement et exclusivement d'unir toutes les forces révolutionnaires ; mais leurs efforts furent vains. Le comité général devint un foyer d'intrigues : les possibilistes qui, l'année précédente, s'étaient opposés à toute manifestation, ne s'étaient joints au comité que pour essayer, cette année encore, de la saboter, au moins à Paris, car en province ils n'ont aucune influence.

Les marxistes se souvenaient de l'appui dont les avait fait bénéficier M. Constant dans l'organisation de la manifestation de 1890, ils ne voulurent pas le priver de l'occasion de leur être encore utile. L'année précédente, il avait massé autour de la chambre et du sénat des forces considérables de police, d'infanterie et de cavalerie, et les déplacements de troupes aussi nombreux avaient jeté la panique dans les quartiers riches. Les marxistes décidèrent donc de lui fournir un prétexte pour occuper militairement tous les quartiers de Paris cette fois-ci, et terroriser ainsi la population bourgeoise de toute la ville. A cette fin, ils proposèrent au comité général de convoquer, pour le matin du 1^{er} mai, tous les députés, conseillers municipaux et conseillers prud'hommes de Paris dans les maires des vingt arrondissements, pour y recevoir des délégations de leurs électeurs, qui viendraient revendiquer certaines réformes sociales. M. Constant aurait alors massé des troupes dans tous les quartiers de la capitale, ce qui n'eût pas manqué de soulever dans Paris la plus grande émotion. Si le spectacle de la force armée, qui devrait tranquilliser la bourgeoisie, l'effraye au contraire, c'est qu'il s'veille en lui l'idée que sa vie et ses biens sont en danger ; il suscite cependant la curiosité et la colère des travailleurs, qu'il est censé empêcher de crainte.

L'ouvrier parisien, qui, en maintes occasions, fait preuve d'une bravoure héroïque, est par nature un gai compagnon. Il aime à rire aux dépens du gouvernement et à berner la police ; pour lui, une manifestation est une fête. Il n'oppose aucune résistance aux charges de la police ou de la cavalerie, il court devant elles ou s'efforce sur les côtés, pour les laisser passer, mais il revient toujours avec obstination à la place dont il a été chassé, si bien que la force armée doit répéter ses charges sans répit, si elle veut que le terrain reste évacué. Rien ne fatiguerait autant les

troupes que ce travail de Danaïdes. Lors de la démission du président Grévy, la foule afflua pendant trois jours aux alentours de la chambre des députés, s'amusant à ce jeu. Hommes et chevaux du service d'ordre en furent si éprouvés, que deux jours de plus d'un tel travail auraient suffi à les rendre incapables au service actif. Avec ces procédés, la population parisienne a inauguré une nouvelle tactique du combat de rue : sans tirer un seul coup, elle mettrait hors de combat toute une armée.

L'envoi de délégations aux maires, proposé par les marxistes, aurait permis aux Parisiens de mettre à profit leur adresse stratégique. D'ailleurs, si des troupes avaient été envoyées dans les divers quartiers de la ville, les ouvriers les plus indifférents eux-mêmes n'auraient pu rester passifs : ils auraient abandonné leurs ateliers en masse pour aller voir ce qui se passait. Ainsi auraient-ils grossi le nombre des manifestants ; venus comme simples spectateurs, ils auraient finalement participé à la manifestation. Toute la banlieue ouvrière se serait émue et les masses rassemblées auraient naturellement convergé vers la chambre des députés, rendez-vous traditionnel du peuple de Paris ; sur la place de la Concorde aurait afflué deux à trois cent mille personnes, et la manifestation serait ainsi devenue la plus imposante que l'on ait jamais vue. Les ouvriers parisiens, auxquels toute manifestation à ciel ouvert est interdite, auraient ainsi conquis le droit de manifester dans la rue.

Mais aucun gouvernement capitaliste n'accordera volontairement au prolétariat ce droit qui menace sa propre existence. Aussi les faulx ministérielles et officieuses dénoncèrent-elles la proposition faite par les marxistes, et les possibilistes, qui, au moment de la crise boulangiste, étaient à la solde de Constant, intriguèrent pour qu'elle fût repoussée par le comité général. Mais une proposition ajournée n'est pas une proposition rejetée : l'an prochain, la même proposition sera faite de nouveau.

Les congrès de Lille et de Calais avaient décidé que les groupes socialistes et les chambres syndicales de province devraient envoyer à Paris des délégués qui, conjointement aux délégués parisiens, seraient allés déposer à la chambre la revendication de la journée de huit heures. Les possibilistes, qui avaient la majorité au comité général, firent décider qu'on n'inverrait pas de délégation. Sur quoi les marxistes quittèrent le comité et décidèrent, comme l'année précédente, d'organiser la manifestation avec leurs seules forces.

Tandis que les possibilistes intriguèrent pour faire échouer la manifestation, les anarchistes, eux aussi, travaillaient contre la célébration du 1^{er} mai. Ils désœuvraient aux travailleurs de cesser le travail, parce que cela leur ferait perdre le salaire d'une journée, et leur recommandaient, au contraire, de faire immédiatement la révolution sociale. Ces bons gens, qui ne pouvaient faire l'effort sur eux-mêmes de perdre une journée de salaire pour célébrer le 1^{er} mai, voulaient faire croire aux ouvriers qu'ils étaient prêts à risquer leur vie dans une tentative de putsch. Il y a quelques années, la police se servait, comme on sait, des anarchistes pour entraver l'agitation chez les chrétiens ; elle s'imaginait pouvoir les utiliser contre la manifestation du 1^{er} mai ; mais la suite des événements démontra qu'elle s'était fonctionnellement trompée dans son attente.

Malgré les intrigues des possibilistes, et la propagande anarchiste, un nombre considérable de travailleurs a chômé, la population ouvrière a afflué en masse au Palais-Bourbon pour y appuyer par sa présence la délégation, forte de 37 hommes, envoyée par les organisations départementales et parisiennes, à laquelle s'était joint le membre socialiste de la Chambre des Communes anglais, Cunningham Graham.

LA REVOLUTION ALLEMANDE (1918-1923)

III^e article : 1923, l'année décisive

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

1923

Début janvier : La livre sterling = 50.000 marks.
11 janvier : Occupation de la Ruhr par les troupes françaises. Le gouvernement allemand proclame la résistance passive.
Fin janvier : La livre sterling = 250.000 marks. Congrès du P.C.A. à Leipzig.
25 mars : Conférence régionale du P.C. à Essen.
Fin mars : Gouvernement social-démocrate de gauche de Zeigner en Saxe.
Juin : Comité Exécutif de l'I.C. : discussion sur l'Allemagne. Discours de Radek : la « ligne Schlageter ».
Fin juin : La livre sterling = 500.000 marks.
29 juillet : Le P.C. renonce à la Journée Antifasciste — interdite par le gouvernement.
Fin juillet : La livre sterling = 5.000.000 de marks.
10 août : Grève à Berlin contre le gouvernement Cuno.
11 août : Démission du gouvernement Cuno.
12 août : Gouvernement Stresemann, à participation social-démocrate.

23 août : Le B.P. du P.C. russe se prononce pour la préparation de la prise du pouvoir en Allemagne.
Août-septembre : Conférence secrète à Moscou ; préparation de l'insurrection.
Fin août : La livre sterling = 45.000.000 de marks.
Septembre : La livre sterling à 125.000.000 de marks. Stresemann met fin à la « résistance passive ». Préparatifs militaires de la Bavière contre Saxe et Thuringe.
10 octobre : Entrée de communistes dans le gouvernement Zeigner, en Saxe.
15 octobre : Ultimatum du général Müller à la Saxe.
21 octobre : Conférence des Conseils à Chemnitz. L'insurrection est décommandée.
22 octobre : Insurrection communiste à Hambourg.
8 novembre : Echec du putsch de Hitler à Munich : le danger révolutionnaire liquidé, la bourgeoisie rejette son aile fasciste.

AU début de 1923, c'est la stabilisation qui est à l'ordre du jour, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe. Pour la première fois depuis 1918, les sociaux-démocrates viennent de quitter le gouvernement après la chute de Wirth : le nouveau gouvernement, que préside Cuno, président d'une des plus grosses compagnies de transport maritime, envisage de revenir sur l'une

des principales conquêtes de la social-démocratie, la journée de huit heures. Le règne de la bourgeoisie semble consolidé. Or, cette stabilisation va être brutalement remise en cause par la crise internationale qui éclate sur la question des réparations et prend, dès le début janvier, une forme aiguë avec l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises (1).

CRISE INTERNATIONALE : L'OCCUPATION DE LA RUHR

C'est à la suite de désaccords franco-britanniques sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la résistance allemande au paiement des réparations prévues par le traité de Versailles, et au lendemain de l'échec de la conférence internationale des 2, 3 et 4 janvier, que le gouvernement Poincaré décide d'occuper la Ruhr, que les troupes françaises envahissent à partir du 11 janvier. En quelques mois, la crise internationale va déclencher en Allemagne une crise économique, sociale et politique sans précédent : dès le premier mois, pour faire face aux énormes besoins financiers créés par l'occupation de ce secteur-clé de l'économie allemande, le gouvernement Cuno fait « marcher la planche à billets » : le mark s'effondre,

passant de 50.000 la livre sterling à 250.000 à la fin du mois. Stabilisé à ce niveau, déjà catastrophique, il ne reprendra sa chute — verticale, cette fois — qu'à partir du mois d'avril.

C'est que les événements de la Ruhr secouent profondément l'Allemagne. Dès l'annonce de la décision de Poincaré, le gouvernement Cuno annonce son intention de résister. Le 12, le président de la république, Ebert, lance un appel au peuple allemand. Le 13, par 284 voix contre 12 (celles des communistes), le Reichstag vote la confiance à Cuno et approuve son mot d'ordre de « résistance passive » : toute collaboration, tout paiement, tout contact même sont interdits aux Allemands avec les autorités françaises d'occupation, la grève devient un devoir patriotique... Très vite, les incidents se multiplient entre les troupes françaises et les autorités ou les travailleurs allemands. A Düsseldorf et Bo-

chum, la troupe française tire sur les manifestants. Le 17, le bourgmestre de Dortmund est arrêté, et, le 27, c'est le tour du grand industriel Fritz Thyssen. La température monte et, pour épauler la résistance, le gouvernement allemand promet son aide financière aux entrepreneurs et travailleurs qui résistent ; il menace de considérer comme des traîtres ceux qui travaillent encore. Le gouvernement français riposte en confisquant le produit des impôts et le charbon, puis réquisitionne les transports. Finalement, il expulse de la zone occupée toutes les autorités allemandes, police comprise.

En fait, durant le mois de janvier et une bonne partie de février, l'industrie et les transports sont totalement paralysés dans toute la région rhénane. Les sabotages se succèdent dans les entreprises, sur les lignes de chemin de fer et les lignes téléphoniques : les Français ripostent par des arrestations massives,

(1) Lire dans les deux précédents numéros de « La Vérité » le début de cette étude.

puis par des exécutions, dont la plus retentissante sera celle du nationaliste Schlageter (2). Très vite, pourtant, la résistance de masse s'effrite. Les travailleurs supportent en effet le poids d'énormes sacrifices que ne vient compenser aucune aide effective, et ils ont de plus en plus conscience d'être les seuls à payer. Les Thyssen, les Krupp, dont la propagande bourgeoise fait les héros de la résistance, sont leurs vieux ennemis : la majorité des chefs d'entreprise met d'ailleurs à profit la « grève » pour aménager les usines, rénover le matériel, et négocie en sous-main pour obtenir des garanties françaises. Quand le travail reprend, la « résistance passive » n'est plus qu'une triste farce : on ne « livre » pas le charbon aux Français, mais on se contente de le « laisser prendre » sur le carreau de la mine. Dès le mois de mars, la quantité de charbon saisie par les Français augmente tous les jours.

LA RÉACTION NATIONALISTE

L'occupation de la Ruhr a provoqué, dès le premier jour, une violente poussée des nationalistes. Le général Ludendorff, l'ex-chef d'état-major du Kaiser, lance un « appel aux armes ». Dans toute l'Allemagne, c'est une explosion d'indignation contre l'agression française qui vient renforcer les rancœurs nées de l'armistice du 11 novembre 1918 et du « diktat » de Versailles : la propagande extrémiste des nationalistes en profite pour la marquer de son empreinte caractéristique, dénongant la « honte noire », l'atteinte portée à l'honneur de la race (3), en appelant aux réactions émotionnelles les plus violentes. Les débris des Corps Francs, les restes des organisations secrètes contre-révolutionnaires qui ont fleuri au lendemain de la fin de la guerre, à nouveau soutenus par des fonds importants, se réorganisent et se développent, pour lutter à la fois contre les impérialistes de l'« Entente » et le « péril rouge », dénoncé comme la cause de la défaite et de la « honte ». Tandis que d'anciens officiers et sous-officiers mettent sur pied des groupes paramilitaires dans la jeunesse, la « Reichswehr noire » se renforce (4), et des groupes de saboteurs et de terroristes sont expédiés dans la Ruhr.

C'est en Bavière, depuis 1919 le bastion de la réaction allemande, que se trouve le foyer nationaliste le plus actif. Sous la protection du gouvernement réactionnaire de von Kahr se dévelop-

pent les groupes armés contre-révolutionnaires. C'est là qu'est Ludendorff, en contact étroit avec le Parti National-Socialiste (nazi) de Adolf Hitler, dont le grand public entend alors parler pour la première fois. Quand le capitaine Ehrhardt, fameux chef des Corps Francs, emprisonné pour son rôle pendant le putsch de Kapp, s'évadera de la prison de Leipzig, c'est en Bavière qu'il se réfugiera, et Hitler célébrera par un meeting ce haut fait.

AU P.C. : LE CONGRÈS DE LEIPZIG

Dès le premier jour, le P.C. allemand a cherché à éviter que sa politique d'hostilité à l'occupation de la Ruhr puisse être interprétée comme une approbation de la politique de Cuno ou même comme un soutien de fait (5). Les députés communistes votent au Reichstag contre la confiance au gouvernement, et contre la « résistance passive ». Pour les communistes allemands, la lutte se mène contre deux impérialismes, et leur seul allié est le prolétariat français : la conférence d'Essen essaiera d'organiser le front international de la lutte (6).

En fait, l'occupation de la Ruhr entraîne aucun tournant dans la politique du P.C.A. Le congrès de Leipzig, en janvier, est tout entier consacré à de vives discussions sur l'interprétation à donner aux mots d'ordre de « Front Unique Proletarien » et de « Gouvernement Ouvrier ». La Droite, qui dirige le Parti, avec Thalheimer et Brandler — celui-ci succède à Meyer — insiste sur l'importance des accords aux sommets pour la régénération du Front Unique. En Saxe et Thuringe, où communistes et sociaux-démocrates ont, ensemble, la majorité au Landtag, et où s'est développé un courant gauche dans la social-démocratie, la direction Brandler propose de constituer des « gouvernements ouvriers » par l'entrée des communistes dans les gouvernements qui dirigent les sociaux-démocrates de gauche. A ces thèses, Ruth Fischer, Maslow, Thaelmann opposent celles de la Gauche : Front Unique à la base, gouvernement ouvrier sous la direction du P.C., et ils reprennent inlassablement le thème de l'offensive révolutionnaire. « Le parti, déclare Ruth Fischer, doit agir, et sans cesse essayer de mettre les masses en mouvement. »

Ces discussions occupent tout le Congrès, qui ne parlera pas de la Ruhr, une proposition de la Gauche de mettre

à l'ordre du jour « la situation politique et les tâches du parti », considérée par la direction comme une motion de défiance, étant repoussée par 122 voix contre 88. Les thèses de Brandler sur le Front Unique et les gouvernements ouvriers sont adoptées par 118 voix contre 59. Une fois de plus, le parti a été à deux doigts de la scission, que Radek, délégué de l'I.C., a cherché à éviter à tout prix : ni Maslow, ni Ruth Fischer, ni Thaelmann ne sont élus au Comité Central.

NOUVEL ARBITRAGE DE L'INTERNATIONALE

Les désaccords vont d'autant plus s'accroître au sein du parti que l'occupation de la Ruhr a créé des conditions exceptionnelles et révolutionnaires dans cette région, et que les communistes de gauche y contrôlent la majorité de l'organisation. Dès le lendemain du congrès de Leipzig, les communistes de la Ruhr appliquent leur propre ligne : à la politique officielle, qu'ils considèrent comme un soutien de fait de la résistance passive, ils opposent une politique d'offensive révolutionnaire, avec, comme objectif, la prise en mains des puits et des usines par les conseils d'ouvriers, et la prise du pouvoir appuyée sur les milices ouvrières qu'ils organisent sous le nom de « Centuries Rouges ». Pour eux, la proclamation de la République Ouvrière de la Ruhr doit être la riposte des travailleurs aux deux impérialismes ju-meaux. C'est cette ligne qu'adopte, à une forte majorité, la conférence régionale du P.C. réunie à Essen le 25 mars. Elle va se traduire par toute une série d'incidents violents, que la direction du P.C. qualifie d'actions « aventuristes et putschistes ». Le 31 mars, il y a 13 morts et 42 blessés autour des usines Krupp à Essen ; le 13 avril, à Mülheim, le P.C. s'empare du pouvoir, constituant aussitôt Conseils et milices ouvrières. La police de sécurité — revenue, à la demande de Berlin, avec l'autorisation de Paris — reprend, le 21, l'hôtel de ville de Mülheim : il y a 10 morts et 70 blessés. En mai, il y a de nouveaux incidents à Bochum (13 morts) et à Gelsenkirchen, où les mineurs s'emparent des locaux de la police, les saccageant et détruisant les dossiers.

L'opposition est si vive entre la direction du parti et la Gauche, qui anime les communistes de la Ruhr, que le Comité Exécutif de l'Internationale intervient à nouveau : le 22 avril, il réunit à Moscou une conférence internationale pour régler les divergences à l'intérieur de la section allemande. Autour de Boukharine, Radek, Trotsky, Zinoviev, délégués du parti russe, ont été convoqués Brandler et Boettcher, pour la direction, Maslow et Thaelmann, pour la Gauche. Une fois de plus, les deux tendances acceptent une résolution de compromis admettant les erreurs commises de part et d'autre. Elle réaffirme la ligne du Front Unique, condamne les initiatives révolutionnaires dans la Ruhr tant que ne se produit pas de mouvement révolutionnaire dans le

(2) Schlageter, ancien membre des Corps Francs, aventurier contre-révolutionnaire, envoyé dans la Ruhr pour le compte d'une organisation terroriste, est fusillé pour sabotage sur ordre des autorités françaises.

(3) Les nationalistes dénongent la présence de troupes noires dans les unités françaises d'occupation comme un danger pour la pureté de la race allemande.

(4) La « Reichswehr noire » : troupes clandestines, car violant les conditions militaires de Versailles, du point de vue effectifs comme du point de vue armement, généralement dirigées par d'anciens cadres des Corps Francs.

(5) Le traité de Rapallo, accord entre l'U.R.S.S. et le gouvernement bourgeois d'Allemagne ne devait, dans l'esprit d'aucun communiste, signifier un tournant dans la politique du P.C. allemand, qui restait l'irréductible ennemi du gouvernement bourgeois de son pays. Ce n'est que sous le règne de Staline que la politique des P.C. sera soumise aux impératifs de la politique extérieure russe.

(6) Le P.C.F. mena une courageuse campagne : c'est à cette époque et pour cette action que furent emprisonnés de nombreux militants, dont Gabriel Péri, secrétaire des Jeunesses Communistes.

reste de l'Allemagne et en France. Elle approuve l'alliance avec l'aile gauche de la social-démocratie en Saxe, mais refuse la participation des communistes au gouvernement saxon : c'est pour l'ensemble de l'Allemagne que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier doit être avancé. La conférence extraordinaire décide la

cooptation au C.C. du P.C.A. de quatre membres dirigeants de la Gauche, dont Thaelmann, Maslow, Ruth Fischer. En échange de ce geste, la Gauche s'engage à ne pas engager de « guerre civile » à l'intérieur du Parti, et à ne pas mener de campagne pour ses thèses en dehors de Berlin et Hambourg, ses bastions de

la zone non occupée. Une fois de plus, l'Internationale avait agi responsable-ment : la section allemande allait, en effet, se trouver, immédiatement après, face à la crise révolutionnaire la plus sérieuse que l'Allemagne ait connue depuis 1918.

CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

L'INFLATION

Nous avons vu que le gouvernement Cuno avait, fin janvier, stabilisé le mark à 250.000 la livre sterling. Il se maintiendra à ce niveau jusqu'en avril, puis s'effondrera. La tentation était trop forte pour le gouvernement de financer l'énorme surcroît de dépenses provoqué par la crise de la Ruhr en multipliant les billets. Elle était non moins forte pour tous les possédants par les perspectives spéculatives de bénéfices quasi miraculeux que leur offrait une inflation galopante. Gouvernement capitaliste, prisonnier des capitalistes, le gouvernement Cuno ne pouvait résister. La livre sterling passe à 500.000 marks en juin, pour atteindre un million et demi en juillet et cinq millions au début d'août. Les prix montent parallèlement dans une course vertigineuse. La petite bourgeoisie, rentiers et épargnants, est touchée à mort, intégralement ruinée. Les salariés voient s'effondrer brutalement leur pouvoir d'achat : employés et fonctionnaires, payés au mois, sont plus encore atteints que les ouvriers payés à la semaine, car les salaires suivent, mais de très loin, la course des prix. Sur l'Allemagne de 1923 s'abat une effroyable misère : allocations de chômage symboliques et salaires de famine, tandis que les paysans, affolés par la dévaluation, stockent les produits agricoles. Un peu partout se produisent de véritables émeutes de la faim ; on pille entrepôts de vivres et boulangeries. Travailleurs et chômeurs, avec leurs femmes et leurs enfants, se rassemblent ou défilent quotidiennement, réclamant du pain. Avec la sous-alimentation, la tuberculose fait de terribles ravages. On enregistre à Berlin une véritable épidémie de suicides. Il faut pour le travailleur privilégié — celui qui travaille — deux jours entiers d'un salaire moyen d'ouvrier qualifié pour acheter une livre de beurre, cinq mois entiers de salaire pour acheter un costume ordinaire.

L'inflation ne signifie pourtant pas la misère pour tous. Les détenteurs d'or ou de devises étrangères réalisent de fantastiques bénéfices. Industriels et entrepreneurs, dont les frais en salaires et charges sociales sont pratiquement réduits à rien, peuvent baisser leurs prix en conséquence et exporter à l'étranger contre des devises. C'est un véritable âge d'or pour les trusts et les banques qui, en quelques jours, font des bénéfices colossaux et stables, tandis que petits bourgeois et prolétaires sont réduits à la misère et au désespoir.

On comprend que, dans ces conditions, on ait assisté à un véritable déferlement de sentiments révolutionnaires. L'esprit de la révolution, « l'esprit de novembre », est largement dépassé : rien ne subsiste des garde-fous idéologiques que la bourgeoisie dresse dans les masses pour assurer sa domination. Les notions d'ordre, de légalité, de propriété n'ont plus de sens. La petite-bourgeoisie est réduite à la condition de sous-prolétariat, et n'a plus rien à perdre. Il n'y a plus d'aristocratie ouvrière : tous les salaires sont, en fait, nivelés au plus bas, en dessous du minimum vital. Les fonctionnaires n'obéissent plus à l'État qui ne leur donne que des salaires dérisoires. La police, le plus souvent, assiste, passive, aux manifestations et aux émeutes de la faim. Même l'armée semble peu sûre : la république bourgeoise n'a apporté aux Allemands que l'humiliation et la misère, et un affamé ne se résoud pas facilement à tirer sur un affamé, quand c'est la faim qui l'attend, lui aussi, au bout du compte. Comment justifier un régime à ce point décomposé, responsable d'une aussi noire misère dans un des pays les plus avancés ? Le gouvernement bourgeois tente à la fois de justifier le conflit de la Ruhr et ce que Rosenberg appelle fort justement l'« orgie inflationniste » : il ne fait qu'accroître l'exaspération (7). Plus encore qu'en 1918-19, la bourgeoisie allemande est au bord de l'abîme. En effet, son plus solide rempart, l'appareil social-démocrate, est attaqué jusque dans ses fondements.

LA CRISE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

La direction de la social-démocratie n'a pas évolué depuis 1919. Certes, elle s'est débarrassée de Noske, trop cynique, trop sanglant, trop ouvertement compromis avec l'extrémisme militariste et les généraux. Mais la révolution lui paraît toujours aussi haïssable, calamité suprême dans un monde de calamités. Le parti social-démocrate est prêt à assurer la direction de l'état capitaliste, pour mettre fin à la crise internationale et à l'inflation : il ne veut pas sortir des cadres de la constitution et de la légalité. Jamais il ne répondra autrement que par

le mépris aux propositions de Front Unique des communistes.

Pour la première fois, pourtant, depuis la guerre, est apparue une aile gauche social-démocrate qui n'a rien à voir avec le vieux courant indépendant. Toute une série de militants, de cadres moyens en particulier, se sont convaincus, après les événements des dernières années et surtout le putsch de Kapp, que la politique qui les alié, au parlement, aux partis bourgeois, les enchaîne en fait aux pires ennemis de la classe ouvrière, aux grands capitalistes et aux généraux. En même temps, ils se sont convaincus de la nécessité d'un Front Unique de la classe ouvrière, et sont prêts à répondre favorablement aux propositions du P.C. Cette aile gauche est particulièrement solide en Thuringe et en Saxe, où elle est animée par le docteur Erich Zeigner. En mars, les sociaux-démocrates de Saxe ont rompu au Landtag la coalition avec les partis bourgeois, et le nouveau gouvernement social-démocrate de Zeigner bénéficie de l'appui des élus communistes.

Mais la crise de la social-démocratie est plus profonde encore que ne pourrait le laisser croire ce développement nouveau d'une aile gauche. C'est que l'organisme est atteint au cœur même de ce qui faisait l'essentiel de sa force : les syndicats, base de la puissance de l'appareil social-démocrate, sont en pleine décomposition. Leurs caisses sont vides, ruinées par l'inflation : plus de salaires décentes pour les dizaines de milliers de permanents, plus d'assistance pour les centaines de milliers d'adhérents qui étaient en droit de l'attendre. Avec l'effondrement de la monnaie et la montée des prix, les contrats collectifs n'ont plus aucune signification. En bref, les syndicats et leur vieille conception du syndicalisme sont désormais sans prise aucune sur la réalité sociale. Les travailleurs les quittent en masse : plus de deux millions de syndiqués en moins à l'été 23, par rapport à l'été 22. Ceux qui restent ne paient plus leurs cotisations. D'ailleurs les cotisations ne sont plus utilisables. L'énorme machine reste suspendue dans le vide.

L'exaspération des travailleurs contre le régime capitaliste se tourne contre la social-démocratie, qui se cramponne à la république et ne propose rien. Alors que, fin 1922, l'énorme majorité des travailleurs allemands la suivait encore, on peut assurer qu'elle s'en est détour-

(7) C'est depuis cette époque que la propagande nationaliste allemande a été marquée du sceau de l'« anticapitalisme ». Hitler fit alors ses premières armes de national-socialiste. Comment, en effet, dans l'Allemagne de 23, défendre les « bienfaits de la libre entreprise » ?

née à l'été 1923. Arthur Rosenberg, qui le pense, a recherché quelques indications chiffrées permettant de le prouver dans une époque où, précisément, il y a eu très peu d'élections. Pour les élections au Landtag, dans la région agraire de Stralitz, en juillet 1923, les communistes recueillent 11.000 voix contre 12.000 aux sociaux-démocrates, alors qu'en 1920, les sociaux-démocrates majoritaires avaient obtenu 25.000 voix et les Indépendants 2.000 seulement. Un vote à l'intérieur du syndicat des métaux de Berlin, au cours du même mois de juillet, donne 54.000 voix aux communistes contre 22.000 aux sociaux-démocrates (8).

L'AUTORITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DU P.C.

C'est tout naturellement vers le P.C. que vont les masses de travailleurs qui se détournent de la social-démocratie par haine du régime capitaliste. C'est qu'il est à leurs yeux le parti de la révolution ouvrière, le seul qui ait la volonté de mettre fin à ce régime de famine. En 1918-19, les sociaux-démocrates avaient brandi la menace du chaos économique en cas de victoire des « bolchéviks ». Les « bolchéviks » ont été battus, et c'est, néanmoins, le chaos et la misère que connaissent les travailleurs. La révolution d'Octobre apparaît aux masses allemandes sous un jour nouveau : elle n'est plus, comme beaucoup l'ont cru et dit, la « socialisation de la misère », mais bien le socialisme, la seule issue pour échapper à la misère. Le P.C. semble la seule force capable de mettre fin à l'exploitation du prolétariat allemand. C'est vers lui qu'il se tourne, attendant son initiative, évitant les actions sporadiques et désordonnées qui l'ont, quelques années plus tôt, mené à la défaite.

C'est également autour de lui que se créent les organismes de masses, qu'impulsent ses militants. Ce sont la multitude des « Comités de Contrôle des prix », organisés dans les quartiers et les villes pour lutter contre la hausse. Ce sont les « Comités d'Usine », que les militants s'efforcent de rattacher à la tradition allemande des « hommes de confiance » et qui, bien souvent, au détriment des syndicats, apparaissent comme la véritable direction ouvrière dans les entreprises. Ce sont enfin les milices ouvrières, les « Centuries Rouges », organisées, elles aussi, sur la base des entreprises, regroupant, autour des communistes, des sociaux-démocrates, des chrétiens, des sans-parti, avec les mêmes objectifs : servir d'organe d'exécution aux comités de contrôle ou d'usine, protéger, aussi, les travailleurs des raids de l'extrême-droite, des groupes nazis notamment. Au printemps de 1923, lors des funérailles de l'ambassadeur d'U.R.S.S. en Italie, Vorovski, a lieu à Berlin une grandiose manifestation aux flam-

beaux, dont Victor Serge, qui nous en a laissé le récit, dit qu'elle « ouvre la période de mobilisation révolutionnaire ».

Malgré ces perspectives favorables et la sympathie croissante des travailleurs, les désaccords subsistent à l'intérieur du P.C.A. Pour la Gauche, il faut systématiquement pousser au développement et à l'élargissement de l'influence des comités d'usine qui seront les soviets, des centurries, qui seront le noyau de l'Armée Rouge de demain : le P.C. doit engager la lutte pour le pouvoir, sans délai. Pour la Droite, il s'agit, par la propagande et la pratique du Front Unique, d'élargir encore l'audience du P.C. dans la classe ouvrière allemande. La chute de Cuno ouvrira la voie à un gouvernement ouvrier, dont l'alliance parlementaire au Landtag saxon est l'annonce et la préfiguration. Les deux tendances reprennent l'une contre l'autre les mêmes arguments sur des thèmes nouveaux : la Droite taxe la Gauche de sectarisme, l'accuse de dresser systématiquement les conseils d'usine contre les syndicats, dénonce ses tendances putschistes et aventuristes. La Gauche rétorque que la Droite freine le développement des Comités pour ne pas déplaire aux bureaucrates syndicaux. Pour la Droite, les centurries rouges de la Ruhr sont des milices au service d'une politique putschiste et aventuriste. Pour la Gauche, les centurries de Saxe sont, par la volonté des « communistes réformistes », de simples corps de police auxiliaire, chargés d'un contrôle économique peu efficace sous l'autorité des organismes de collaboration des classes que sont les comités de contrôle. C'est pourtant à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis des nationalistes étrangers qu'éclateront les désaccords les plus spectaculaires.

L'EXÉCUTIF DE JUIN : LA LIGNE SCHLAGETER

Déjà, au mois de février, le théoricien du P.C. allemand, Thalheimer, dans un article publié dans « Die Kommunistische Internationale », avait posé les problèmes politiques nés de l'occupation de la Ruhr en termes inadmissibles pour la Gauche. Analysant les forces en présence, il assignait des rôles différents aux bourgeoisies allemande et française. La bourgeoisie allemande, selon lui, jouait « malgré elle, un rôle objectivement révolutionnaire ». La « défaite de l'impérialisme français dans la Ruhr » était, selon lui, « un but communiste ». Les communistes tchèques Neurath et Sommer avaient vivement répondu dans les mêmes colonnes : cela signifiait-il le soutien des communistes allemands au gouvernement Cuno ? (9).

Il semble bien qu'une telle idée ait existé au moins dans la tête de Karl Radek, éminence grise de la direction

du P.C. allemand dans cette période, sceptique sur les chances de toute révolution allemande depuis 1919. Au Comité Exécutif de l'I.C., qui se réunit en juin, Karl Radek fit une intervention dont Alfred Rosmer nous a laissé un vivant compte rendu (10). Saluant en Schlageter (11) le « vaillant soldat de la contre-révolution », il déclare : « La grande majorité des masses secouées par des sentiments nationalistes appartient, non au camp des capitalistes, mais au camp des travailleurs. » Sa pensée, largement développée dans des articles ultérieurs, est qu'il faut gagner la petite bourgeoisie au socialisme et la soustraire ainsi à l'influence fasciste en luttant énergiquement contre les conséquences de Versailles : ainsi renaît la vieille thèse du « national-bolchévisme ». L'application de la ligne « Schlageter », les confrontations publiques entre communistes et nazis mises sur pied dans les semaines suivantes, ont alimenté la propagande social-démocrate sur la « collusion nazi-communiste », et, depuis, servi de précédent à ceux qui, comme Ruth Fischer, ont voulu retrouver, a posteriori, dans le communisme les germes du stalinisme, et, dans la ligne « Schlageter », l'annonce lointaine du pacte Hitler-Staline. Mais ce rapprochement est un anachronisme. Personne, en 1923, n'a vu dans cette ligne autre chose qu'une tactique et n'y a dénoncé une trahison (12). La ligne « Schlageter » n'était que la conséquence de la ligne « droitière » du P.C. allemand : du moment que la révolution n'était pas à l'ordre du jour, il existait la possibilité — et le temps — de gagner au communisme les troupes petites-bourgeoises du fascisme.

LA JOURNÉE ANTIFASCISTE

La meilleure preuve en est que la ligne « Schlageter » ne se traduit par aucune mesure pratique de conciliation vis-à-vis des nazis. Le 11 juillet, la Centrale du Parti décide d'organiser pour le 29 une grandiose manifestation de masses sous le titre de « journée antifasciste ». Craignant des incidents, le gouvernement prussien interdit toute manifestation à Berlin ce jour-là. L'état-major du parti se divise à nouveau. La Droite préférerait s'incliner, car elle redoute une bataille qu'elle juge prématurée. La Gauche veut passer outre et dénonce une capitulation. On a, une fois de plus, recours à l'arbitrage de l'Exécutif de l'Internationale. Lui aussi apparaît profondément divisé. Zinoviev et Boukharine, qui sont en vacances, télégraphient que les Allemands doivent passer outre à l'interdiction et manifester. Radek les accuse aussitôt de pousser le P.C. allemand à un « désastre de juillet » (allusion à juillet 1917). Staline, nouveau secrétaire général du P.C. russe, prend, pour la première et unique fois, une position nette dans la question alle-

(8) Tous ces chiffres sont cités par Rosenberg. La bourgeoisie prit bien garde, en cette période cruciale, d'éviter les élections. Lors de la montée nazie, au contraire, on votera tous les six mois...

(9) Preuve de la liberté de discussion dans l'I.C. à l'époque : une politique de conciliation vis-à-vis d'un gouvernement bourgeois lié à l'U.R.S.S. par un traité était ouvertement qualifiée de trahison dans la presse de l'Internationale.

(10) Voir « Moscou sous Lénine ».

(11) Voir note 2.

(12) Il est à noter que c'est du côté nazi que l'on mit fin aux « confrontations publiques ».

maïnde. Dans une lettre à Zinoviev et Boukharine (13), après avoir souligné que les communistes allemands manquent de deux atouts qui furent précieux aux bolchéviks, la volonté de paix et la faim de terre des paysans, il prend position sur le fond du problème, affirmant que la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour en Allemagne :

« Si, aujourd'hui, le pouvoir en Allemagne s'effondrait pour ainsi dire, et si les communistes s'en emparaient, tout cela finirait par une débâcle... Le problème n'est pas que Brandler veut « éduquer les masses », mais que la bourgeoisie plus les sociaux-démocrates de droite transformeront sûrement la manifestation en bataille générale (en ce moment toutes les chances sont de leur côté), et les extermineront. Bien sûr, les fascistes ne dorment pas, mais il est de notre intérêt qu'ils attaquent les premiers. Cela ralliera toute la classe ouvrière autour des communistes. En plus, selon toutes les informations, les fascistes sont faibles en Allemagne. A mon avis, les Allemands doivent être freinés, non poussés. »

Finalement, après des hésitations et d'incohérentes discussions de couloir, le Bureau de l'Exécutif prend la responsabilité de décommander par télégramme la manifestation. Le 29, 250.000 militants et sympathisants berlinois, enfermés dans les locaux du parti, critiquent violemment la passivité de leur direction. Quand la question vient à l'ordre du jour du Comité Central, les 5 et 6 août, Ruth Fischer réclame à nouveau — comme elle le fait depuis des années, ce qui nuit malheureusement à son audience — que le parti se place résolument à la tête des masses pour la conquête du pouvoir. Brandler maintient ses positions ; le moment n'est pas venu de la dictature prolétarienne, et le régime bour-

geois s'effondrera de lui-même à son heure. La tâche de l'heure, c'est, pour les communistes, de gagner la masse des ouvriers sociaux-démocrates. La résolution finale du C.C. affirme la nécessité d'en finir avec le gouvernement Cuno. Ecartant à nouveau la perspective de gouvernements régionaux avec les sociaux-démocrates de gauche, elle réclame un gouvernement ouvrier et paysan pour toute l'Allemagne.

LA GRÈVE CONTRE CUNO

En réalité, la température des masses n'a cessé de monter dans tout le pays. Les incidents de tous ordres se multiplient : saisies d'entreprises comme la mine de Zwickau par les mineurs, émeutes de la faim, coups de feu... Pour la première fois, la campagne bouge, démentant Staline : plus de 150.000 ouvriers agricoles de Prusse Orientale font grève contre les grands propriétaires. Sous l'impulsion des communistes de Gauche s'est constitué un organisme de liaison entre les Comités d'Usine, le « Comité des Quinze » de Berlin, dont le rôle sera primordial dans la chute de Cuno.

Ce furent, en réalité, les travailleurs de l'imprimerie Nationale qui jetèrent à terre le gouvernement. La grève des imprimeurs arrêta tout : en quelques heures, faute des billets qu'ils imprimaient, toute la vie du pays est arrêtée, aucun échange, aucun paiement ne sont possibles. Le Comité des Quinze lance alors le mot d'ordre de grève générale, immédiatement suivi dans toute la capitale. Le Conseil Syndical de Berlin, au cours d'une séance dramatique, à laquelle étaient invités les représentants des partis ouvriers, communistes compris, se divisa. Une partie des responsables syndicaux, dont quelques-uns des plus « conservateurs », conscients de la volonté des masses, penche en effet pour donner au mouvement la caution de la Centrale. Ce n'est que d'extrême justesse, sous la pression du social-démocrate Wels, que le Conseil, à une faible majorité, décide finalement de s'abstenir...

Mais cette abstention hésitante de la Centrale berlinoise ne change rien et le mouvement s'étend dès le lendemain au reste du pays ; les bagarres se multiplient. Le Parti Social-Démocrate lui-même se prononce pour la démission de Cuno. Le jour même, il démissionne. Incapable de faire seule face à la crise, la bourgeoisie allemande recourt, une fois de plus, au soutien des sociaux-démocrates. Le 12, Gustav Stresemann, du parti populiste, ancien syndic des industriels de Saxe, constitue un nouveau gouvernement. L'intérieur, la justice, les finances surtout avec Hilferding sont entre les mains de ministres sociaux-démocrates.

Pour la direction du P.C., ce nouveau gouvernement de coalition montre que la situation n'est pas mûre : les masses devront encore faire cette expérience-là. Pour l'instant, l'objectif fixé par le C.C., la démission de Cuno, est atteint. Le 13, le C.C. lance l'ordre de reprise du travail. Heckert, délégué de la direction, s'emploie à convaincre les délégués des comités d'usine de Berlin de la nécessité de reprendre le travail. Sans objectif ni direction, la grève meurt, se prolongeant pourtant pendant plus d'une semaine, par de brusques flambées locales ou régionales.

Le gouvernement Stresemann, lui, ne cache pas son programme. Il veut régler le problème de la Ruhr en négociant avec l'Entente, annonce la stabilisation prochaine du mark, et menace d'écraser l'« agitation communiste ». Le socialiste Severing, ministre prussien de l'intérieur, dissout le Comité des Quinze. Stresemann prend contact avec Londres pour une médiation. Il s'agit, avant tout, pour la bourgeoisie allemande, comme, bientôt pour la bourgeoisie internationale, de faire face au danger révolutionnaire en Allemagne. C'est ce que l'on comprend, enfin, à l'Exécutif de l'Internationale Communiste. Les dirigeants, rappelés de vacances, vont délibérer : le grand tournant va être pris, l'étape décisive approche.

(13) Rendue publique seulement en 1927, lors du passage de Zinoviev à l'Opposition, cette lettre resta jusqu'à cette date ignorée de Trotsky

UNE REVOLUTION MANQUÉE

LE TOURNANT DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le succès de la grève contre Cuno, la constitution du gouvernement Stresemann à Berlin étaient des éléments nouveaux d'importance. Pour Radek, le rapprochement germano-britannique signifiait la fin de ses perspectives nationales-bolchévistes, de tous les calculs basés sur une alliance durable entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne bourgeoise. Le caractère révolutionnaire de la situation allemande était, d'autre part, mis en lumière par l'attitude même des dirigeants capitalistes. Zinoviev semble avoir été ébranlé par les arguments de la Gauche allemande, auxquels il n'avait d'ailleurs pas été jusqu'alors insensible. Le Politburo

se réunit le 23 août, en présence de quelques spécialistes, dont Radek et Piatakov, pour étudier la situation allemande. Trotsky soutient à fond la thèse que le moment est venu de passer à l'offensive, et personne ne le contredit sérieusement. Dans la lutte qui se dessine pour la succession de Lénine, personne ne se soucie de prendre vis-à-vis de l'Allemagne une lourde responsabilité : Staline se tiendra coi. Brandler est déjà convoqué à Moscou ; les autres dirigeants allemands le sont à leur tour, pour la mise au point des préparatifs de l'insurrection. Au cours de ces entretiens secrets qui se prolongent de la fin août au début octobre, les communistes allemands et la commission désignée par le Politburo préparent en détail le plan de l'Octobre allemand.

Brandler, venu une fois de plus avec l'intention de réclamer des sanctions contre la Gauche, et notamment contre Maslow de plus en plus lié aux oppositionnels russes, n'avait pas pensé qu'on puisse remettre en question la ligne suivie jusqu'alors. Il éprouve, selon Ruth Fischer, le « choc de sa vie », en découvrant dans Moscou d'immenses affiches sur « l'Octobre Allemand », en apprenant que, dans tout le pays, se déroulent dans les organisations du Parti des discussions passionnées sur la « révolution allemande ». Violemment hostile d'abord à ce qu'il considère comme un « cours aventuriste idiot », il finit pourtant par s'incliner. Seul l'appui politique de l'I.C. lui avait permis de résister, dans son parti, à l'impatience croissante des cadres et des militants : il n'est pas homme à

tenir tête à une tendance qu'animerait l'Exécutif, et sans doute n'est-il pas homme à « avoir raison » contre les prestigieux dirigeants de l'Internationale. Il accepte donc la ligne. Par ailleurs, personne, à l'Exécutif, ne pense à le remplacer à la tête du parti allemand : Trotsky, le premier à réclamer le tournant, considère Brandler comme le seul dirigeant allemand capable (14). C'est donc lui qui sera chargé de l'application de la ligne qu'il avait si énergiquement combattue et de la justesse de laquelle il n'est peut-être pas convaincu.

Deux points seulement seront passionnément discutés, dans le schéma politique de l'insurrection. Trotsky propose de fixer pour l'insurrection une date. Brandler se bat comme un lion contre cette décision qui lui lierait les mains et obtient satisfaction en fin de compte : la fixation de la date précise de l'insurrection est laissée, dans le cadre des mois qui viennent, à l'appréciation de la direction du P.C. allemand. Sur l'autre point, Brandler se retrouvera d'accord avec Trotsky. Il s'agit de savoir si le P.C. allemand doit ou non appeler à la constitution de soviets. Contre les délégués de la Gauche allemande, prévaut finalement le point de vue selon lequel, suivant les termes de Trotsky, « le mouvement des larges masses prolétariennes et semi-prolétariennes commençait à se cristalliser autour des Comités d'Usine qui, pour l'essentiel, remplissaient les fonctions assumées par les soviets (russes) dans la période précédant immédiatement la lutte directe pour le pouvoir » (15). Il n'y aura donc pas de soviets élus avant l'insurrection, cette « forme parallèle » d'organisation risquant, de plus, de constituer un avertissement non déguisé à la bourgeoisie allemande...

PLAN D'INSURRECTION ET PRÉPARATION TECHNIQUE

Le reste des sept semaines de délibération à Moscou est consacré aux détails techniques du schéma d'insurrection. Brandler ayant convaincu ses interlocuteurs de l'importance des positions révolutionnaires de Saxe et Thuringe, il est décidé de faire de ces deux régions les foyers de l'organisation militaire révolutionnaire. Après une brève période d'intense propagande révolutionnaire, les communistes entreront dans les gouvernements sociaux-démocrates de Saxe et Thuringe avec, comme objectif, la construction, sur la base des centuries rouges, de noyaux de l'Armée Rouge, qui apporteraient immédiatement leur aide à l'insurrection armée dans le reste de l'Allemagne. Le Gouvernement Ouvrier et Paysan, constitué au lendemain de l'in-

(14) En désaccord avec lui sur l'estimation de la situation, Trotsky avait cependant beaucoup d'estime pour Brandler. Par contre, il n'avait aucune confiance dans les dirigeants de la Gauche, dont tout l'avait séparé durant les dernières années, alors même que leurs points de vue coïncidaient depuis quelques semaines.

(15) « Les leçons d'octobre ».

sururrection, comprendra, aux côtés des communistes, des sociaux-démocrates de gauche, des syndicalistes, et, éventuellement, des éléments militaires ralliés à la révolution (16). Son programme sera la nationalisation immédiate de l'industrie lourde et le partage des terres des grands propriétaires d'Allemagne orientale.

Rien ne semble avoir été négligé dans le domaine de la préparation technique de l'insurrection. Si, finalement, on n'a pas retenu, du fait de l'hostilité de Zinoviev, la suggestion d'envoyer Trotsky en Allemagne pour qu'il dirige en personne l'opération, on a tout de même désigné un « directoire » de « techniciens » qui sont des communistes russes de premier plan : Karl Radek, Piatakov, Wassili Schmidt. Plusieurs centaines d'officiers de l'Armée Rouge sont envoyés en Allemagne, où ils doivent constituer les cadres de la future armée révolutionnaire et où ils sont, en attendant, les conseillers techniques de l'insurrection : c'est le général polonais Skoblevsky qui les dirige, assisté d'un autre polonais, Gursky dit Kleine. Les services de renseignements ont envoyé aussi de nombreux agents placés, par l'intermédiaire de Krivitsky, sous l'autorité du directoire. Les uns se chargent de l'achat et du stockage des armes, d'autres des liaisons avec les milieux militaires. On établit les plans d'attaque des casernes, de coupure des communications, de distribution des armes en vue de la mobilisation des centuries. Ce n'est que lorsque tout semble au point que Brandler repart pour l'Allemagne. Sur sa demande, pour éviter toute discorde fâcheuse au moment décisif, Maslow est retenu à Moscou. Lors de leurs adieux au Kremlin, Trotsky étreint longuement Brandler : il est convaincu que l'homme qu'il embrasse sera bientôt le chef de la seconde révolution prolétarienne victorieuse.

LA RÉACTION DE LA BOURGEOISIE : LE GOUVERNEMENT STRESEMANN

Pendant ce temps, le gouvernement Stresemann s'efforce à la hâte de jeter les bases du redressement, de mettre fin à la crise qui menace de tout emporter. Les négociations avec l'Angleterre donnent des résultats encourageants, et, le 26 septembre, le gouvernement reconnaît officiellement l'occupation de la Ruhr : c'est la fin de la « résistance passive », le début de la détente internationale, la possibilité assurée d'un redressement économique.

(16) On comptait toujours sur le ralliement au communisme d'éléments nationalistes, convaincus que le prolétariat seul pouvait libérer la « nation prolétarienne » asservie par Versailles : le P.C. avait, depuis le séjour de Radek à Berlin en 1919, des contacts avec des officiers de la Reichswehr. C'est là, d'ailleurs, que commencent les ambiguïtés. Ces officiers regardaient plus vers l'U.R.S.S., état allié contre l'Entente, que vers le communisme. Les communistes pensaient en faire des alliés dans la lutte contre leur propre bourgeoisie. Radek ne semble avoir rien fait pour éclaircir le malentendu.

Le gouvernement étudie les moyens de mettre fin à l'inflation. Il a dû, dans les premiers jours de son existence, concéder l'échelle mobile des salaires qui, en fait, diminue considérablement les bénéfices des spéculateurs. Surtout, l'ensemble de la classe capitaliste allemande comprend qu'après les énormes bénéfices déjà réalisés, il serait imprudent de poursuivre une politique qui mène tout droit à la révolution. Cependant, tandis que Hilferding confronte les différents projets de stabilisation monétaire, l'inflation continue. Du 31 juillet au 31 août, le mark passe de 5 millions à 45 millions la livre sterling, pour dépasser la centaine de millions quelques semaines après. La chute est vertigineuse : les prix doublent tous les jours. Le salaire de la semaine est fixé suivant la loi de l'échelle mobile, tous les mardis à l'indice officiel et payé en deux fois, avec un acompte le mardi et le reste le vendredi. Mais, le vendredi, la somme fixée le mardi a déjà perdu les trois quarts de sa valeur. On va se faire payer avec des valises et des braquettes, pour des billets dont la valeur ne dépasse guère celle du papier au poids.

En Bavière, sous le gouvernement réactionnaire de von Kahr, l'aile extrémiste de l'impérialisme allemand poursuit ses préparatifs contre-révolutionnaires. Après l'entrée des socialistes au gouvernement, la Bavière défie ouvertement le gouvernement central. En contact avec les éléments nationalistes, que dirige à Berlin l'amiral von Tirpitz, assurés de la bienveillance de la Reichswehr, et comptant sur l'appui actif du général von Lossow, qui la commande en Bavière, les conspirateurs font peser sur la Saxe et la Thuringe ouvrières une constante menace. Forts de leurs amitiés à Berlin, ils exercent sur le gouvernement central un constant chantage. C'est sous le prétexte du danger qu'ils constituent que le gouvernement Stresemann fait remettre la totalité des pouvoirs exécutifs au ministre de la Reichswehr, en l'occurrence à son délégué le général von Seeckt. « Arbitre » entre Berlin et la Bavière, l'état-major concentre entre ses mains des pouvoirs considérables : il aspire, une fois de plus, au rôle de « sauveur suprême », maintenant que la bourgeoisie est remise de sa grande peur du mois d'août. La classe ouvrière ne s'est pas soulevée ; l'espoir demeure de prendre de vitesse la révolution. La confiance renaît dans les milieux d'affaires et, puisque c'est la stabilisation monétaire qui est à l'ordre du jour, on commence à mettre en avant l'augmentation de la durée de travail. Au Reichstag, la droite et le centre se coalisent contre Hilferding, qui ne veut pas porter atteinte à la journée de huit heures. Stresemann démissionne, et, après cette fausse sortie, présente un ministère remanié où les sociaux-démocrates sont écartés des postes-clés, le populiste Luther ayant le portefeuille des finances. Le Reichstag accorde au nouveau gouvernement les pleins pouvoirs en matière économique, sociale et financière, lui conférant ainsi une autorité quasi-dictatoriale.

RÉVOLUTION OU CONSPIRATION ?

Pendant les mois décisifs où l'on s'est décidé puis préparé à Moscou, tout semble avoir changé au sein du P.C. Dès le 30 août, la Centrale a prévenu que « le moment décisif approche ». La décision prise à Moscou et l'unanimité retrouvée, l'arrivée des experts russes, les armes, les dollars, ont fait renaître la confiance et l'enthousiasme un instant ébranlés par les hésitations et les dissensions. Thaelmann, leader de la Gauche, est revenu de Moscou absolument convaincu de la justesse de la ligne et du sérieux des préparatifs. Le militant yougoslave Voya Vouyovitch, un des émissaires de l'I.C., confie à Victor Serge qu'il pense que tout ira mieux qu'en Russie, car tout est mieux préparé.

Mais rien n'a changé dans la propagande extérieure du Parti et rien n'indique qu'il marche maintenant vers la prise du pouvoir. L'agitation se fait toujours sur les mêmes thèmes, et — comme avant le tournant — on s'efforce de freiner les mouvements spontanés, d'éviter les provocations, d'endormir même les méfiances du gouvernement pour le frapper une bonne fois, d'un coup décisif. On craint tout ce qui serait prétexte à une intervention contre-révolutionnaire armée, alors qu'on se prépare fébrilement, mais qu'on n'est pas tout à fait prêt. Victor Serge, évoquant ce temps dans ses Mémoires, écrit : « Les cadres supérieurs ont de l'élan, mais ils sont les seuls à en avoir. » En 1923, sous le pseudonyme d'Albert, il écrivait : « Les masses suivront-elles ?... Le parti a freiné le mouvement pour ne point gaspiller les forces. Se concentrent-elles ou s'énervent-elles, les forces ? La faim désoriente. Quand l'Internationale aura tout réglé, que se sera-t-il passé dans la tête des sociaux-démocrates — qui se méfient des communistes — et des hommes de la rue ? Et il ajoute : « L'attente tendue des faubourgs semble se détendre inexplicablement. Le chômeur passe par des gradations brusques d'une fièvre d'insurgé à une attitude de résigné... » Le Parti prépare la révolution ; les masses ouvrières attendent, puis se lassent.

LES « GOUVERNEMENTS OUVRIERS » DE SAXE ET DE THURINGE

A Moscou, on sait cela, et on se répète la question : « Les masses suivront-elles ? » Il arrive d'ailleurs des nouvelles inquiétantes : la police a saisi à Berlin les principaux stocks d'armes, elle a arrêté un dirigeant qui portait dans sa serviette toute la comptabilité des armes... Par ailleurs, les sociaux-démocrates de gauche de Saxe et Thuringe se sentent directement menacés par les préparatifs militaires de la Bavière. Zeigner, au Landtag saxon, a dénoncé les préparatifs de la Reichswehr noire, la complicité du gouvernement, des chefs de la Reichswehr et des contre-révolutionnaires bavarois. Il se tourne vers les communistes, car eux seuls ont assez de force en Allemagne pour empêcher le coup qui se prépare.

A Moscou, on pense maintenant qu'il faut se hâter. Zeigner a demandé aux communistes allemands d'entrer dans son gouvernement. Le P.C. interroge l'Exécutif. Brandler — encore à Moscou — est opposé à cette entrée : elle n'est pas préparée politiquement, elle va désorienter les masses qui croiront à un recul. Avant de faire ce pas, il faut les mobiliser pour qu'elles y voient un pas en avant, un geste révolutionnaire. Mais l'Exécutif ne le suit pas. En son nom, Zinoviev télégraphie les instructions aux Allemands : le moment décisif approche, dans un délai de quatre à six semaines, il faut occuper toute position utile, et entrer dans le gouvernement Zeigner s'il est vraiment décidé à se battre, armer aussitôt 50 à 60.000 hommes, et « ignorer le général Müller », chef de la Reichswehr en Saxe (17).

Le 10 octobre, Brandler (qui est en route), Heckert et Boettcher entrent en Saxe dans le gouvernement Zeigner. Deux autres communistes, Karsch et Tenner, entrent en Thuringe dans le gouvernement du social-démocrate de gauche Froelich. Le Comité Central du P.C. se transporte de Berlin à Dresde. La première phase de la révolution est commencée — suivant le plan prévu.

Elle en reste pourtant là. Soit que les préparatifs techniques aient été insuffisants et qu'on n'ait pu se procurer les armes nécessaires, soit que — faute de la préparation politique vainement souhaitée par Brandler — les sociaux-démocrates de gauche n'aient pas été convaincus de la nécessité de telles mesures (18), la constitution des fameux « gouvernements ouvriers » de Saxe et Thuringe ne se traduit par aucune mobilisation révolutionnaire, par aucun armement des masses (19). Ils vont, par contre, fournir le prétexte à l'intervention armée que la bourgeoisie allemande prépare depuis des mois.

LA BOURGEOISIE TATE LE TERRAIN

En constituant son gouvernement avec participation communiste, Zeigner lance un solennel appel au gouvernement central : la Saxe, dit-il, lutte pour défendre la république contre les réactionnaires bavarois. Au même moment, les industriels saxons demandent au gouvernement

(17) Ruth Fischer, pour la commodité de sa démonstration, place ce télégramme à la mi-octobre, au moment où le général Müller menace d'entrer en Saxe avec ses troupes. Faux grossier, qui n'accrédite guère les thèses de son auteur.

(18) On ignore si les dirigeants communistes avaient bien posé aux sociaux-démocrates de Saxe et de Thuringe les conditions prévues par le télégramme de l'Exécutif.

(19) Ruth Fischer et Rosenberg soulignent tous deux le souci de « respectabilité » des ministres communistes, et le caractère purement réformiste de leurs initiatives. Les détails donnés par Ruth Fischer sont invérifiables, et de toute façon, entachés, au moins, de malveillance.

de les protéger contre la menace communiste qui se précise... Le 14, le président Ebert charge le général Müller de rétablir l'ordre en Saxe, et d'y constituer des « Exécutifs » qui remplaceront les gouvernements élus. Le parlement social-démocrate est en pleine effervescence : des éléments aussi peu gauchistes qu'Otto Braun, président du gouvernement prussien, s'élèvent contre ces mesures prises contre des gouvernements présidés par des « camarades » socialistes, effectivement menacés par les réactionnaires bavarois, et qui ne sont pas sortis de la stricte « légalité ». Le correspondant de l'« Observer » pense que 80 % des militants socialistes sont alors hostiles à la politique de leur direction, qui approuve Ebert. A Chemnitz et à Dresde, de violents incidents se produisent entre manifestants et policiers. Les troupes de Müller qui ont mis quelques jours à se préparer, n'avancent qu'avec prudence. Mais aucune riposte ne vient, ni de Saxe, ni d'ailleurs. « Une grève générale à ce moment, écrit Albert, eût entraîné toutes les masses ouvrières et conquis la sympathie de tous les éléments républicains. » A Hambourg, la conférence du syndicat des dockers, le 21 octobre, veut appeler à la grève générale pour empêcher l'action de la Reichswehr contre la Saxe ouvrière. Les communistes combattent la résolution : ils ne veulent pas de combat prématuré, alors qu'ils attendent le signal qui doit, d'un jour à l'autre, venir de Saxe. La Bavière s'impatiente et menace de passer elle-même à l'action si le gouvernement persiste à tergiverser. Le général von Lossow va défier le pouvoir central en se mettant sous l'autorité de von Kahr. Les communistes ne bronchent pas, et restent fidèles à leur plan. Brandler a-t-il, comme le suppose Arthur Rosenberg, espéré une réaction spontanée des travailleurs allemands dont le P.C. aurait pris la tête, mais en même temps ménagé ses arrières et cherché à ne pas trop s'engager pour le cas où elle ne se produirait pas ? Il est impossible de répondre à cette question (20).

LA CONFÉRENCE DE CHEMNITZ ET L'INSURRECTION DE HAMBOURG

Quand, le 21 octobre, se réunit à Chemnitz, en Saxe, une conférence des comités d'usine saxons, tout le parti attend l'ordre d'insurrection. Or le directeur juge la situation défavorable. Le général Müller vient d'envoyer un ultimatum, les armes sont insuffisantes et le parti, dans tout le pays n'a que 11.000 fusils à opposer aux 100.000 Bavarois, à la Reichswehr noire. On décide de trancher la question d'après la réaction de la conférence.

Brandler défend une motion pour la grève générale et la résistance armée à

(20) La discussion ultérieure dans le Parti et l'Internationale fut menée en fonction d'une unique préoccupation : la recherche d'un « bouc émissaire », responsable de l'échec. C'est Brandler qui fut choisi pour ce rôle. Ses fautes sont certes incontestables, mais il ne fit rien sans consulter l'Exécutif de l'I.C., dont la responsabilité est plus engagée encore.

l'intervention de la Reichwehr. La conférence l'accueille par un silence total et le ministre social-démocrate Graupe menace de quitter la salle avec ses camarades de Parti si elle est déposée. La résolution Brandler est alors enterrée par le renvoi en commission. Le directoire tire les conclusions qui s'imposent ; il décommande l'insurrection. En fait, le groupe Zeigner, dont Graupe a été le porte-parole, s'est senti isolé devant l'absence de réaction dans le reste du pays. Il a refusé le risque d'une bataille dont le poids aurait risqué de porter sur les seuls travailleurs saxons (21). En s'en remettant à lui de l'ultime décision, Brandler n'a fait que se débarrasser d'une responsabilité qui lui pesait (22). Exprimant le point de vue — partial — qui fut celui des communistes de la base, Albert peut parler de « défaillance, à la dernière minute, des chefs de la

(21) La crainte d'être défaits dans un combat isolé était, depuis 1919, un facteur prépondérant dans les décisions de recul prises par bien des chefs ouvriers...

(22) Les gens du groupe Zeigner étaient d'ailleurs parfaitement au courant des sentiments personnels de Brandler, de ses hésitations et de ses doutes.

moitié des effectifs de la révolution », du « front ouvrier brisé devant la Reichwehr ».

Deux jours après, le 23 octobre, le général Müller entre à Dresde après quelques escarmouches (13 morts). Le gouvernement saxon est dissous, Zeigner arrêté, les ministres communistes en fuite. Müller installe un Exécutif... Le 22, les communistes de Hambourg, qui n'ont pas été informés du contre-ordre (23), déclenchent l'insurrection. Sans grève, sans préparation politique, sans manifeste, quelques centaines de combattants des centuries rouges pauvrement armés se lancent à l'assaut des casernes et des postes de police, persuadés que toute l'Allemagne ouvrière s'est soulevée en même temps qu'eux. Détrouffés le lendemain, ils battent en retraite progressivement. La masse ouvrière de Hambourg et même une bonne partie des militants communistes ont assisté, sans comprendre, à ce combat déclenché sans avertissement par une poignée de militants du parti qui, deux jours avant, s'opposaient à la grève générale...

(23) C'est là la thèse généralement admise : elle n'est pas prouvée et ne peut pas l'être.

DÉFAITE SANS COMBAT

Ainsi se terminait une révolution qui n'avait pas eu lieu : « La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné », écrit Albert. « Drame presque silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut ; derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux murmurant : "Nous aussi ! Nous aussi !" Les muscles de cette foule déjà tendus, les poings déjà serrés sur les mausers qu'on allait opposer aux autos blindées de la Reichwehr... Et rien ne s'est passé que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un coporal suivi de quatre reîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flagues de sang — soixante morts au total — sur le pavé des cités industrielles de Saxe... Défaite sans combat qui en annonçait d'autres. Battu en 1918-19 faute de direction, le prolétariat venait, à nouveau, de s'avouer battu en 1923, cette fois par la faute de sa direction.

Pierre BRABANT.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Rappel :

Otto BRAUN : Von Weimar zu Hitler.
BENOIST-MECHIN : Histoire de l'armée allemande.
Ruth FISCHER : Stalin and German Communism.
Arthur ROSENBERG : Geschichte der Weimar Republik.
G.D.H. COLE : Communism and social-democracy.

Ajouter :

L. TROTSKY : Lessons of October.
E.H. CARR : The Interregnum (notamment le chapitre intitulé : The German Fiasco).
THALHEIMER : Eine Verpasste Revolution ?
Victor SERGE : Mémoires d'un Révolutionnaire.
I. DEUTSCHER : Staline.
A. ROSMER : Moscou sous Lénine.
C.L.R. JAMES : World Revolution (chapitre : Staline Kills the German Revolution).

Dans les revues :

Correspondance Internationale (3-1-24) : thèses sur « La retraite d'Octobre et les devoirs actuels du P.C.A. ».

Clarté (février 1924) : « La "retraite d'Octobre" en Allemagne », par Albert (pseudonyme de Victor Serge).

P.-S. — Toute l'historiographie stalinienne, passant sous silence la position de Staline, a adopté la thèse de l'« occasion révolutionnaire manquée », et en attribue la responsabilité au seul Brandler.

Ruth Fischer qui a découvert en même temps les bienfaits du capitalisme et les possibilités de réforme de la bureaucratie, rejette maintenant la thèse exposée dans son livre et — du coup — tout le panégyrique qu'elle fait de l'action de son groupe...

Achetez tous vos livres à la S. P. E. L.

- Vous recevrez vos commandes franco de port dans les huit jours.
- Vous nous aiderez.
- Vous pourrez vous procurer de nombreux ouvrages rares, d'occasion, sur le mouvement ouvrier.

Visitez notre librairie, le lundi et le jeudi, de 18 h. 45 à 20 heures, et le samedi, de 14 h. 45 à 19 heures, 5, rue de Charonne, Paris-11^e, escalier 9, 5^e étage.

Tous règlements à la Société de Presse, Edition et Librairie, C.C.P. 6032-01 Paris.

Le congrès de la Socialist Labour League

LA PROGRESSION DES RÉVOLUTIONNAIRES ANGLAIS

TANDIS que des millions d'Anglais profitaient du long week-end de la Pentecôte, se produisaient trois événements qui ne sont pas sans importance pour l'avenir du mouvement ouvrier britannique.

Le dimanche 16 mai, s'ouvrait le premier congrès de la « Socialist Labour League », récemment fondée. Ce congrès devait être le théâtre des discussions les plus vivantes que le mouvement ouvrier anglais ait connues depuis des années.

Le lundi 17, à l'aube, un noir, Kelso Cochran, fut assassiné par un gang de jeunes

blancs dans le quartier de Notting Hill, à Londres — là où, à l'automne dernier, avaient éclaté de violentes émeutes racistes.

Ce même lundi, plus tard dans la matinée, Moulden, président du Syndicat National des Travailleurs de la Bonneterie, déclarait au congrès annuel de son syndicat que les trotskystes étaient responsables d'avoir poussé les travailleurs de sa corporation, à Mansfield, à refuser des diminutions de salaires, que les dirigeants du syndicat avaient acceptées contre la volonté clairement exprimée de leurs adhérents.

Ces trois événements, à des niveaux différents, éclairaient les problèmes avec lesquels la classe ouvrière anglaise est aujourd'hui confrontée.

LES MOBILES D'UNE CHASSE AUX SORCIÈRES

D'une part, les dirigeants droitiers du Labour Party et des syndicats persistent à collaborer avec les employeurs dans l'offensive généralisée que ceux-ci ont lancée contre le niveau de vie et les emplois des travailleurs. Et ces dirigeants se joignent aux patrons pour condamner, non pas le Parti Communiste, mais bien les trotskystes comme « fauteurs de troubles », parce qu'ils appellent les travailleurs à riposter.

D'autre part, le fascisme déclaré et organisé, qui ne se manifestait guère ces dernières années, est maintenant rentré dans l'arène politique, cherchant à remplir le vide causé par la banqueroute des dirigeants officiels du Labour, et misant sur le nouvel élément de la vie urbaine britannique — l'immigration croissante de travailleurs coloniaux — et sur le cynisme largement répandu parmi les jeunes ouvriers.

Enfin, en réponse à la fois aux trahisons de l'aile droite du Labour Party et à la démagogie d'Oswald Mosley, est apparue la « Socialist Labour League » comme une force marxiste avec laquelle il faut compter, et qui a été reconnue comme un mouvement réel, non seulement par les patrons et leur presse, la bureaucratie du Labour, les staliniens et les fascistes, mais aussi, ce qui est le plus important, par de petites mais sans cesse croissantes fractions de la classe ouvrière.

Ce dernier facteur se refléta dans la composition du Congrès de la Ligue. Il rassemblait 120 délégués, venus de toutes les régions de Grande-Bretagne. La majorité d'entre

eux avaient été associés au groupe qui éditait *The Newsletter*, et qui est à l'origine de la Ligue. En très grande majorité des ouvriers, la plupart des délégués étaient jeunes. 42 délégués avaient moins de 30 ans et l'âge moyen des délégués était de 29 ans. 100 délégués étaient membres du Labour Party.

De toute part, pendant ces derniers mois, ont été lancées des attaques contre les trotskystes. Il ne se passe pas de semaine sans que des discours ou des articles de journaux ne les dénoncent comme étant un « groupe ridiculement petit, insignifiant ». Jamais, jusqu'à présent, un groupe insignifiant n'avait reçu pareille attention. Pour mener ces attaques, un curieux Front Unique s'est formé, qui va du *Financial Times*, l'organe de la haute finance, au journal de Moscou, le *Daily Worker*, obligé de rompre son long silence sur le trotskysme.

Cette campagne commença à l'automne dernier, durant la grève de la « Shell Mex » au cours de laquelle *The Newsletter* aida les travailleurs du bâtiment dans leur lutte ; elle s'amplifia au moment de la Conférence Ouvrière convoquée par *The Newsletter*, et à laquelle se rendirent plus de 500 militants, venus discuter des moyens de lutter contre le chômage, contre l'offensive patronale, et de la nécessité de bâtir un véritable mouvement né de la base, capable de donner aux travailleurs une direction efficace dans leurs luttes.

Depuis, il n'y a pas eu de répit. La grande presse montra que son imagination était toujours aussi fertile en décrivant de mystérieuses réunions de « Clubs Rouges ». La direction droitrière du Labour tenta d'exclure, des syndicats aussi bien que du Labour Party, les éléments révolutionnaires.

Cependant, Sir Oswald Mosley, le leader des fascistes anglais engageait des poursuites contre *The Newsletter* pour

diffamation, à la suite des articles parus lors des bagarres raciales. Quant aux staliniens, pour ne pas demeurer en reste, ils ne se contentèrent pas seulement d'attaquer ce qu'ils appelaient le « cirque trotskyste » dans leur presse, mais encore ils organisèrent, pour leurs membres ouvriers, des « cours d'anti-trotskysme ».

C'est dans cette atmosphère que fut créée, fin février, la « Socialist Labour League ». Lancée par le comité de rédaction de *The Newsletter*, elle était ouverte à tous ceux qui « veulent voir la lutte de classe conduite avec vigueur, et qui veulent l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière ».

Juste avant Pâques, le Comité Exécutif National du Labour Party condamna la Ligue et interdit *The Newsletter*. Les membres ou les défenseurs de la Ligue, les collaborateurs de *The Newsletter*, se voyaient proscrire l'appartenance au Labour Party. Mais il était trop tard...

La création de la Ligue, sur la base de principes clairement affirmés et d'une politique nettement définie, rendait inévitable la transformation de la chasse aux sorcières commencée depuis six mois en bataille politique, au lieu d'un combat douteux et incompréhensible encombré des mensonges et des inversions concernant les « Clubs Rouges » — ce qui menaçait de se produire si les révolutionnaires n'avaient pas réagi. C'est ainsi que, peu avant la formation de la Ligue, à Birmingham, deux partisans de *The Newsletter* furent exclus du « Labour Party » pour avoir « rendu un homme fou ». Et la seule « preuve » de cette extravagante accusation, c'était le témoignage du fou lui-même !

Le premier congrès de la Ligue avait donc à régler trois grandes questions :

1° Elaborer une politique et un programme basés sur les besoins de la classe ouvrière ;

2° Mettre au point des statuts qui, à la fois, permettraient l'efficacité d'une organisation de combat et garantiraient le maximum de démocratie intérieure ;

3° Préparer les voies et les moyens d'une campagne contre les interdits et les exclusions imposées par l'aile droite du Labour Party.

Près de sept heures de discussion furent consacrées à la résolution politique générale, qui avait été publiée quelques semaines auparavant et à laquelle près de 80 amendements avaient été proposés.

LE RAPPORT POLITIQUE DE G. HEALY

C'est Gerry Healy, secrétaire national de la Ligue, qui, dans son rapport, présenta cette résolution. Expliquant le sens de la création de la Ligue, il déclara :

« La bourgeoisie britannique n'a plus eu affaire à une organisation marxiste depuis la stalinisation du Parti Communiste anglais, en 1924. Elle craint qu'à un moment où le patronat intensifie son offensive, le marxisme ne s'enracine parmi l'avant-garde ouvrière et parmi les jeunes. »

Dans l'année qui vient de s'écouler, ajouta-t-il, le gouvernement conservateur et les organisations patronales ont éprouvé la résistance de la classe ouvrière, ont constaté les liens qui existaient, dans chaque corporation, entre la classe ouvrière et les « shop-stewards » (délégués d'usines élus à la base, sans contrôle des appareils syndicaux), et

ont examiné les possibilités d'une législation antisyndicale. Ils ont aussi mobilisé leurs agents : les dirigeants droitiers du Labour Party.

Il examina la situation actuelle de la classe ouvrière et appela l'ensemble des travailleurs à soutenir la lutte que vont engager les ouvriers du livre pour le respect des 40 heures. Cette lutte devrait être comprise comme une partie du combat général mené contre le chômage.

Il souligna la responsabilité des dirigeants des mineurs, y compris ceux qui prétendent représenter une aile gauche, comme Paynter, Horner et Moffat, membres du Parti Communiste, dans le développement du chômage dans les puits. Il s'agit là du plus grand acte de trahison des travailleurs commis depuis des années. Trente-six puits ont été fermés, et une centaine d'autres doivent l'être au cours de l'année.

Dans les chemins de fer, une réduction du personnel est également prévue. Les employés des chemins de fer sont déjà parmi les plus mal payés de Grande-Bretagne.

Healy appela les ouvriers de la métallurgie à unifier leurs luttes avec celles des cheminots et des mineurs. « S'ils unissent leurs efforts », déclara-t-il, « alors nous pourrions écraser les patrons et aller de l'avant, plus forts que jamais, dans la lutte pour le socialisme ».

Il consacra une importante partie de son rapport à étudier les origines de la Ligue. Elle est, selon lui, le produit direct des luttes ouvrières des derniers douze mois. Quand la situation se modifia dans l'économie du pays, il était clair que des changements suivraient dans le Labour Party et dans l'ensemble du mouvement ouvrier. La politique mise en avant lors de la Conférence Ouvrière organisée par *The Newsletter* est devenue celle de milliers d'ouvriers anglais.

Le développement de la Ligue, assura Healy, dépendrait de la manière dont elle saurait intervenir dans les luttes en cours. Aujourd'hui, le développement d'un mouvement marxiste est à l'ordre du jour. La période actuelle est essentiellement une période de luttes et, par là-même, une période où une organisation marxiste peut se développer, car le marxisme est une science destinée à conduire la classe ouvrière, à travers ses luttes, vers le socialisme.

Précisant l'attitude de la Ligue vis-à-vis du Labour Party, Healy insista sur le fait qu'il était nécessaire d'utiliser la situation présente dans l'industrie pour construire une aile marxiste dans le Labour Party. La construction de cette aile n'est pas possible sans combats dans les usines et dans les chantiers.

« Nous existons depuis trois mois », dit-il, « et ils ne sont parvenus à exclure que trois camarades (1). Dans plusieurs sections, nous avons pu riposter victorieusement. Il est inévitable que quelques-uns de nos camarades soient exclus du Labour Party. Mais jamais les révolutionnaires n'y ont joui d'une telle influence. Nous y recrutons actuellement de nouveaux membres à un rythme plus rapide que jamais. »

(1) Depuis que la conférence s'est tenue, trois autres militants, membres de la Ligue, ont été exclus du Labour. Mais l'assemblée au cours de laquelle cette décision fut arrachée fut tellement houleuse, et les protestations tellement vigoureuses, que l'on ne put obtenir le vote de six autres exclusions demandées par la direction.

« Nous considérons le Labour Party comme un instrument de la classe ouvrière dans sa lutte. Nous sommes aux côtés de ce parti quand il lutte contre les conservateurs ou quand il fait appliquer des lois sociales, même timides. Mais cela ne signifie nullement que nous soutenions sa bureaucratie. Nous passons à l'action au cours des luttes de la classe ouvrière et nous dénonçons l'attitude des dirigeants. La constitution d'un gouvernement travailliste ne représenterait pour nous qu'un petit pas en avant. Les grands pas en avant seront accomplis dans les mines, les usines et les chantiers. »

Exposant l'attitude de la Ligue à l'égard du parlement, Healy affirma qu'il n'y avait pas de véritable contrôle possible par le parlement :

« Nous ne pensons pas que cela souffre discussion ou puisse être mis en doute. La victoire révolutionnaire ne sera possible que lorsque la classe ouvrière sera mobilisée derrière une direction marxiste. Nous ne ferons pas de compromis sur ce principe. Mais cela ne veut pas dire que nous ne tenterons pas d'envoyer nos délégués au parlement. Nous espérons envoyer au parlement des camarades qui y dénonceront son véritable caractère et en feront une tribune révolutionnaire. Nous espérons aussi qu'il nous sera possible de faire élire des révolutionnaires dans les conseils municipaux. Ils y dénonceront les pratiques qui s'y déroulent, lutteront contre tout compromis avec la classe adverse et aideront ainsi à construire une direction pour les luttes ouvrières. »

« Nous ne nous opposons pas non plus à ce que nos camarades deviennent des permanents de leur organisation syndicale. Mais à une condition : qu'ils représentent effectivement la classe ouvrière, qu'ils vivent avec elle, et qu'ils ne se laissent pas corrompre par la bureaucratie, c'est-à-dire qu'ils touchent un salaire qui ne soit en aucun cas supérieur au salaire moyen dans leur corporation. Nous ne soutiendrons des candidats aux postes dirigeants des syndicats qu'à ces conditions expresses. La Grande-Bretagne a le privilège de posséder l'aile droite du mouvement ouvrier la plus corrompue de toute l'Europe Occidentale. Plus que partout ailleurs, nous devons nous souvenir que celui qui accepte de se nourrir des miettes tombées de la table des riches ne vaut plus rien. »

Après avoir examiné quelles étaient les positions actuelles du Parti Communiste, Healy aborda la question coloniale. Il existe dans ce pays, dit-il, toute une série de mouvements anti-colonialistes professionnels qui n'ont d'autre but que de s'attirer les sympathies libérales. Ce qui permet de juger ces mouvements, c'est leur attitude à l'égard des conservateurs et des patrons. Bien des députés travaillistes sont prêts à aider platoniquement des luttes qui se déroulent à des milliers de kilomètres, tout en continuant à maintenir les travailleurs anglais sous la domination capitaliste. Il est excellent d'aider les groupes révolutionnaires existant dans l'Empire britannique, mais la principale manière de les aider, c'est de lutter en Angleterre contre l'ennemi commun, le capitalisme. L'ennemi véritable des peuples coloniaux, il n'est pas besoin de le chercher au loin, il est dans la Cité de Londres.

L'attitude de la Ligue à l'égard des campagnes contre la bombe H et des mouvements pacifistes est de la même nature. Les nombreux jeunes gens, venus des Universités, se réclament de leur foi religieuse, qui ont participé aux marches d'Aldermaston contre la bombe atomique, doivent, certes, être approuvés. Mais il faut être ferme

sur les principes. On ne peut, à la fois, lutter contre les fauteurs de guerre et demeurer lié à eux. Le Parti Communiste, tout autant que les pacifistes ou l'aile droite du Labour, veut ignorer le rôle de la classe ouvrière dans la lutte contre la guerre.

Les meilleurs des pacifistes ont repris le mot d'ordre, mis en avant par les éléments révolutionnaires, d'une action ouvrière contre la bombe H. Mais, en même temps, ils proclament qu'il ne doit pas y avoir de violence : la police ne doit pas être incommodée. Ceux qui mettent en avant de pareils mots d'ordre, quelle que soit leur bonne volonté, se passent tout simplement une corde autour du cou.

« Quand nous disons : Mobilisez-vous contre la bombe H », conclut Healy, « nous ne nous opposons pas à des discussions au sommet. Mais nous pensons qu'il est faux et dérisoire de supposer que ces discussions puissent régler quoi que ce soit. Seule l'action de la classe ouvrière peut fournir une solution ; le seul moyen d'aller de l'avant vers une paix durable et vers le socialisme en Grande-Bretagne, c'est l'organisation, à l'échelle du monde entier, d'une campagne unifiée pour mobiliser la classe ouvrière contre le patronat et contre la bombe H. »

LA RESOLUTION ADOPTÉE

La résolution politique générale, avec les amendements acceptés par la conférence, fut adoptée à l'unanimité, après un débat au cours duquel certaines des questions de principe les plus fondamentales du marxisme furent passionnément discutées (2).

Elle commence par définir la Ligue et précise nettement qu'il ne s'agit pas d'un nouveau parti politique. « La Ligue », est-il écrit dans la résolution, « est une organisation marxiste à l'intérieur du Labour et du mouvement syndical : elle se donne pour tâche de lutter pour l'adoption d'une politique socialiste, à la place de la politique actuelle de collaboration de classe ».

La résolution réaffirme la position léniniste à l'égard de l'état et quant aux moyens par lesquels la classe ouvrière peut s'emparer du pouvoir d'état : en brisant la machine d'état capitaliste et en créant ses propres organes de pouvoir.

La résolution dénonce le rôle des dirigeants droitiers du Labour Party et déclare que l'une des tâches majeures de la Ligue est d'aider les membres du Labour Party, du Parti Communiste, des syndicats et des autres organisations ouvrières, à travers des actions communes et des discussions basées sur leur propre expérience, à construire une nouvelle direction profondément enracinée dans la classe ouvrière et fermement dévouée aux principes du socialisme.

La seconde partie de la résolution décrit la situation présente de la classe ouvrière : une crise économique qui va s'approfondissant, le chômage et la menace de guerre. La troisième partie indique que l'on est à la fin de l'expansion capitaliste et de la période de prospérité relative qui suivirent la seconde guerre mondiale. Elle

(2) Le texte complet de la résolution politique adoptée par le premier Congrès de la Socialist Labour League sera publié dans le prochain numéro de « Labour Review », la revue théorique de la Ligue.

LA DISCUSSION DES STATUTS

montre l'impuissance de la classe dirigeante et des dirigeants du Labour à donner une réponse aux problèmes qui se posent à l'économie britannique. La quatrième partie analyse la stratégie de la classe dominante et montre que, jusqu'à maintenant, elle n'a pu parvenir à infliger une défaite décisive au mouvement ouvrier :

« Le capitalisme britannique doit faire face à un mouvement ouvrier qui, s'il se forge une direction révolutionnaire, est assez puissant et assez expérimenté pour détruire le système capitaliste. La bourgeoisie doit compter avec ce fait.

« Jusqu'à présent, elle a été incapable de défaire, non seulement la classe ouvrière dans son ensemble, mais même un seul de ses secteurs importants.

« Les résultats qu'elle a pu obtenir dans le domaine des licenciements, des baisses de salaire et des brimades contre les militants ouvriers, elle ne les doit qu'à la trahison des dirigeants du Labour.

« La bourgeoisie a été amèrement surprise de la capacité des ouvriers des transports, de la métallurgie et du bâtiment, à rendre coup pour coup, en dépit de l'attitude de leurs dirigeants. Rien n'a encore été réglé. »

Les cinquième et sixième paragraphes de la résolution traitent du problème de la direction, et de l'attitude des marxistes à l'égard du Labour Party. Elle déclare que : *« La Socialist Labour League continuera à lutter pour une politique de classe au sein du Labour Party, et ce, en dépit des interdits et des exclusions. Elle continuera à demander le droit d'être affiliée au Labour Party. »*

Les positions internationales de la Ligue, et son attitude à l'égard de l'U.R.S.S., sont également longuement exposées. *« La Socialist Labour League », y est-il dit, « rejette l'idée fautive selon laquelle la bureaucratie soviétique se "libéralisera" elle-même. La défaite de la bureaucratie soviétique exige la création d'un véritable parti marxiste luttant pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie par la classe ouvrière et qui liera les luttes des ouvriers russes à celles des travailleurs des autres pays... »*

« L'une des tâches essentielles de la "Socialist Labour League" est de combattre les idées fausses qui ont cours au sujet du stalinisme. En particulier, elle doit montrer que la meilleure manière de défendre l'Union Soviétique, pour les ouvriers anglais, est de lutter pour le pouvoir de la classe ouvrière en Grande-Bretagne même, tout en participant à des activités anti-capitalistes en commun avec les militants du Parti Communiste, qui croient sincèrement que la politique de la "coexistence pacifique" et du "socialisme dans un seul pays" sont vraiment conformes aux intérêts de la classe ouvrière. »

La résolution souligne également l'attitude de la Ligue en face des révolutions coloniales. Elle déclare à ce sujet *« que, d'une manière inconditionnelle, la Ligue soutient le droit de chaque nation à disposer d'elle-même »*. Elle traite aussi du problème brûlant de la violence raciste en Grande-Bretagne, et appelle à la *« constitution de Comités rassemblant les syndicats, les sections du Labour Party et les organisations des travailleurs immigrés pour lutter contre les violences racistes »*.

La résolution s'achève par la définition d'une stratégie ouvrière, par l'analyse du sens qu'il y a à s'affirmer *« marxiste »*, et par une énumération des activités que la Ligue se propose dans l'avenir immédiat.

La discussion sur les statuts montra clairement que les délégués sentaient la nécessité de garantir — dans la mesure où des statuts le permettent — la discipline et la démocratie intérieure, mais aussi la fidélité à la classe ouvrière.

Ainsi, la résolution qui précisait que les membres de la Ligue, élus à des postes de permanents dans les syndicats, ne devaient accepter qu'un salaire égal au salaire moyen de leur corporation et le remboursement des frais indispensables, le reste étant remis au syndicat, fut-elle adoptée.

Au cours d'une séance publique du congrès, à laquelle étaient invités des observateurs de nombreux secteurs du mouvement ouvrier, on examina les moyens de résister à la *« chasse aux sorcières »* déclenchée par la direction du Labour Party.

Une campagne publique de protestation commença, le 3 juin, par l'envoi d'une délégation massive à la prochaine réunion du Comité Exécutif National du Labour Party. Cette campagne culminera en novembre prochain, par la tenue, à Blackpool, au moment même où, dans cette même ville, se déroulera le congrès du Labour Party, d'une assemblée de tous les militants intéressés.

Plusieurs autres résolutions furent adoptées par le premier congrès de la Ligue. A l'unanimité, les délégués demandèrent que le Comité National de l'organisation développe des liens plus serrés avec les organisations révolutionnaires des autres pays et qu'il prépare une conférence internationale de ces mouvements.

Une résolution spéciale fut votée à la suite du meurtre raciste de Notting Hill. Dans l'esprit de la résolution politique générale, elle déclara que la Ligue chercherait à obtenir la formation, par le mouvement ouvrier, de comités de défense unis, rassemblant les travailleurs britanniques et leurs frères de couleur, et qu'elle mènerait une propagande intense contre le fascisme et le racisme.

Cette décision du congrès suscita la rage de toute la presse. Venant au même moment qu'une déclaration du Comité pour les organisations africaines, qui constatait que les citoyens de couleur avaient perdu confiance dans la police, elle toucha la bourgeoisie au point sensible. Depuis le congrès, les attaques se sont succédées contre la Ligue à la suite de cette prise de position sacrilège. Néanmoins, la réaction des travailleurs de couleur a déjà prouvé que, pour eux, en tout cas, les positions de la Ligue correspondaient aux exigences de la situation.

Dès la semaine qui a suivi le congrès, les décisions prises ont commencé à être mises en application. Le comité de rédaction de *The Newsletter* a décidé de convoquer, pour novembre prochain, une nouvelle assemblée nationale de militants ouvriers et de commencer dès maintenant une campagne pour en assurer le succès. Cette assemblée aura, à son ordre du jour, cinq points : la durée du travail ; les licenciements et les salaires ; les nationalisations ; la bombe H ; le problème des travailleurs coloniaux et la lutte contre le fascisme ; les moyens de mettre fin aux exclusions et aux interdits au sein du Labour Party et des syndicats. (1)

John WHITE.

(1) Lire en p. 63 la résolution sur les relations internationales de la S.L.L.

23^e anniversaire de Juin 36

DOCUMENTS

I - Le rapport de Thorez du 11 Juin “ Tout n'est pas possible ”

On lira ci-dessous des extraits du fameux rapport Thorez à l'assemblée d'information des communistes de la région parisienne, le 11 juin 1936. Ce rapport marqua le début de l'intervention résolue du P.C.F. pour mettre fin à la grève générale.

Le texte que nous publions est conforme à celui qui a paru dans l'Humanité du 13 juin 1936 ; faute de place, nous ne reproduisons que la partie centrale du rapport la plus importante, à l'exclusion du début et de la fin.

LA QUESTION DES SALAIRES

En ce qui concerne les salaires, nous l'avons dit franchement et nous le répétons ici ; c'est moins satisfaisant ; on ne peut considérer qu'une augmentation de 7 à 15 % est suffisante. Il faut absolument obtenir le rajustement des salaires les plus bas. C'est pourquoi il est juste, pour les ouvriers, de revendiquer la signature d'un contrat qui permette le rajustement des salaires à un taux supérieur à 15 %, pour les salaires notoirement insuffisants. Le minimum de salaire doit être absolument reconnu et appliqué dans toutes les entreprises.

On nous signale — nous ne connaissons pas encore les dernières négociations — que le contrat qu'on élabore pour la métallurgie pourrait connaître un minimum de salaire notoirement supérieur à ce qu'il était auparavant. Si c'est ainsi, c'est bien ; si cela n'était pas on comprendrait la répugnance des ouvriers grévistes à ne pas traiter sans que leurs revendications les plus légitimes aient été satisfaites.

LES COMMUNISTES DEVOUES A LA CAUSE DU PEUPLE

Nous avons manifesté une solidarité agissante à l'égard des grévistes. Il nous plaît de constater que nos militants, nos élus, nos adhérents ont au partout se placer au premier rang et nous leur adressons un salut reconnaissant.

Et tous ces militants du parti, ils agissent comme militants des syndicats. Ils agissent comme représentants élus de la classe ouvrière et du peuple. Ils n'ont pas la prétention de diriger : ils se sont mis au service des grévistes. Qui dirige ? Qui doit diriger ? Les syndicats, et aussi, et surtout, les grévistes eux-mêmes.

Nous saluons la désignation, l'élection des délégués d'usines, la constitution des comités de grève dans les usines, nous saluons cette première conférence des délégués d'usines qui s'est réunie sous l'initiative des grévistes de chez Hotchkiss.

Ceci dit, nous nous permettons de présenter notre opinion sur certains problèmes posés par la grève.

LES METHODES DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

1° Sur la façon de conduire la grève, les buts à réaliser.

Nous avons dit notre sentiment sur un mouvement dont nous sommes solidaires, sur l'accord intervenu le 7 juin, accord qui n'a pu et ne pouvait régler entièrement la question des salaires.

Nous avons dit notre avis sur les méthodes de direction qui doivent s'inspirer de la démocratie ouvrière, ne pas engager les mandants sans en avoir référé aux ouvriers en grève. Nous croyons aussi qu'il faut faire appel aux forces nouvelles qui surgissent actuellement. Et s'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut aussi savoir le terminer.

Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Tout le monde sait que notre but reste invariablement l'instauration de la République française des conseils d'ouvriers, de paysans et soldats. Mais ça n'est pas pour ce soir, ça n'est même pas pour demain matin. Non, n'est-ce pas, camarades, toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour le pouvoir des soviets en France. Je veux en indiquer une seule. Nous n'avons pas encore derrière nous, avec nous, décidée comme nous jusqu'au bout, toute la population des campagnes.

Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France. Alors ?

« TOUT N'EST PAS POSSIBLE »

Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique, tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer

dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications.

Il faut savoir organiser, préparer l'avenir ; il faut savoir reprendre cette riposte que nous avons faite à Pivert quand il a écrit un article dans *le Populaire* : « Tout est maintenant possible » (1).

Nous, et nous seuls, nous avons ainsi répondu : « Non, tout n'est pas possible maintenant. » Et le *Journal des Débats*, qui comprend parfois la politique de notre Parti, a dit : Dans l'esprit des communistes cela veut dire : tout n'est pas encore possible. C'est vrai.

Nous ne devons pas risquer que se disloque la cohésion des masses, la cohésion du Front populaire. Nous ne devons pas permettre que l'on puisse isoler la classe ouvrière.

LA LUTTE SUR LES DEUX FRONTS

Nous ne jouons pas, nous, avec la classe ouvrière ; nous ne sommes pas une poignée de responsables : nous sommes un grand Parti ; nous sommes le grand Parti, le premier Parti de France (*applaudissements*), le Parti vers lequel convergent tous les espoirs du peuple de notre pays, et nous sommes capables, nous, de cela, du présent et de l'avenir de notre pays.

Les militants du Parti doivent être en mesure de réagir contre les tendances gauchistes dans le mouvement. La lutte sur les deux fronts, ce n'est pas seulement une lutte intérieure, cela doit être, et souvent, une lutte portant sur toute la politique du Parti, là où s'exprime une tendance gauchiste. Je veux en prendre une. Si toutes les revendications essentielles des camarades métallurgistes sont satisfaites, si les salaires les plus bas ont été augmentés dans des proportions suffisantes de l'avis des couches salariées qui étaient jusqu'alors les plus frappées, si les catégories qui étaient les mieux payées sont augmentées dans la norme prévue, si le congé payé est inclus dans le contrat, on peut et on doit signer l'accord qui met fin au mouvement actuel et prépare des améliorations ultérieures.

Une autre tendance gauchiste, dans les grèves. Par exemple, des ouvriers du bâtiment de la régie d'une municipalité communiste de banlieue. Le syndicat du bâtiment, et c'est normal, décide la lutte pour les revendications des ouvriers du bâtiment. Nous applaudissons des deux mains et, là aussi, nos militants vont être au premier rang de l'action. Mais, est-ce vraiment nécessaire que les 80 ou 100 ouvriers du bâtiment occupés par la municipalité se mettent en grève contre elle ?

L'ŒUVRE DE SOLIDARITE DES MUNICIPALITES COMMUNISTES

Contre qui sont-ils en lutte ?

C'est simplement par solidarité.

C'est une singulière façon de concevoir la solidarité.

La municipalité en cause a distribué jusqu'à 13.800 repas chauds aux grévistes.

Il a fallu préparer les repas, il a fallu les transporter dans les ateliers. N'était-ce pas un moyen d'exercer cette solidarité ?

Dans toutes nos municipalités on assiste au spectacle où toutes les heures, arrive vers la mairie, le drapeau rouge et le drapeau tricolore en tête, un cortège. On a signé le contrat, on a remporté la victoire, et on vient remercier la municipalité pour tout ce qu'elle a fait en faveur des grévistes. (*Applaudissements.*)

La place des ouvriers de la régie n'est-elle pas avec ceux-ci ?

Les camarades ont compris que c'était une erreur et ce matin ils ont repris le travail.

Il faut attirer l'attention sur ces tendances gauchistes. Il faut aussi tenir compte des répercussions de certaines grèves. Il y a eu la grève des camionneurs. Immédiatement nos camarades

se sont efforcés de faire obtenir satisfaction le plus rapidement possible aux grévistes. Supposez, en effet, camarades, que les camionneurs soient en grève pendant plusieurs jours, et c'est le ravitaillement de Paris qui est compromis.

Cela signifie que beaucoup de petits bourgeois qui suivaient avec sympathie la grève des métallurgistes, n'auraient commencé à s'émouvoir s'ils n'avaient pu se procurer ce qui est nécessaire à l'existence de leur famille.

Il y a un autre aspect. Les camionneurs ont fait grève et les marchandises sont restées plusieurs heures dans les gares ; et nous avons reçu un télégramme de petits paysans de localités du Midi disant : « Attention, nos cerises vont se gâter. »

C'est-à-dire que là encore une couche de tels gens pouvait voir sa confiance dans la classe ouvrière et le Front populaire plus ou moins atteinte.

Bien sûr que la grève peut, pour certaines couches sociales, présenter des inconvénients, mais, puisqu'en l'occurrence il s'agit d'alliés de la classe ouvrière, dans la mesure où nous pouvons atténuer ou faire disparaître ces inconvénients, nous devons le faire.

Il ne faut pas non plus que nous laissons s'accréditer l'idée que le Front populaire c'est le désordre, c'est la désorganisation.

On ne peut pas dire, non plus, que maintenant les questions revendicatives passent au second plan et qu'il s'agit de prendre possession des usines et de placer la production sous le contrôle direct des ouvriers.

POUR QUE L'ŒUVRE GOUVERNEMENTALE NE SOIT PAS COMPROMISE

Ensuite, notre camarade traite de l'attitude du Parti envers le gouverne-

ment issu de la victoire du Front populaire. Il a, notamment, déclaré : « Nous nous réjouissons que le gouvernement, dont nous entendons soutenir les efforts pour l'application du programme du Front populaire, ait déposé des projets de lois attendus par la classe ouvrière.

« C'est pourquoi, et cela dans l'intérêt de l'œuvre que doit accomplir le gouvernement, nous n'entendons pas passer sous silence certains actes préjudiciables au Front populaire commis par le citoyen Salengro. »

Quand le camarade Salengro s'oppose à ce que la délégation des gauches salue les grévistes, quand il fait occuper les rues principales et les carrefours de la capitale par des piquets de gardes mobiles, rappelant en cela les méthodes de gouvernements réactionnaires, il dessert la cause du Front populaire et entrave l'action du gouvernement. On ne peut que s'étonner que dans ses déclarations fréquentes concernant les fauteurs de désordre il évite soigneusement de mettre en cause les lignes factieuses.

Autre point : à propos des validations à la Chambre.

Nous avons proposé que la délégation des gauches s'entende afin d'empêcher que ne soient validés quelques politiciens tarés.

Et nous avons assisté à la validation de Bouisson, puis du directeur du *Petit Parisien*, et, enfin, de Doriot (251 voix de droite et du centre contre 74 ! Tous les communistes et quelques camarades socialistes seulement !).

Nous avons dit à la délégation des gauches et j'ai dit publiquement au Vél' d'Hiv' que nous voulions espérer que cette séance ne laissait pas présager de l'avenir du Front populaire.

II - Le communiqué du C.C. du P.C.F. du 13 juin :

“ Il faut savoir terminer une grève ”

Le Comité central du Parti communiste français s'est réuni le samedi 13 juin 1936, à la Maison du Parti, sous la présidence de Croizat, député de la Seine, assisté de Costes, député de la Seine, et de Hénaff. Les membres de la Commission centrale de contrôle étaient présents.

LE FRONT POPULAIRE, C'EST L'ORDRE

Après avoir entendu un rapport de Maurice Thorez, secrétaire général du Parti, député de la Seine, sur la situation actuelle, le Comité central, certain de traduire le sentiment du peuple français, a salué l'action que les travailleurs ont menée dans l'ordre et la discipline pour la défense du pain, pour l'application du programme du Rassemblement populaire.

Cette action qui s'est déroulée sous le signe de la réconciliation française, sous le signe du drapeau tricolore de nos pères et du drapeau rouge de nos espérances, réconciliés, a montré avec éclat que le Front populaire c'est l'ordre, tandis que les hommes du 6 février représentent le désordre, la provocation et l'anarchie.

La victoire des travailleurs assurant davantage de bien-être au peuple français contribue à rendre la France plus forte et cela explique la haine des hissiéristes de l'intérieur et de l'extérieur.

Le Comité central a adressé ses félicitations et ses remerciements aux militants, aux députés, aux municipalités du Parti et aux organisations du Front populaire qui ont soutenu les grévistes,

les ont défendus contre les calomnies de la réaction et ont assuré leur ravitaillement.

SALUT AUX METALLURGISTES PARISIENS

Le Comité central a adopté une adresse aux métallurgistes parisiens, à leurs dirigeants, comme Croizat, Costes, Doury, et à l'ensemble des militants communistes et non communistes qui ont préparé la victoire.

Les métallurgistes parisiens qui furent à la pointe du combat pour la défense de la liberté au cours des journées de février 1934, qui ont été parmi les meilleurs organisateurs de la victoire du Parti communiste et du Front populaire dans la région parisienne ont été encore

une fois à la pointe du combat pour la défense du pain contre les 200 familles.

IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE

Le Comité central approuve le rapport présenté par Maurice Thorez à l'Assemblée des communistes parisiens au Gymnase Jaurès, le 11 juin, tandis que Jacques Duclos présentait un rapport identique à la Grange aux Belles.

Il s'est réjoui de l'effet produit par la déclaration de Maurice Thorez: « Il faut savoir terminer une grève, dès l'instant que les revendications essentielles ont été obtenues, il faut savoir même consentir aux compromis afin de ne perdre aucune force et notamment ne pas faciliter les campagnes d'affolement et de panique ».

TOUT N'EST PAS POSSIBLE

Le Parti communiste conscient de ses responsabilités a ainsi pris courageusement position sans craindre de s'attaquer aux gesticulations hystériques des trotskystes et trotskysants, comme il a fait triompher le Front populaire en combattant le bavardage des sectaires qui condamnaient l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Le Comité central a approuvé le Bureau politique d'avoir combattu les opinions de ceux qui déclarent, sans aucun souci de ses responsabilités qui pèsent sur les organisations ouvrières, que « tout est possible » et il oppose à cette formule dangereuse la déclaration communiste: « Tout n'est pas possible. Le mot d'ordre capital du Parti reste « tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire » !

SALUT A LA C.G.T.

Le Comité central a voté une adresse à la C.G.T. en se réjouissant des victoires remportées par les travailleurs et du recrutement massif des syndicats qui permettra aux travailleurs de poursuivre avec le maximum de succès, la bataille pour la défense du pain. Une adresse de sympathie au camarade Frachon a été également adoptée, le Comité central tenant ainsi à rendre hommage à l'un des principaux artisans de la victoire des travailleurs, qui a été le vaillant champion de l'unité syndicale.

POUR L'APPLICATION DU PROGRAMME DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

Le Comité central s'est réjoui du dépôt des premiers projets gouvernementaux pour réaliser le programme du Rassemblement populaire.

Il importe maintenant de continuer afin d'aboutir le plus rapidement possible à l'application complète du programme.

Le peuple de France attend l'ouverture de grands travaux, la revalorisation des produits agricoles, la lutte contre la spéculation et la vie chère, la suspension de saisies et l'aménagement des dettes, la révision des baux à ferme et des billets de fonds, la réforme fiscale pour faire payer un peu plus les riches, l'abolition complète de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, et l'application de la loi aux ligues factieuses, pour ne citer que les points essentiels du programme du Rassemblement Populaire.

Le Comité central a confirmé sa volonté de soutenir le gouvernement issu de la victoire du Front populaire, en vue de réaliser le programme pour lequel s'est prononcé le peuple français le 26 avril et le 3 mai. Le Comité central a enregistré les efforts faits par le gouvernement, notamment par le président du conseil, pour aider les travailleurs à obtenir satisfaction.

LA LUTTE CONTRE LA PROVOCATION

Le Comité central a approuvé le Secrétariat du Parti d'avoir officiellement, par la bouche du secrétaire général, demandé à Salengro que soient rendus publics les noms et les dossiers des agents provocateurs envoyés par la bourgeoisie dans le Parti communiste et le Parti socialiste.

LA MAIN TENDUE AUX CATHOLIQUES

Le Comité central a pris connaissance de l'article de L'Osservatore Romano à propos de la réponse du Parti communiste au pape. Il regrette que ses efforts tendant à unir tous les travailleurs, y compris les catholiques, dans un même sentiment de fraternité humaine pour venir en aide aux malheureux soient combattus par l'organe officiel du Vatican.

Le Bureau politique a été chargé d'adresser une lettre au pape, afin de préciser que malgré tous les obstacles, le Parti va continuer à travailler à l'union de tous les hommes de bonne volonté.

LA LUTTE CONTRE LA VIE CHERE

Le Comité central s'est réjoui de l'initiative prise par le groupe parlementaire communiste de déposer une proposition de résolution contre les spéculateurs, responsables de la vie chère.

Il n'est pas vrai que l'augmentation des salaires doive se traduire par une hausse des prix. Le Comité central a décidé de mener une campagne vigoureuse contre la hausse des prix et contre la dévaluation qui aboutirait encore une fois à frapper les masses laborieuses.

LA DEFENSE DE LA PAIX

Le Comité central s'est félicité du succès du meeting de Buffalo où le Parti fut représenté par le camarade Marcel Cachin pour la défense de la paix. Il a décidé de poursuivre la campagne en vue de la préparation du Rassemblement Universel de la Paix, auquel de nombreuses organisations ont déjà adhéré.

LA FORCE DU PARTI COMMUNISTE

Le Comité central, saluant avec fierté la croissance du Parti, a considéré que la tâche du moment réside dans l'éducation des membres du Parti, la création d'écoles, de cours à tous les échelons du Parti, afin de faire connaître aux nouveaux adhérents les principes du communisme et les éléments fondamentaux de la politique du Parti.

Le Comité central s'est réjoui de la montée du tirage de l'Humanité qui, sous la direction de Marcel Cachin et de Vaillant-Couturier, a atteint un tirage journalier de 750.000 exemplaires et il a adressé ses félicitations à tout le personnel du journal qui a fourni un magnifique effort.

LA CONVOCATION DE LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI

Le Comité central a décidé de convoquer pour les 11 et 12 juillet une conférence nationale du Parti, avec à son ordre du jour les questions ci-après :

— Les succès remportés dans la lutte pour la défense du pain et l'application du programme du Rassemblement populaire. Rapporteur : Maurice Thorez.

— La lutte pour l'union des femmes françaises. Rapporteur : Jacques Duclos.

— La force du Parti et son organisation. Rapporteur : Marcel Gitton.

Le Comité central a décidé de demander à toutes les organisations du Parti de participer activement à la préparation du centenaire de Rouget de Lisle, compositeur du chant de la liberté, La Marseillaise, et avant de se séparer le Comité central a voté à l'unanimité un appel qui sera rendu public incessamment.

(L'Humanité, 14 juin 1936).

III - "Un parti de gouvernement"

« ... Etre au service des classes laborieuses un parti de gouvernement, cela signifie, avant tout, savoir défendre et faire triompher leurs justes revendications et c'est aussi, quand il le faut, avoir le courage politique (souligné dans le texte) de leur montrer les

dangers d'une situation qui, en se prolongeant, risque de déchaîner les surenchères de leurs adversaires et le mécontentement de certains de leurs alliés... »

(Edité de Paul Vaillant-Couturier, L'Humanité du 14 juin 1936.)

IV - L'article de Trotsky du 9 juin :

“ *La révolution française a commencé* ”

JAMAIS la radio ne s'est trouvée être aussi précieuse que dans ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre d'un lointain village de Norvège les battements du pouls de la révolution française. Il serait plus exact de dire : le reflet de ces battements dans la conscience et dans la voix de messieurs les ministres, les secrétaires syndicaux et autres chefs mortellement effrayés.

Les mots de « *révolution française* » peuvent sembler exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général, elle ne peut pas naître autrement. La révolution française a commencé.

Certes, Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi. Sans doute, les ouvriers sont les maîtres des usines pendant la grève, établissant leur contrôle sur la propriété et son administration. Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable « *detail* ». Dans l'ensemble, ce sont « *des grèves économiques, mais non pas politiques* », affirment messieurs les chefs. Cependant, sous l'effet de grèves « *non politiques* », toute la situation politique du pays change radicalement. Le gouvernement décide d'agir avec une promptitude à laquelle il n'avait pas songé la veille : car, selon les paroles de Blum, la véritable force est patiente ! Les capitalistes font preuve d'un esprit accommodant tout à fait inattendu. Toute la contre-révolution en attente se cache derrière le dos de Blum et de Jouhaux. Et tout ce miracle est produit par... de simples grèves « *corporatives* ». Qu'est-ce que ce serait si les grèves avaient eu un caractère politique ?

Mais non, les chefs disent une contre-vérité. La corporation embrasse les ouvriers d'une profession donnée, les séparant des autres professions. Le trade-unionisme et le syndicalisme réactionnaire tendent tous leurs efforts pour maintenir le mouvement ouvrier dans les cadres corporatifs. C'est là-dessus que s'assoit la dictature de fait de la bureaucratie syndicale sur la classe ouvrière (la pire de toutes les dictatures !) avec la dépendance servile de la clique Jouhaux-Racamond envers l'état capitaliste. L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres professionnels, corporatifs et locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de *tout* le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : c'est l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le

fait qu'à une petite distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que d'ordinaire messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien que le *Peuple* reconnaissait ouvertement que, pour lui, plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne étaient apparues comme un fait complètement « inattendu ». Cependant, c'est précisément dans les profondeurs de ces couches les plus exploitées que se cachent des sources intarissables d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même de leur éveil est le signe infaillible d'un grand combat. Il faut trouver accès à ces couches à tout prix !

S'arrachant des cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable, non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour sa propre représentation parlementaire et syndicale, qui, actuellement, est avant tout occupée à ne pas voir la réalité. Selon une légende historique, à la question de Louis XVI : « *Mais c'est une révolte ?* », un des courtisans répondit : « *Non, sire, c'est une révolution* ». Actuellement, à la question de la bourgeoisie : « *C'est une révolte ?* », ses courtisans répondent : « *Non, ce ne sont que des grèves corporatives* ». Rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront dans la presse, la première vague peut s'être calmée. Apparemment la vie rentrera, semblera-t-il, dans son ancien lit. Mais cela ne change rien à l'affaire. Ce qui s'est passé, ce n'est pas des grèves corporatives. Ce n'est même pas des grèves. C'est *la grève*. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution.

Toute l'expérience passée de la classe ouvrière, son histoire d'exploitation, de malheurs, de luttes, de défaites, revit sous le choc des événements et s'élève dans la conscience de chaque prolétaire, même du plus arriéré, le poussant dans les rangs communs. Toute la classe est entrée en mouvement. Il est impossible d'arrêter avec des paroles cette masse gigantesque. La lutte doit aboutir, soit à la plus grande des victoires, soit au plus terrible des écrasements.

**

Le *Temps* a appelé la grève les « *grandes manœuvres de la révolution* ». C'est incomparablement plus sérieux que ce que disent Blum et Jouhaux. Mais même la définition du *Temps* est, malgré tout, inexacte, car elle est, dans un certain sens, exagérée. Des manœuvres présupposent l'existence d'un commandement, d'un état-major, d'un plan. Il n'y

a rien eu de tel dans la grève. Les centres des organisations ouvrières, y compris le Parti Communiste, ont été pris à l'improviste. Ils craignent avant tout que la grève ne dérange tous leurs plans. La radio transmet une phrase remarquable de Marcel Cachin : « *Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève* ». En d'autres termes, la grève est notre malheur commun. Avec ces paroles, le sénateur menaçant convainc les capitalistes de faire des concessions pour ne pas exacerber la situation. Les secrétaires parlementaires et syndicaux, qui s'adaptent à la grève avec l'intention de l'étouffer le plus tôt possible, se trouvent en réalité en dehors de la grève, s'agitent en l'air, et ne savent pas eux-mêmes s'ils retomberont à terre sur les pieds ou sur la tête. La masse éveillée n'a pas encore d'état-major révolutionnaire.

Le véritable état-major est chez l'ennemi de classe. Cet état-major ne coïncide nullement avec le gouvernement Blum, quoiqu'il s'en serve très habilement. La réaction capitaliste joue actuellement un grand jeu risqué, mais elle le joue savamment. Au moment présent elle joue à qui perd gagne : « *Cédons aujourd'hui à toutes ces revendications désagréables, qui ont rencontré l'approbation commune de Blum, de Jouhaux et de Daladier. De la reconnaissance de principe à la réalisation de fait, il y a encore un grand chemin. Il y a le parlement, il y a le sénat, il y a l'administration — tout cela ce sont des machines d'obstruction. Les masses manifesteront de l'impatience et tenteront de serrer plus fort. Daladier se séparera de Blum. Thorez tentera de se détacher à gauche. Blum et Jouhaux se sépareront des masses. Alors nous nous rattraperons de toutes les concessions actuelles, et même avec usure* ». Ainsi raisonne le véritable état-major de la contre-révolution : les fameuses « *200 familles* » et leurs stratèges mercenaires. Elles agissent selon un plan. Et ce serait une légèreté de dire que leur plan est sans base solide. Non, avec l'aide de Blum, de Jouhaux et de Cachin, la contre-révolution peut arriver au but.

Le fait que le mouvement des masses atteint, sous une forme improvisée, des dimensions si grandioses et un effet politique si grand, souligne au mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela qu'est le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues croissantes. Sans cela la victoire serait impossible. Mais tout cela est insuffisant pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des « *200 familles* », il faut l'état-major et le plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un, ni l'autre n'existent encore. Mais ils peuvent être créés. Il existe toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses.

*
**

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les « *espoirs* » dans le gouvernement de Front populaire. Ce n'est qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux *espoirs*, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Dans la grève s'exprime, avant tout, la *méfiance* ou le *manque de confiance* des ouvriers, sinon dans la

bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité de briser les obstacles et de venir à bout de ses tâches. Les prolétaires veulent « *aider* » le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pleine conscience de leur force. Mais ce serait une grossière caricature de dessiner la chose, comme si la masse n'était guidée que par des « *espoirs* » en Blum. Il ne lui est pas facile de rassembler ses pensées sous l'oppression des vieux chefs, qui s'efforcent de la faire rentrer le plus tôt possible dans la vieille ornière de l'esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat français ne reprend pas l'histoire au commencement. Toujours et partout, la grève a fait apparaître à la surface les ouvriers les plus conscients et les plus hardis. L'initiative leur appartient. Ils agissent encore prudemment, tâtant le terrain. Les détachements avancés s'efforcent de ne pas se couper en avant, pour ne pas s'isoler. L'écho amical qui leur vient de l'arrière leur donne courage. L'écho que se font les différentes parties de la classe est devenu un essai d'automobilisation. Le prolétariat lui-même a le plus grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques obtenus, quelque incertains qu'ils soient en eux-mêmes, doivent extraordinairement élever la confiance des masses en elles-mêmes, surtout des couches les plus arriérées et les plus opprimées.

La principale conquête de la première vague est dans le fait que sont apparus des chefs dans les ateliers et les usines. Ont été créés les éléments d'états-majors locaux et de quartiers. La masse les connaît. Ils se connaissent l'un l'autre. Les véritables révolutionnaires chercheront liaison avec eux. Ainsi la première automobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire. La grève a secoué, ranimé, renouvelé tout le gigantesque organisme de la classe. La vieille écaille organisationnelle est encore loin d'être disparue, au contraire, elle se maintient avec assez d'obstination. Mais sous elle apparaît déjà une nouvelle vague.

Sur le rythme des événements, qui, sans aucun doute, s'accéléreront, nous ne dirons rien maintenant. Ici ne sont encore possibles que des suppositions et des conjonctures. La seconde vague, son déclenchement et sa tension permettront, sans aucun doute de faire un pronostic beaucoup plus concret que ce qui est actuellement possible. Mais une chose est claire par avance : la seconde vague sera loin d'avoir le même caractère pacifique, presque débonnaire, printanier, que la première. Elle sera plus dure, plus tenace et plus âpre, car elle sera provoquée par la déception des masses devant les résultats pratiques de la politique du Front populaire et de la première offensive. Dans le gouvernement se produiront des fissures, de même que dans la majorité parlementaire. La contre-révolution deviendra du coup plus assurée et plus insolente. Il ne faut pas attendre de nouveaux succès fragiles des masses. En face du danger de perdre ce qui a semblé être conquis : devant la résistance croissante de l'ennemi ; devant la confusion et la débandade de la direction officielle, les masses sentiront l'ardente nécessité d'avoir un programme, une organisation, un plan, un état-major.

C'est à cela qu'il faut se préparer et préparer les ouvriers avancés. Dans l'atmosphère de la révolution, la rééducation de la masse, la sélection des cadres et leur trempe s'accompliront rapidement.

Un état-major révolutionnaire ne peut naître au moyen de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, car les syndicats n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe, et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus ferme. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin d'inventer ici de nouvelles formes : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se

réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte, et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer le nom d'une telle organisation : *c'est les Soviets de députés ouvriers*.

La principale masse des ouvriers révolutionnaires marche actuellement derrière le Parti Communiste. Ils ont crié plus d'une fois dans le passé : « *Les Soviets partout !* ». Leur majorité a pris, sans aucun doute, ce mot d'ordre au sérieux. Il fut un temps où nous pensions que ce mot d'ordre n'était pas opportun. Mais, actuellement, la situation est radicalement changée. Le puissant conflit des classes va vers un dénouement redoutable. Celui qui hésite, qui perd du temps, est un traître. Il faut choisir entre la plus grande des victoires historiques et la plus terrible des défaites. Il faut préparer la victoire. « *Les Soviets partout ?* » D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes ! (1)

(1) Extrait de « *Où va la France ?* ». En vente à la S.P.E.L., 500 francs.

DOCUMENT : La F.U.A.J. devant la V^e République

LES événements qui se sont déroulés depuis notre dernier Congrès national ordinaire ne peuvent laisser indifférents les militants d'une association comme la F.U.A.J.

Ce n'est pas sortir du cadre de l'ajisme, bien au contraire, que de s'intéresser aux conditions générales dans lesquelles s'inscrit notre action et qui déterminent le développement même des Auberges et de l'ajisme.

Or, nous sommes obligés de constater que, durant les derniers mois, ces conditions ont subi d'importantes modifications : changement de système politique, continuation de la guerre d'Algérie, mesures financières aggravant la situation matérielle des couches les plus défavorisées et des jeunes en particulier, menaces accrues de chômage, de prolongation du service militaire, etc.

Dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire les initiatives gouvernementales actuelles (Commissariat à la Jeunesse, Ministère des Affaires Culturelles) témoignent plutôt de tâtonnements que d'une politique fermement déterminée. Nous pouvons cependant dire, malgré les déclarations rassurantes, que les menaces qui pèsent sur l'avenir ne concernent pas seulement les conditions générales matérielles et morales du développement de notre action, mais les principes mêmes sur lesquels elle se fonde : laïcité, indépendance vis-à-vis de l'Etat, liberté d'expression, gestion par les usagers.

Face à ces menaces, et sans sortir de son rôle d'organisation de loisirs et d'éducation populaire, la F.U.A.J. doit donc prendre toutes les initiatives nécessaires à la sauvegarde de ses principes d'action.

En premier lieu, une telle défense est

inconcevable dans l'isolement. Toutes les organisations de jeunesse et d'éducation populaire y sont intéressées. Leurs premières réactions ont montré qu'elles l'avaient compris (déclaration des 41). Les organisations laïques telles que la F.U.A.J. doivent être les promoteurs de cette action de défense. Celle-ci a déjà contribué efficacement à une telle action et se doit de la poursuivre.

La participation à de tels fronts communs ne doit pas, cependant, être conçue comme une simple action solidaire de sommet, mais doit évidemment s'accompagner, à l'intérieur de notre organisation, d'une information immédiate et constante de tous les militants et destinée à repercuter, aux échelons départementaux et locaux, les décisions et les actions nationales.

Inversement, tous les militants et tous les adhérents de la F.U.A.J. doivent prendre conscience de la situation et des dangers cités plus haut et, quelles que soient par ailleurs leurs divergences d'ordre intérieur, contribuer unanimement aux actions de sauvegarde.

L'unité, si péniblement réalisée, serait factice si les différents courants qui se retrouvent à la F.U.A.J., et en font la richesse, ne pouvaient s'y exprimer.

Mais elle serait stérile et sans lendemain si tous les militants ne comprenaient pas, quelles que soient leurs responsabilités ou leurs tendances, qu'aujourd'hui, seule une vigilance permettra de faire face efficacement aux difficultés présentes et de préserver, quelles que soient les circonstances futures, les bases de son action éducative. L'avenir des Auberges et de l'ajisme est à ce prix.

(Motion adoptée par le récent congrès de la F.U.A.J.)

NI DIEU NI SORCIER : UN HOMME D'ETAT BOURGEOIS

L'OPINION publique, ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi — les opinions des journalistes et hommes politiques de toute obéissance — scrute à tout moment les pensées cachées, les allusions voilées du président de la république. De Gaulle affectionne son « mystère ».

La guerre d'Algérie se poursuit ? C'est donc que de Gaulle est d'accord avec les « ultras » contre une solution politique !

De Gaulle lance une formule sybilline qui paraît contredire la plate-forme de l'« intégration » ? Les ultras protestent. Les stalinien, progressistes et autres libéraux en soupirent presque : ah ! s'il n'était pas le prisonnier des ultras !

*
**

Il n'y a pourtant là nul mystère. Les quelques données qui commandent l'évolution de la situation et la politique du général de Gaulle sont très simples.

◆ En Algérie, l'occupation française, en 130 années, a détruit à peu près radicalement tous les cadres politiques, économiques et sociaux du pays. Il n'y a pas d'état algérien, il n'y a qu'un prolongement de l'état français. Au Maroc et en Tunisie, avant l'indépendance politique, subsistait un état, désincarné il est vrai, mais où les bourgeois et petits bourgeois musulmans occupaient, sous le contrôle de l'impérialisme, des positions. En Algérie, rien de semblable.

◆ La bourgeoisie musulmane algérienne, véritable sous-produit de la colonisation, dont les bases économiques dépendent étroitement des décisions administratives de l'impérialisme, n'occupe à peu près aucune position dans la vie industrielle et financière du pays. Ses porte-parole : Farès, Abbas, Benhabyles, étaient, au 1^{er} novembre 1954, politiquement assimilés à la France aux 9/10^e.

◆ Le peuple algérien est un peuple d'ouvriers, de fellahs expropriés et de parias, pour qui l'indépendance nationale est liée étroitement aux objectifs antiimpérialistes les plus classiques : réforme agraire, expropriation des trusts, des banques, etc.

◆ La minorité européenne constitue une aristocratie ouvrière dans toute l'acception du terme, contrôlée politiquement par les cercles impérialistes les plus réactionnaires, et représente la seule couche sociale stable intéressée au système colonial, donc à la survie de l'impérialisme français.

*
**

Le 1^{er} novembre 1954 ouvre donc une période où, par la nature même du problème, la guerre d'Algérie débouche directement sur la lutte des classes en France. La victoire dans la guerre d'indépendance nationale était conditionnée par la capacité du prolétariat français à s'engager, avec résolution, dans des combats révolutionnaires contre son propre impérialisme. Le prolétariat a été chloroformé, dévoyé, par les dirigeants des grandes organisations ouvrières (P.C.F., P.S., organisations syndicales), qui manifestèrent la plus vive agitation verbale, tout en se refusant à agir. La classe ouvrière française, après s'être lancée dans la lutte spontanément, et par-dessus les appareils, à deux reprises, en 1955 et en 1956, dans ses secteurs d'avant-garde les plus directement intéressés — les jeunes soldats — a reflé. Les

dirigeants « ouvriers », avec le vote des pouvoirs spéciaux, avec leur agitation verbale, ont réussi à isoler les jeunes travailleurs de leur classe, et à les canaliser vers la participation à la guerre d'Algérie.

La défaite ouvrière du 1^{er} juin 1958 est venue consacrer l'impuissance du prolétariat (du prolétariat rendu impuissant par la trahison de ses chefs) et a pesé sur la solution du problème algérien. La bourgeoisie française avait, dès lors, les mains libres.

*
**

Nous l'avons expliqué à diverses reprises. Si la classe progressive — le prolétariat — n'arrive pas à régler les problèmes avec lesquels elle est confrontée, la classe réactionnaire, la bourgeoisie, finira par leur donner, sous une forme ou une autre, une solution conforme à ses intérêts — une solution qui, certes, ne résout aucune des contradictions internes de l'impérialisme, qui en prépare même l'aggravation pour l'avenir, mais qui, en attendant, permet au régime de durer. L'histoire ne connaît pas d'arrêt. L'ère de l'administration coloniale directe est irrémédiablement révolue. Pour préserver ses privilèges impérialistes dans les colonies, à notre époque, le capital financier doit passer par un état bourgeois ou semi-bourgeois autochtone (nanti de l'indépendance politique : Inde, Tunisie, Maroc, etc.), état dont la fonction est de préserver la structure sociale capitaliste existante, et qui lui sera subordonné indirectement.

La politique de de Gaulle s'inscrit dans cette perspective, qui est celle des stalinien (1), de Mollet, de Bourguiba, du Sultan, de Nasser, de l'impérialisme américain, de la bureaucratie russe, etc., c'est-à-dire de toutes les forces mondiales intéressées au maintien du système capitaliste.

La nature spécifique des relations de classe en Algérie, et la structure économique et politique de ce pays, dressent, néanmoins, toute une série d'obstacles majeurs dans cette voie.

Premier obstacle : la minorité européenne (les ultras), bastion de l'intégration. Mais de Gaulle s'emploie, avec un certain succès, à la démanteler politiquement.

Second et plus important obstacle : l'extraordinaire faiblesse politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie algériennes. Le caractère non algérien de l'appareil d'état, conséquence de cette faiblesse, implique que l'octroi rapide de l'indépendance politique créerait un tel vide que les masses algériennes menaceraient de s'y engouffrer, et de tenter de résoudre le problème de la construction de l'état algérien à leur manière.

(1) « Dans une France qui, certes, ne serait pas encore socialiste », déclare Thorez, « mais où le pétrole et les autres ressources énergétiques seraient aux mains de la nation, nous aurions intérêt à traiter avec le peuple algérien lui-même, maître de ses ressources, etc. ». On ne peut mieux se moquer du monde. Une France qui n'est pas socialiste ne saurait qu'être bourgeoise, donc impérialiste. Son pétrole est donc aux mains des monopoles, lesquels ne sauraient accepter que le peuple algérien soit maître des ressources naturelles de son pays. En réalité, derrière une phraséologie naturellement différente, car il s'agit de vendre la même marchandise à des acheteurs différents, il y a identité de vues entre de Gaulle et Thorez.

Le plan de Constantine, s'il est égal à zéro du point de vue de la satisfaction des revendications des ouvriers et des fellahs algériens, est à considérer sous l'angle de l'édification, sous le contrôle de l'impérialisme, d'un cadre algérien susceptible, ultérieurement, de gérer l'état. Mais l'« algérianisation » de l'état, dans le cadre bourgeois, exige étapes et délais.

**

Les deux principales formations politiques du nationalisme algérien, F.L.N. et M.N.A., sont présentement d'accord pour admettre ces étapes et ces délais. Il ne s'agit pas de porter une appréciation subjective sur cet état de fait. Constatons simplement que l'isolement du peuple algérien a amené ses organisations à ne plus se fixer d'autres objectifs.

On le sait, nous n'avons jamais considéré l'exigence du préalable du droit à l'indépendance, formulée par le F.L.N., comme l'expression d'une véritable intransigeance sur les objectifs. Le droit à l'indépendance n'est pas l'indépendance : il suppose virtualité et étapes. Mais le F.L.N. a abandonné ce préalable. Néanmoins, il continue à exiger

le monopole dans les négociations. Cette exigence a représenté et représente un frein essentiel de la lutte du peuple algérien. Elle a amené le F.L.N., pour l'imposer, à utiliser les tactiques les plus contestables du terrorisme anti-M.N.A. et de l'attente aveugle. Ces tactiques ont contribué à éloigner encore plus l'un de l'autre les peuples algérien et français.

Aujourd'hui, la volonté de s'assurer le monopole n'a d'autre signification que celle-ci : que de Gaulle concède au F.L.N. l'exclusivité de la représentativité politique contre ses adversaires, et le F.L.N. est prêt à accepter toutes les étapes et délais que l'on voudra. Mais cette politique est inacceptable pour le gouvernement français. Le rôle de direction et d'arbitrage dans la construction d'un état bourgeois algérien, préservant les fondements de la domination économique française, ce rôle ne peut être dévolu qu'à l'impérialisme lui-même. De Gaulle n'est pas plus prêt à concéder le monopole politique au F.L.N. qu'au M.N.A., ou à toute autre formation politique. Le rôle d'arbitre, il se le réserve pour lui-même, pour la défense des intérêts dont il est l'expression politique.

A PROPOS DE LA LUTTE CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

MAURICE THOREZ, dans le cadre de la préparation du 14^e congrès du P.C.F., est longuement intervenu à la conférence fédérale de la Seine (L'Humanité, 3 juin 1959). Avec les formes d'usage, le secrétaire général du parti dit « communiste » vient de royalement laisser tomber les emprisonnés Liechti, Magnien, Guyot, et les quelques dizaines de jeunes communistes qui, en application de ses directives, ont refusé de servir en Algérie :

« Il faut comprendre », a-t-il déclaré, « que les auteurs de ce geste ne sont qu'une infime minorité, et que nous ne pouvons pas proposer cet exemple à l'ensemble des soldats ».

Que signifie cette déclaration ?

En 1934, après la signature du pacte Laval-Staline, les dirigeants du P.C.F., se ralliant à la défense nationale de « leur » bourgeoisie, alliée du Kremlin, ont liquidé, avec de tels arguments, leur travail antimilitariste. De nombreux jeunes soldats engagés dans le travail « anti » furent alors livrés sans défense à la répression. Jointe aux attaques à peine voilées contre le F.L.N., cette déclaration de Thorez signifie le ralliement — avec phrases — du P.C.F. à la solution de Gaulle du problème algérien.

**

La campagne du refus de servir en Algérie a été lancée pour des raisons précises. Sabotant la lutte de masses contre la guerre d'Algérie (mouvements des rappelés de 1955-1956, coïncidant avec la poussée ouvrière vers la grève générale), les stalinien, pour ne pas perdre la face, engagèrent quelques dizaines de leurs militants à accomplir un geste sans portée véritable. Ceci, aux fins de la propagande. Aujourd'hui, en 1959, Maurice Thorez ne craint plus de voir les masses engager spontanément de vastes actions : aussi sacrifie-t-il sur l'autel de la « coexistence pacifique » — c'est-à-dire de la préservation du système capitaliste en France — ses jeunes travailleurs qu'il a envoyés à la répression. Il donne ainsi la preuve de ses bonnes dispositions devant l'éventualité d'une solution bourgeoise de la guerre d'Algérie.

Nous ne le répéterons jamais assez : le 1^{er} juin 1958 a marqué un tournant décisif dans la situation politique française. Les travailleurs, qui avaient la possibilité d'influer par leur action, et cela sur leur propre plan de classe, sur les événements en Algérie, ont perdu toute initiative. La solution bourgeoise du problème algérien, solution qui est en préparation et dont nous avons analysé les termes, échappe entièrement à leurs possibilités d'intervention. Aucune autre solution — aucune solution socialiste — n'est à même d'être réalisée dans la conjoncture présente. Mieux vaut ne pas se bercer d'illusions. A la suite des stalinien, des intellectuels et des journalistes qui, de 1954 à 1958, ont tout mis sur une solution parlementaire (bourgeoise) du problème algérien, se sont retrouvés à Pleyel, le 7 juin 1959. Claude Bourdet, sans rire, y a parlé d'un nouveau départ dans la lutte pour la paix en Algérie. Et le très saint professeur Mandouze a :

« suggéré que le peuple se refuse à faire cette guerre. S'il refuse, il a toutes chances d'être suivi par son chef... Les ultras crient plus fort que nous. Il faut que demain nous criions plus fort que les ultras ».

Le commentateur de L'Humanité, emboitant le pas, appelle donc « les partisans de la paix à crier plus fort — il le faut — que les ultras ».

Que dire d'un tel programme ? « Criions plus fort pour que de Gaulle nous suive », tel est le programme des « partisans de la paix ». Tout commentaire serait superflu.

**

Au début de l'insurrection algérienne, le B.P. du P.C.F. condamnait les actions « terroristes ». En réalité, en novembre 1954, il n'y avait pas d'actions terroristes, mais une action révolutionnaire des masses algériennes. Puis, lorsque le F.L.N. a eu effectivement recours au terrorisme : attentats aveugles et crimes fratricides, le P.C.F. s'est tu.

Voici que, maintenant, Maurice Thorez reprend la parole pour condamner les appelés qui refusent de servir en Algérie. A sa suite, et en se tortillant, le rédacteur en chef de

France-Observateur, Gilles Martinet, condamne ces mêmes actes. Dans un éditorial intitulé « Les activistes de la gauche », il commence par s'en prendre aux « masses veules et chauvines, indifférentes et passives ». Pensez-vous que Thorez, pour le rédacteur en chef de France-Observateur, ait une responsabilité dans cette apathie des masses ? En aucun cas. La responsabilité incombe aux masses, et à elles seules !

Mais ce n'est pas tout. Dans cet article, M. Gilles Martinet, s'en prenant aux « activistes de la gauche », opère suivant le procédé stalinien éprouvé de l'amalgame, en suggérant, à sa manière, que nous, trotskystes, pourrions être catalogués parmi les partisans de méthodes individuelles.

Notre position est claire et l'a toujours été : soutien d'ensemble à la révolution algérienne (1), refus d'accepter

(1) Ce sont les trotskystes qui, avec le comité pour la libération de Messali Hadj, ont, les premiers, convoqué un meeting contre la guerre d'Algérie : meeting contre la condamnation à mort de Ben Boulaid, qui appartenait pourtant alors au F.L.N.

OULD-AOUDIA ET MOHAMED NADJ

UN avocat algérien F.L.N., Ould-Aoudia, est assassiné par les contre-terroristes. Quelques semaines après, un des dirigeants de l'U.S.T.A., l'ouvrier M.N.A. Mohamed Nadj, ancien membre de la C.E. de la Fédération des Métaux C.G.T., tombe victime d'un attentat F.L.N.

Ces deux assassinats sont à rapprocher, car ils définissent peut-être le plus clairement l'impasse politique. En effet, si ces deux crimes sont aussi odieux l'un que l'autre, le pire est que l'attentat F.L.N. a fait complètement retomber l'émotion certaine qui avait suivi l'annonce de la mort d'Ould-Aoudia. L'émigration algérienne s'en trouve encore plus isolée du peuple de France qu'auparavant.

**

Il est vrai : le peuple français n'est pas à même de se solidariser activement avec le peuple algérien. Est-ce une raison pour agir d'une manière qui ne peut que le dresser contre le nationalisme algérien ?

MASSES ET APPAREILS

OUTRE-QUIÉVRAIN, besogne un homme dont la réputation a quelque peu dépassé les limites de la Belgique. Correspondant à ses heures de France-Observateur, il est devenu, après une courte hésitation, un des apôtres de la théorie du « mouvement réel ». Cette théorie originale, si l'on peut dire, consiste à identifier les appareils, et particulièrement l'appareil stalinien, au mouvement des masses. En Belgique, où la classe ouvrière est contrôlée par la bureaucratie social-démocrate (ferme soutien international de Mollet), les adeptes du « mouvement réel » combinent harmonieusement une double capitulation : devant l'appareil socialiste et devant l'appareil stalinien.

La nature a généreusement doté Ernest Mandel. Polyglotte distingué, il est capable d'écrire en cinq ou six langues sur n'importe quelle question. Mais ses performances vont encore plus loin. Sur ordre, et avec la même conviction, il défend

l'assassinat des militants messalistes. Nous avons combattu sur le terrain d'une participation directe à la lutte des masses.

**

Nous ne disons pas qu'avec une autre politique la victoire des masses était assurée. Nous disons, simplement, que la volonté d'isoler et de fragmenter les actions des rappelés en 1955 et en 1956, le sabotage de la généralisation de la grève des métallurgistes de Loire-Atlantique, en août-septembre 1955, le vote des pouvoirs spéciaux le 11 mars 1956, le respect des formes parlementaires de la république bourgeoise ne pouvaient pas ne pas mener à la défaite.

Martinet a apporté à sa façon sa pierre à la solution bourgeoise de la question algérienne. C'est son droit. Mais qu'il ne cherche pas, comme Thorez, à esquiver la responsabilité qui est la sienne, d'avoir entraîné dans une impasse ceux qui l'ont suivi, et dont il se débarrasse aujourd'hui en les qualifiant d'« activistes de gauche ».

Une publication de l'A.G.T.A. brosse un tableau d'un optimisme au moins contestable de la situation. Elle note qu'un des facteurs de victoire est la « division du camp français ». Le F.L.N. ne voit-il pas que de tels attentats, loin de diviser le « camp français », contribuent au contraire à l'unir ? C'est ainsi que, pour la première fois, bien qu'ils aient tiré pour protéger leur retraite, les auteurs de l'attentat contre Nadj ont été pourchassés et lynchés par la population.

Messali Hadj a renouvelé son appel pour que cessent les « actes fratricides ». Il demande aux « démocrates français », et particulièrement à ceux qui soutiennent politiquement le F.L.N., de s'adresser aux deux formations politiques du nationalisme algérien pour qu'elles s'associent à un appel conjoint contre le terrorisme individuel. On peut approuver ou condamner l'orientation politique de Messali Hadj. Mais il est indéniable que, si le terrorisme cessait, la situation politique serait, de quelque façon qu'on l'apprécie, éclaircie. N'y a-t-il pas là une responsabilité à assumer ?

dra une position et la position contraire. En bref, un talent ! Donc, Ernest Mandel est l'un des inspirateurs de l'hebdomadaire de la gauche socialiste belge : La Gauche. On sait que, durant une dizaine de jours, en février, les mineurs du Borinage ont engagé, avec les formes les plus extrêmes de la lutte de classes, grèves, manifestations de rue, attaques des prisons pour délivrer des grévistes emprisonnés, barrages et bagarres contre la police, un dur combat contre la fermeture d'une partie des charbonnages. On sait, également, que l'appareil social-démocrate a concentré toutes ses forces pour dévier, enliser, isoler le mouvement des mineurs. Nul doute qu'un révolutionnaire de la trempe d'Ernest Mandel, qui, en 1952, tentait de nous initier aux mystères de l'« entrisme "sui generis" » (1), allait manifester, dans la pratique de la lutte des classes, l'essence et la quintessence des théories hardiment novatrices auxquelles il s'était si précipitamment rallié sept ans plus tôt.

Les amis français d'Ernest Mandel, après Août 1953, avaient diffusé un tract contre les trotskystes qui appelaient à la grève générale les ouvriers des usines Renault ; les « entristes sui generis » français se solidarisèrent alors entièrement avec les Linet et autres Tollet pour qui, « l'heure de la révolution n'ayant pas sonné », les métallos de la plus grande usine de France devaient, ayant tout, ne pas se lier à la grève générale. Telle était la volonté de l'appareil stalinien. Telle fut la pratique des « mandelliens » français.

**

La Gauche, en février 1959, au début de la grève des mineurs, n'hésite pas. Elle titre sur toute la largeur de la première page :

« Préparons la grève générale dans tout le pays. »

Indéniablement, à première vue, le contenu des articles est traversé d'un souffle révolutionnaire authentique, il répond indiscutablement aux combats livrés avec résolution par les travailleurs. On y lit :

« Salut aux vaillants, aux intrépides travailleurs borains, salut aux barrages, aux barricades qui viennent de rappeler au pays et à toute l'Europe comment on arrache des conquêtes nouvelles. Salut aux travailleurs d'autres corporations qui, ne voulant pas laisser seuls dans la lutte leurs camarades mineurs, arrêtent à leur tour le travail, ou s'apprentent à étendre la grève dans les jours à venir. »

Malgré tout, dès le 21 février, La Gauche recourt déjà à des formules qui font mal augurer de l'avenir :

« Travailleurs grévistes, n'oubliez pas 1932, 1936, 1946, 1950. Vous avez chaque fois repris le travail en échange de concessions importantes, mais mineures, purement sociales, ne modifiant en rien la nature du régime. Résultat ? Le chômage est réapparu après. Cette fois-ci, nous vous en adjurons, il faut que vous portiez un coup décisif aux structures capitalistes elles-mêmes ! »

Tiens ! Tiens ! Curieux langage, qui a tout l'air de faire retomber sur les épaules des travailleurs belges la responsabilité de n'avoir pas été jusqu'au bout. Très curieux, mais déjà très explicite quand, après avoir « adjuré » les travailleurs en lutte, on lance le mot d'ordre : « Tous unis derrière les organisations socialistes et syndicales ! », qui, déjà, sabotaient la grève générale.

Il ne fallait pourtant pas être grand clerc pour comprendre le jeu des appareils. Il suffisait de lire, par exemple, dans le quotidien officiel du parti socialiste belge, le 17 février 1959, sous le titre : « Regrettable incident » :

« De jeunes irresponsables se sont portés vers Mons, drainant, au long d'une marche de 7 à 8 km., de paisibles manifestants, qui croyaient à une action concertée. Devant la prison, où elle réclamait à grands cris la libération des sept grévistes détenus, la foule s'est heurtée à un barrage de gendarmes... Devant l'attitude de ces excités, les gendarmes ont arrosé les manifestants à l'aide de lances de leurs auto-pompes, puis ont lancé des grenades lacrymogènes... Une fois de plus, nous adjurons nos camarades de n'obéir qu'aux seuls mots d'ordre de l'action commune » — (c'est-à-dire des appareils syndical et social-démocrate).

Ainsi, le 21 février, La Gauche, non seulement n'a pas un mot pour dénoncer les dirigeants du P.S.B. condamnant les « irresponsables » qui cherchent à entraîner la classe ouvrière à l'action générale par les seules méthodes de

lutte compatibles avec la situation, mais elle utilise le même langage que les bonzes de tous les pays et de tous les temps : — « Discipline. Suivez les mots d'ordre : tous unis derrière les organisations syndicales et politiques... », organisations qui, au même moment, unissent leurs efforts pour protéger le régime capitaliste contre l'assaut des masses.

**

Le numéro de La Gauche du 28 février 1959 va nous éclairer complètement. Dans l'éditorial, pas un mot sur la responsabilité des bureaucrates. Au contraire, on y lit :

« Pour arracher davantage, pour avancer seulement vers la nationalisation des charbonnages, et de tous les secteurs d'énergie, il eut fallu aller plus loin, il eut fallu préparer la grève générale. »

Mais où donc se situent les responsabilités ? A la direction du parti socialiste belge et de la F.G.T.B. ? Vous n'y pensez pas ! Comme pour tout bureaucrate qui se respecte, pour les Mandel et leurs complices, c'est la classe ouvrière qui est responsable. Lisons plutôt :

« Il est certain que tous les secteurs de notre classe ouvrière n'ont pas encore été trempés dans le même esprit, que les mots d'ordre ne fument pas encore simultanément de partout, que les particularismes régionaux et corporatifs entravent encore la marche en avant vers des conquêtes nouvelles et décisives. Le bilan objectif de ces dernières journées, c'est que ces freins étaient encore cette fois, plus puissants que le dynamisme foncier des secteurs d'avant-garde. »

Ainsi, c'est la classe ouvrière belge elle-même qui a constitué le principal frein dans la voie de la grève générale. Il faudra attendre le numéro du 14 mars de La Gauche pour que s'y fasse entendre, non certes dans un article de Mandel, mais dans l'interview d'un responsable du syndicat des employés F.G.T.B., un tout autre son de cloche. Celui-ci, bien qu'estimant le mouvement prématuré, n'en affirme pas moins :

« La grève générale n'était pas impossible, à cause de l'échauffement et du moral des travailleurs. »

Et, sur l'attitude des dirigeants syndicaux et socialistes, il déclare, en termes circonspects mais suffisamment précis :

« On a enregistré une certaine déficience à l'échelle nationale... car il ne fait aucun doute que la grève générale était rentable. Si elle avait eu lieu, elle aurait d'ailleurs porté d'autres fruits. »

La déficience ne se situe donc pas dans la classe ouvrière (La Gauche du 28 février), mais à l'échelon national des directions (La Gauche du 14 mars). Le prudent Ernest Mandel s'est bien gardé de signer éditos et articles dans ces journées. Nous n'avons pu relever, signé de lui, qu'un unique article — fondamental et principal, bien entendu. Sous le titre, combien éloquent : « Réflexions politiques après une grève », le disert journaliste s'adresse, non aux travailleurs, mais aux « observateurs attentifs ». Sur plusieurs colonnes, il ne cherchera pas à analyser le mouvement, sa dynamique, les obstacles bureaucratiques dressés sur la voie de la grève générale. Les seuls centres d'intérêt de l'observateur Ernest Mandel se situent au niveau des parlementaires et des sommets bureaucratiques auxquels il n'entend faire nulle peine, même légère :

« Le diagnostic du premier ministre », écrit-il, « confirme que les socialistes et les syndicalistes F.G.T.B. avaient raison. »

On sait assez qu'en politique il importe de ne jamais croire les hommes sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes, mais de les juger d'après le seul critère de l'action. Ce test décisif de la lutte de classes, Ernest Mandel, en février 1959, l'a passé aussi mal que ses amis français en août 1953. Il a capitulé devant l'appareil social-démocrate, comme ceux-ci ont couvert et couvert l'appareil stalinien.

**

« Lorsque les travailleurs de chez nous », lit-on dans *La Gauche* du 28 février 1959, « avec leur bon sens légendaire, auront fait la part des choses et tiré la leçon des événements, lorsque la poussée vers la gauche reprendra, plus puissante que jamais, au sein de nos organisations, lorsque, cette fois-là, un million de travailleurs seront au rendez-vous, ils inscriront sur leur drapeau, comme les Borains en 1959 : nous n'attendons le salut que des réformes de structure. »

En Belgique comme ailleurs, une même leçon est à tirer, une leçon qu'enseignent toutes les défaites ouvrières : lorsque les travailleurs entrent en lutte, les appareils se mobilisent pour entraver leur offensive anticapitaliste. « La poussée vers la gauche au sein de nos organisations » n'est que la

ressucée de la fameuse théorie de « l'évolution à gauche », du « gauchissement » (sic) des organisations traditionnelles elles-mêmes, du stalinisme notamment — « théorie » chère aux amis de E. Mandel, sous le couvert de laquelle ils peuvent, la conscience tranquille, servir de couverture aux appareils avec une phraséologie gauchiste.

En réalité, ou bien les masses, se heurtant aux appareils dans l'action, les briseront, libérant éventuellement les tendances révolutionnaires qui auraient mûri au sein des organisations traditionnelles — ou bien les appareils briseront le mouvement des masses. Celui qui ne le comprend pas, qui place, comme Ernest Mandel, ses espoirs dans l'appareil — ou dans telle ou telle fraction éclairée des appareils « évoluant vers la gauche », sous la pression des masses bien entendu — celui-là est naturellement amené, comme le fait Mandel, à camoufler sa propre capitulation devant les appareils en rejetant sur la classe ouvrière elle-même la responsabilité des échecs.

(1) Cette locution barbare, compréhensible pour les seuls initiés, fut inventée par les partisans et praticiens de la capitulation devant la bureaucratie stalinienne, à laquelle est dévolue par eux la tâche de réaliser le socialisme — « à sa façon », bien entendu.

DOCUMENT

Résolution sur les relations internationales de la Socialist Labour League

(adoptée par le I^{er} congrès de la S.L.L.)

L E congrès de la Socialist Labour League considère que le comité national devra prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec le comité international, pour convoquer une conférence internationale de tous les partis et groupes révolutionnaires qui cherchent à construire des mouvements marxistes indépendants dans leur propre pays.

A cette conférence seront invités tous les partis et tendances qui :

★ Sont pour la construction de partis ouvriers marxistes dans les pays capitalistes, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et dans les pays contrôlés par la bureaucratie stalinienne.

★ Sont pour la défense de l'Union Soviétique, de la Chine et de l'Europe Orientale.

★ Dirigent leurs efforts vers la

construction d'une direction révolutionnaire capable d'organiser la classe ouvrière pour la révolution socialiste, d'empêcher la catastrophe nucléaire en renversant l'impérialisme.

★ Cherchent à se placer à l'avant-garde de la lutte pour la liberté nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, mais fondent leur activité sur la nécessité de construire des mouvements ouvriers révolutionnaires indépendants, comme étant la seule direction apte à mener à son terme la lutte pour l'indépendance nationale en fusionnant la révolution nationale avec la révolution socialiste.

★ S'opposent à l'idée que les partis staliniens ou réformistes peuvent être transformés en instruments révolutionnaires, et interviennent consciemment dans les

mouvements de masse avec le but d'en gagner la direction, et de détruire l'emprise de ces bureaucraties sur la classe ouvrière.

Nous estimons qu'une telle conférence peut être un pas en avant vers l'unification éventuelle des forces révolutionnaires internationales en un parti mondial sur des bases réalistes, avec un centre dont les fonctions peuvent se développer autant que la croissance du mouvement permet l'ascension d'organismes représentatifs jouissant d'une autorité gagnée dans le travail.

Cette conférence devra être préparée, en association avec le comité international, avec la publication d'un appel, d'articles dans *Labour Review*, et l'édition d'un bulletin d'information international contenant des nouvelles des révolutionnaires des divers pays.

NOTE DE LECTURE :

LA SEMAINE CEINTE DE LAURIERS

LOUIS ARAGON :

LA SEMAINE SAINTE

Critique pertinente de la Semaine Sainte, roman de Louis Aragon, suivie de considérations impertinentes sur son auteur.

C E gros bouquin m'effrayait fort. Je n'aime pas la polygraphie. Et j'avais raison d'avoir peur : cette mixture est imbuvable.

Et voilà qu'on m'accable aussitôt... bien sûr, c'est voulu chez nous, c'est prémédité, c'est systématique, c'est de la critique d'opinion, et il suffit qu'Aragon soit stalinien pour que vous mettiez plus bas que terre tout ce que peut écrire ce si pur génie de la langue française... Sectaire, va, partisan, caporal, histrion, presbyte...

Oh, mais que non ! Et, croyez-moi si vous le voulez, j'ai longtemps réfléchi au moyen de joindre ma voix au chœur

des thuriféraires de cette nouvelle perle qu'Aragon vient d'enfler un chapelet de son grand œuvre. Tant de louanges unanimes (1) avaient salué cette semaine galopante, que jouer les empêcheurs de tourner rond me paraissait un non-sens

(1) Seul, parmi tout ce que j'ai pu lire, Maurice Joyeux, dans le numéro 47 du « Monde Libertaire », rétablit ce que je tiens pour la vérité vis-à-vis de cet illisible roman.

né de mon goût — pourtant dépassé — de la provocation gratuite. Comment, me disais-je, tous ces messieurs de la critique ne sont tout de même pas des gobe-mouchea — et, puisqu'ils brillent tous au chef-d'œuvre, il doit bien y avoir du vrai, d'autant qu'Aragn n'est pas de ces auteurs qu'ils doivent porter, en principe, dans leur cœur ? Mystère, jusqu'à ce jour, et que je renonce à percer, bien décidé, malgré l'enthousiasme de tous ces gens, à n'en faire qu'à ma tête, et à me payer la leur.

Je lisais donc. Et il me fallut deux semaines pour venir à bout de ces quelques jours de dérouté qu'Anicet — bien vieilli — nous conte en six cents pages. Un romède.

Un catalogue de l'armée du roi, le bottin général de tous ces fuyards ? Oui. Un roman — historique ou non ? Autant lire l'annuaire.

Ce récit fourre-tout est un lieu d'asile. Aucune suite, aucune maîtrise, aucune unité. La débâcle n'est pas que dans l'histoire. Grands et petits entrent et sortent, se mêlent, et finalement se perdent, sans que l'on ait pu prendre le moindre intérêt à ce qu'ils sont, à ce qu'ils furent.

Marmont, Berthier, Macdonald, Mortier, le roi, le comte d'Artois, le duc de Berry, celui de Richelieu, Géricault, Vigny, Lamartine, etc., etc., tous ces gens font la course à l'échelle sous l'œil fatigué du lecteur. Les royalistes, les bonapartistes, les républicains parlent d'eux, de la France et du choix qui s'impose, comme ça, entre deux étapes, sans même — aussi éloigné que l'on soit des cas de conscience patriotiques — que l'on puisse, à distance, trouver cela divertissant ou instructif.

Bien. Pas une page, pas même une image qui survive à cette entreprise pitoyable ; et seule demeure une impression leucémique de temps perdu (y compris par l'auteur), d'imbroglio vaseux, peut-être dû à ces brumes du Nord où se dissout ce cortège qui mène Louis XVIII en Belgique et nous en bateau (ça nous apprendra !) et de travesti tiré par les cheveux (Roger Stéphane, en effet, y voit sinon un plaidoyer, du moins une tentative d'Aragn pour justifier ses trente années de stalinisme). Moi, je veux bien, mais c'est raté.

Et si encore, comme cela lui arrive parfois, Aragn eût sauvé ce qui pouvait l'être par son style. Non seulement « le Paysan de Paris », mais « les Cloches de Bâle », elles aussi, m'avaient séduit. Que n'est-il passé cette fois-ci ?

Aucune aisance, aucun éclair, ni beauté, ni virtuosité. « L'écriture est sublime », ose écrire Stéphane. Ces messieurs lisent-ils les livres dont ils parlent ? Suis-je myope ? Sont-ils aveugles ? Aragn n'a jamais écrit aussi mal. La phrase est lente, lourde, quelconque, bourrée de facilités pénibles et de fausses audaces.

Quant à la composition à-vau-l'eau, elle fait beaucoup moins penser à une science du récit qu'à la collection disparate des restes d'un dîner de mangeur de livres, qui nous invite à contempler les reliefs et les miettes d'un repas d'érudit qui fait le beau par-ci et l'acrobate par-là, mais qui se retrouve, en définitive, dans la peau d'un vieux clown qui n'amuse plus personne.

« Une semaine sainte », disent-ils, moi j'appelle ça une mi-carême et même, si vous le voulez bien, un carnaval gâché par la pluie.

Un des « mérites » de cet ouvrage — le plus tapageur — est que l'on parle beaucoup d'Aragn depuis quelques mois. On l'interviewe, on le congratule, on le fête on l'exhibe. Revues, hebdomadaires, quotidiens, radios, télévision, se le disputent. On a même vu une municipalité — celle de Saint-Denis — y aller de son hommage à l'auteur des COMMUNISTES, avec chanteurs en vogue et comédiens lisant des vers.

Tout cela n'est pas très sérieux et ne peut que nous fortifier dans la piètre idée que nous avons de tout ce joli monde qui louaille, qui jactaille, qui intellectualise et qui déconaille, selon le vent, la mode et le mauvais goût du premier jeanfoutre. Car, pour nous qui sommes la jeunesse et qui ne nous payons ni de mots, ni d'opinion réglementée, qui avons refusé l'amalgame et le compromis, l'affairisme et le dressage, et qui nous faisons de la révolution une toute autre idée que le directeur des « Lettres Françaises », que représente donc Aragn, sinon tous les talents possibles mis au service d'un carriérisme contre-révolutionnaire ?

Ce que n'ignore pas le prévenu, qui, dans un article retentissant paru dans le numéro 748 des « Lettres Françaises », après un silence gêné de vingt-sept ans et peut-être sous le coup du retour d'âge, nous parle de ses anciens amis et tente de justifier — combien mal ! — ses bons et loyaux services de féal encenseur de la bureaucratie du Kremlin, hier, chantre servile du génie de Staline, aujourd'hui, l'arbin de plume des misérables massacreurs du peuple hongrois. Quant à l'argument du bonhomme, il vaut son pesant de candeur, puisque c'est — paraît-il — par fidélité à sa parole donnée que, depuis trois décades, le promoteur docile, du réalisme socialiste s'est fait, dans ce pays, le défenseur et l'instrument du stalinisme !

Par fidélité ! Aragn devrait dire par fidélité à la trahison — à la trahison de sa jeunesse, à la trahison du surréalisme et de la révolution.

Mais, sont-ce bien ceux-là qui savent qu'Aragn prétend convaincre avec de si suaves « ingéniosités » rédemptrices ? Ou ne s'agit-il pas plutôt de faire bonne figure devant la génération montante qui, des querelles, des ruptures, des grands

dilemmes de ses aînés ne connaît souvent que la lettre — et encore, atténuée — à moins, plus prosaïquement, de ne voir là que la perche tendue aux si peu difficiles compagnons de route du parti communiste, qui — comme Stéphane — se font un devoir et un plaisir ému de déclarer : « Le silence d'Aragn l'avait séparé de ceux qui l'aimèrent. Aujourd'hui qu'il le rompt, il redevient des nôtres. » C'est bien volontiers que nous le leur laissons !

Mais, direz-vous, n'est-ce pas accorder trop d'importance à cet intellectuel fourvoyé, déconsidéré et condamné à l'imposture par sa « fidélité » à la contre-révolution bureaucratique ? Justement non, et je n'envisage pas ici Aragn comme une exception, mais comme le type même de l'écrivain engagé jusqu'au mépris de lui, jusqu'à la perte de toute authenticité, dans l'infamie militante de la plus monstrueuse duperie de l'histoire.

« Nous assistons alors », comme l'écrivait Victor Serge dans « La tragédie des écrivains soviétiques », « à la désagrégation des valeurs universelles par l'insincérité obligée du double jeu envers soi-même et autrui ». Et, plus loin : « L'or pur n'est plus que vase trouble. La conscience de l'écrivain se révèle pleine de noires coulisses. La voix passionnée du chant n'est plus que celle du faux témoin. »

C'est cela, Aragn, et il ne nous plaît pas de l'oublier, pas plus qu'il ne nous plaît d'oublier le lourd martyrologe des écrivains victimes du stalinisme en U.B.S.S. et dans les « démocraties populaires ». Le surréaliste Aragn savait à quoi s'en tenir sur les crimes de ce genre, lui qui avait lu les POESIES de Lautréamont, lui qui connaissait bien la phrase fameuse : « Toute l'eau de la mer ne suffirait pas à laver une tache de sang intellectuelle ».

Serait-ce trop abuser de sa susceptibilité que de demander aujourd'hui au mandarin de la propagande pseudolittéraire du Kremlin ce qu'il pense — et s'il pense encore quelque chose — d'un tel refus d'abdiquer devant la moindre défaillance de l'esprit, devant les si courantes lâchetés à la mode chez les gens de plume ?

Comment ne pas mépriser un tel homme ? Comment ne pas considérer comme nuis et non avendus les paradoxes, les diversions, les cris du cœur, les coquetteries, les surenchères et les états d'âme de ce scribe taré, mâtiné de fic et de patriote — au surplus richement nanti, car la « fidélité » (la fidélité au Guépéou) ça rapporte !

Et cependant, je me connais, je m'en irai encore vers ces jeunes filles, vers ces jeunes gens et je leur dirai sans arrière pensée : avez-vous lu le TRAITE DU STYLE, avez-vous lu LA GRANDE GAITE ?

Samuel VASCO.

SOMMAIRE

JOURNAL :

Ne pas se payer de mots (p. 1). — Querelle autour d'un vote (p. 2).
— Démocratie ouvrière (p. 3). — La 5^e assemblée générale de la
F.U.A.J. (p. 4). — Ni dieu ni sorcier : un homme d'état bourgeois
(p. 59). — A propos de la lutte contre la guerre d'Algérie (p. 60).
Ould-Aoudia et Mohamed Nadj (p. 67). — Masses et appareils
(p. 61) 1 et 59

PIERRE LAMBERT. Le dossier de la laïcité 5

Documents :

- I. — L'Eglise contre l'égalité p. 11
- II. — Jules Guesde : Lettre à Monsieur Léon XIII, pape de son
état, en son palais du Vatican, Rome p. 12
- III. — Ce que l'Eglise entend par liberté de l'enseignement p. 13
- IV. — Fidèle à elle-même p. 14

FRANÇOIS FORGUE. — Le 1^{er} congrès du Parti Socialiste Autonome.... 15

Documents. — Principales résolutions adoptées au 1^{er} congrès du P.S.A. 18

JEAN-JACQUES MARIE. Au Moyen Orient : la révolution à l'ordre du jour 20

Lettre d'une lectrice : A propos de « Marxisme, philosophie, science ».. 23

La calomnie stalinienne, facteur de division de la classe ouvrière (*bro-
chure à détacher*) 25

PAUL LAFARGUE. Les 1^{er} Mai 1890 et 1891 en France (*brochure à
détacher*) 29

PIERRE BRABANT. La révolution allemande (1918-1923). — III^e article :
1923, l'année décisive 41

JOHN WHITE. Le 1^{er} congrès de la Socialist Labour League 49

23^e anniversaire de juin 36 53

Documents :

I. — Le rapport de Thorez du 11 juin : « Tout n'est pas pos-
sible » p. 53

II. — Le communiqué du C.C. du P.C.F. du 13 juin : « Il faut
savoir terminer une grève » p. 54

III. — « Un parti de gouvernement » p. 55

IV. — L'article de Trotsky du 9 juin : « La révolution française
a commencé » p. 56

Document : la F.U.A.J. devant la V^e république 58

Document : Résolution sur les relations internationales de la Socialist
Labour League 63

NOTE DE LECTURE. — La semaine ceinte de lauriers 63

LA VÉRITÉ

REDACTION-ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris-XI^e

ABONNEMENTS. — 12 n^{os} : 1.500 fr. ; 6 n^{os} 750 fr. ; 3 n^{os} : 400 fr. — Etranger : 12 n^{os} : 1.800 fr.
Soutien : 2.000 fr. et 3.000 francs. C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-XI^e.

